

Nombre de document(s) : 174
 Date de création : 31 janvier 2013
 Créé par : Polytechnique - Service des communications ,
 Polytechnique-Montréal

table des matières

Prochain CA 2013

Une eau miraculeuse en provenance du Japon

SRC Télévision - La Fature - 15 janvier 2013..... 11

Centres de formation: des idées venues de l'industrie

La Presse Affaires (site web) - La Presse - 16 janvier 2013..... 14

On s'arrache les diplômés en génie informatique et logiciel

La Presse Affaires (site web) - La Presse - 16 janvier 2013..... 16

Nouveaux programmes diversifiés

La Presse Affaires (site web) - La Presse - 16 janvier 2013..... 18

Michèle Thibodeau-DeGuire à la tête du Conseil d'administration de la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal

Journal FORUM (Ref.) - 14 janvier 2013..... 20

Émission : LA BONNE NOUVELLE TVA

Station : TVA, MONTRÉAL (Ref.) - 16 janvier 2013..... 21

BN et Campus Montréal

Le Devoir - 17 janvier 2013..... 22

La Banque Nationale verse 10 millions à un centre universitaire sur l'entrepreneuriat

La Presse - 17 janvier 2013..... 23

La Banque Nationale donne 10 M\$

Le Journal de Montréal - 17 janvier 2013..... 24

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

La Banque Nationale donne 10 M\$	
Le Journal de Québec - 17 janvier 2013.....	25
Un don historique pour l'entrepreneuriat	
24 heures Montréal - 17 janvier 2013.....	26
Don historique de 10 M\$	
Le Journal de Montréal (réf. site web) - 16 janvier 2013.....	27
Don historique de 10 M\$	
Le Journal de Québec (réf. site web) - 16 janvier 2013.....	28
Émission : RDI MATIN - Règlement sur le bruit	
Station : RDI, MONTRÉAL (Ref.) - 15 janvier 2013.....	29
Émission : RDI EN DIRECT - Commission Charbonneau	
Station : RDI, M (Ref.) - 15 janvier 2013.....	30
Émission : Le monde libre - Contrer le bruit en milieu urbain	
Station : CIBL-FM, MONTRÉAL (Ref.) - 15 janvier 2013.....	31
Émission : LA FACTURE	
Station : SRC-TV, MONTRÉAL (Ref.) - 15 janvier 2013.....	32
On s'arrache les diplômés en génie informatique et logiciel	
La Presse - 16 janvier 2013.....	33
Nouveaux programmes diversifiés	
La Presse - 16 janvier 2013.....	36
Des idées venues de l'industrie	
La Presse - 16 janvier 2013.....	38
Voici la liste des événements prévus le mercredi 16 janvier 2013	
La Presse Canadienne - 15 janvier 2013.....	40
Émission : DÉSAUTELS -	
CBF (SRC-R1), Montréal (Ref.) - 14 janvier 2013.....	42
Rosemont s'attaque à la cacophonie urbaine	
La Presse - 15 janvier 2013.....	43
Rosemont s'outille pour sévir contre le bruit	
Métro (Montréal) - 15 janvier 2013.....	44
Un premier sonomètre à Montréal	
24 heures Montréal - 15 janvier 2013.....	46
Un premier sonomètre entre en opération à Montréal	
TVA Nouvelles (réf. site web) - 15 janvier 2013.....	47
Arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie · Un premier sonomètre entre en opération à Montréal	
TVA Nouvelles (réf. site web) - 15 janvier 2013.....	48
L'Arrondissement devient plus sévère sur le bruit	
RueMasson (réf. site web) - 15 janvier 2013.....	49
Un premier sonomètre entre en opération	

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Le Journal de Montréal (réf. site web) - 14 janvier 2013.....	50
Un premier sonomètre entre en opération	
Le Journal de Québec (réf. site web) - 14 janvier 2013.....	51
Rosemont s'attaque à la cacophonie urbaine	
La Presse (site web) - La Presse - 14 janvier 2013.....	52
Haiti: Up From The Rubble	
The Gazette (Montreal) - 12 janvier 2013.....	54
Club rallye Saguenay	
Progrès-dimanche - 13 janvier 2013.....	59
Qui sont les nouveaux élus? - Stéphane Le Bouyonnec : de l'ombre à la lumière	
Le Devoir - 14 janvier 2013.....	60
Michèle Thibodeau-DeGuire nommée présidente du Conseil d'administration de la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal	
Premières en affaires.com (Ref.) - 10 janvier 2013.....	62
Michèle Thibodeau-DeGuire appointed Chair of the Board of the Corporation de l'École Polytechnique de ...	
Yahoo! Finance Canada (web site ref.) - 10 janvier 2013.....	63
Madame Michèle Thibodeau-DeGuire nommée présidente du Conseil d'administration de la Corporation de l'École ...	
Yahoo! Finance Québec (réf. site web) - 10 janvier 2013.....	64
Émission : Une pilule, une petite granule - Scoliose	
Télé-Québec, Montréal (Ref.) - 10 janvier 2013.....	65
Quebec-science la moitié des découvertes de l'année faites par des chercheurs de l'Udem et de Polytechnique	
www.nouvelles.umontreal (Ref.) - 4 janvier 2013.....	66
L'arme du Jedi au service du chirurgien - Polytechnique Montréal - Génie biomédical	
Québec Science (Ref.) - 13 décembre 2013.....	67
Plus de 900 élèves québécois créeront un robot qui jouera au frisbee	
SRC Nouvelles (site web) - 5 janvier 2013.....	68
Émission : LE TÉLÉJOURNAL DE RDI - Déneigement à Montréal	
RDI, MONTRÉAL (Ref.) - 4 janvier 2013.....	69
Émission : BULLETINS - Compétition de Robotique	
CBF (SRC-R1), Montréal (Ref.) - 5 janvier 2013.....	70
Émission : CTV NEWS MONTRÉAL - Robotics Competition	
Station : CFCF (CTV), Montréal (Ref.) - 6 janvier 2013.....	71
Émission : BULLETINS - Compétition de Robotique	
CBF (SRC-R1), Montréal (Ref.) - 8 janvier 2013.....	72
Émission : CTV NEWS MONTRÉAL - The Quebec genie games	
Émission : CTV News Montréal (Ref.) - 7 janvier 2013.....	73
Émission : Les oranges pressées - Compétition de robotique	
CIBL-FM, Montréal (Ref.) - 7 janvier 2013.....	74

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Émission : CTV NEWS MONTRÉAL - The Quebec genie games	
CFCF (CTV), MONTRÉAL (Ref.) - 7 janvier 2013.....	75
Guerre des machines	
24 heures Montréal - 7 janvier 2013.....	76
«La Machine» envahit le Centre des sciences	
Le Journal de Montréal (réf. site web) - 6 janvier 2013.....	77
600 jeunes Québécois participent à Robotic First	
SRC Radio - Radiojournal - 6 janvier 2013.....	78
Un robot qui joue au Frisbee créé par 900 Québécois	
Le Soleil - 6 janvier 2013.....	80
Plus de 900 élèves québécois créeront un robot qui jouera au frisbee	
98.5 FM (Montréal, QC) (réf. site web) - 5 janvier 2013.....	82
Hôte du lancement d'une compétition de robotique	
Le Journal de Montréal (réf. site web) - 5 janvier 2013.....	83
Entente avec Polytechnique	
Le Canada Français - 3 janvier 2013.....	84
Émission : RADIOJOURNAL - Robotique	
SRC-R1, Montréal (Ref.) - 5 janvier 2013.....	86
Émission : RDI EN DIRECT WEEK-END	
RDI, MONTRÉAL (Ref.) - 5 janvier 2013.....	87
Émission : LE TÉLÉJOURNAL GRAND MONTRÉAL - Déneigement de Montréal	
CBFT (SRC-R1), MONTRÉAL (Ref.) - 4 janvier 2013.....	88
Émission : CTV NEWS MONTRÉAL - Robotics Competition	
CFCF (CTV), MONTRÉAL (Ref.) - 6 janvier 2013.....	89
Émission : Nouvelles - Compétition de robotique	
CBJ (SRC-R1), Saguenay (Ref.) - 6 janvier 2013.....	90
Le gouvernement haïtien furieux contre le Canada	
La Presse (site web) - La Presse - 4 janvier 2013.....	91
Tourisme : avertissement canadien déploré en Haïti	
Le Soleil - 4 janvier 2013.....	93
Le gouvernement haïtien furieux contre le Canada	
La Presse - 4 janvier 2013.....	95
Le bon vin... n'endort pas!	
Le Journal de Québec - 4 janvier 2013.....	97
Les dix découvertes de l'année selon le magazine québec science	
Le Journal de Montréal - 4 janvier 2013.....	100
LES 200 DECOUVERTES DE L'ANNEE	
Québec Science - 1 janvier 2013.....	102
Parlement jeunesse: après le conflit étudiant, le débat non partisan	
La Presse (site web) - Le Soleil - 30 décembre 2012.....	104

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

«Il y a des limites à se contreficher des gens de Bécancour»	
La Presse (site web) - Le Nouvelliste - 14 décembre 2012.....	105
Émission : Nouvelles - Centraide du Grand Montréal	
CBV (SRC-R1), Québec (Ref.) - 1 janvier 2013.....	107
Émission : RADIOJOURNAL - Centraide du Grand Montréal	
SRC-R1, Montréal (Ref.) - 1 janvier 2013.....	108
Émission : C'est bien meilleur le matin - Centraide du Grand Montréal	
CBF (SRC-R1), Montréal (Ref.) - 2 janvier 2013.....	109
Émission : DUTRIZAC, L'APRÈS-MIDI - Centrale nucléaire Gentilly 2	
CHMP-FM, Montréal (Ref.) - 28 décembre 2012.....	110
Émission : RDI MATIN - Centrale nucléaire Gentilly	
RDI, MONTRÉAL (Ref.) - 28 décembre 2012.....	111
Émission : RDI EN DIRECT	
RDI, MONTRÉAL (Ref.) - 25 décembre 2012.....	112
Émission : Les années lumière - compteurs intelligents	
SRC-R1, Montréal (Ref.) - 3 janvier 2013.....	113
She took Centraide to the next level Michèle Thibodeau-deguire built a solid and lasting foundation for the organization	
The Gazette (Montreal) - 20 décembre 2012.....	114
De l'eau de meilleure qualité pendant toute l'année	
L'Éveil (site web) - 19 décembre 2012.....	116
Journée carrière enrichissante	
L'Action du mercredi (Joliette) - 19 décembre 2012.....	118
Revue scientifique et environnementale de l'année 2012	
Agence Science-Press (réf. site web) - 18 décembre 2012.....	119
De l'eau de meilleure qualité pendant toute l'année	
La Concorde (Saint-Eustache) - 19 décembre 2012.....	120
Sols argileux, quessé ça?	
Avenir (Anjou, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles) - 18 décembre 2012.....	122
Claude Vachet se joint à Cycle Capital à ...	
Yahoo! Finance Québec (réf. site web) - 18 décembre 2012.....	124
Projet de recherche sur le recyclage d'avions : un fuselage arrive à Saint-Hubert	
Le Journal de Saint-Hubert (QC) - 12 décembre 2012.....	125
De Rosemont à l'espace	
La Presse Affaires (site web) - La Presse - 16 décembre 2012.....	127
LE GRAND DÉCOLLAGE DE CARRÉ TECHNOLOGIES	
La Presse - 15 décembre 2012.....	132
L'eau de demain	
Imagine - Réseau des ingénieurs du Québec (hiver 2012-2013) (Ref.) - 14 décembre 2012.....	139
"Il y a des limites à se contreficher des gens de Bécancour"	

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Le Nouvelliste (Trois-Rivières) - 14 décembre 2012.....	140
Émission : Mise À jour	
MATv (Ref.) - 13 décembre 2012.....	142
«Je sentais la responsabilité de faire ma part»	
Métro (Montréal) - 13 décembre 2012.....	143
Émission : Bernier et Compagnie - Compressions aux Universités	
CBOF (SRC-R1), Gatineau (Ref.) - 11 décembre 2012.....	145
Tecnologie et vêtements font bon ménage	
Le Soleil - 12 décembre 2012.....	146
Vêtement et technologie font bon ménage	
La Presse (site web) - Le Soleil - 12 décembre 2012.....	148
Les ingénieurs ont-ils une éthique?	
Agence Science-Press (réf. site web) - 11 décembre 2012.....	150
Émission : Je vote pour la science - Ethique	
Radio Centre-ville (Ref.) - 11 décembre 2012.....	151
Émission EN AFFAIRES	
Canal Argent, Montréal (Ref.) - 11 décembre 2012.....	152
Émission : Le midi libre - Femmes et génie	
CIBL-FM, Montréal (Ref.) - 10 décembre 2012.....	153
» Le DG de Polytechnique: Le gouvernement met les universités dans une situation intenable	
La Presse (blogues) - Le blogue de Yves Boisvert - 10 décembre 2012.....	154
Femmes et génie : vers la parité	
UdeMNouvelles (Ref.) - 10 décembre 2012.....	155
Électricité - Quand les réseaux deviennent "futés"	
Le Devoir - 8 décembre 2012.....	156
Émission : Maman a raison - CISM	
CISM (Ref.) - 7 décembre 2012.....	158
Prochain CA 2013 DOSSIER 2	
Émission : QUÉBEC MAINTENANT - Gentilly-2	
CJMF (93,3), QUÉBEC (Ref.) - 30 janvier 2013.....	159
Émission : LA MAURICIE MAINTENANT - Gentilly-2	
CHLN (CKOI), Trois-Rivières (Ref.) - 30 janvier 2013.....	160
Émission : NOUVELLES - Gentilly-2	
CKBN-FM, Bécancour (Ref.) - 30 janvier 2013.....	161
Émission : LA MAURICIE MAINTENANT - Gentilly-2	
CHLN (CKOI), Trois-Rivières (Ref.) - 31 janvier 2013.....	162
Gentilly-2: les syndicats en mode solution	
La Presse (site web) - Le Nouvelliste - 31 janvier 2013.....	163
Les syndicats en mode solution	

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Le Nouvelliste (Trois-Rivières) - 31 janvier 2013.....	165
Hydro sous pression	
Le Soleil - 31 janvier 2013.....	167
Gentilly-2: Hydro-Québec sous pression	
La Presse (site web) - Le Soleil - 31 janvier 2013.....	169
HomeAdvisor recrute Sébastien Provencher	
Les Affaires - 2 février 2013.....	171
Gentilly-2 : dernière journée d'audiences à l'Assemblée nationale	
SRC Mauricie (site web) - 29 janvier 2013.....	174
Gentilly-2 : un expert suggère à Québec de privatiser la centrale	
SRC Mauricie (site web) - 29 janvier 2013.....	176
Émission : Montréal maintenant - Effondrement à l'Epiphanie	
CHMP (98,5 FM), Montréal (Ref.) - 29 janvier 2013.....	178
Émission : SALUT, BONJOUR ! - Gentilly-2	
TVA, Montréal (Ref.) - 30 janvier 2013.....	179
Émission : RDI EN DIRECT - Gentilly-2	
RDI, MONTRÉAL (Ref.) - 30 janvier 2013.....	180
Émission : NOUVELLES - Gentilly-2	
Émission : Nouvelles (Ref.) - 30 janvier 2013.....	181
Émission : LE TÉLÉJOURNAL - Gentilly-2	
SRC-R1, Montréal (Ref.) - 30 janvier 2013.....	182
Émission : LE TVA MAURICIE ÉDITION MIDI - Gentilly-2	
CHEM (TVA), Trois-rivières (Ref.) - 30 janvier 2013.....	183
Émission : INFOS ROUGE -0 Gentilly-2	
CHEY-FM, Trois-Rivières (Ref.) - 30 janvier 2013.....	184
Émission : LE CLUB DES EX - Gentilly-2	
RDI, MONTRÉAL (Ref.) - 30 janvier 2013.....	185
Émission : COGEGO NOUVELLES - Gentilly-2	
CHMP-FM, Montréal (Ref.) - 30 janvier 2013.....	186
La Banque Nationale fait un don de 10 M\$ à Campus Montréal	
Bulletin des diplômés de l'Université de Montréal (Ref.) - 28 janvier 2013.....	187
Les diplômés se retrouvent à Paris	
Bulletin des diplômés de l'Université de Montréal (Ref.) - 2 janvier 2013.....	188
Émission : LE TVA NOUVELLES	
TVA, Montréal (Ref.) - 29 janvier 2013.....	189
Émission : Montréal maintenant - Effondrement à l'Epiphanie	
CHMP (98,5 FM), Montréal (Ref.) - 29 janvier 2013.....	190
Émission : DÉSAUTELS - Effondrement à l'Epiphanie	
CBF (SRC-R1), Montréal (Ref.) - 29 janvier 2013.....	191
Émission : DÉSAUTELS - Financement des Universités	

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

SRC-R1, Montréal (Ref.) - 29 janvier 2013.....	192
Émission : LE CODE CHASTENAY	
Télé-Québec, Montréal (Ref.) - 29 janvier 2013.....	193
La région encore plus frustrée	
Le Nouvelliste (Trois-Rivières) - 30 janvier 2013.....	194
Des effondrements fréquents	
Le Journal de Montréal - 30 janvier 2013.....	197
" Un accident industriel "	
Le Journal de Montréal - 30 janvier 2013.....	199
«?Un accident industriel?»	
Le Journal de Montréal (réf. site web) - 30 janvier 2013.....	201
«?Un accident industriel?»	
Le Journal de Québec (réf. site web) - 30 janvier 2013.....	202
Québec octroie 2,5M \$ au MEDTEQ pour de la recherche médicale	
24 heures Montréal (réf. site web) - 29 janvier 2013.....	203
Québec octroie 2,5 millions \$ à la recherche médicale	
TVA Nouvelles (réf. site web) - 29 janvier 2013.....	204
Nouvelles technologies · Québec octroie 2,5 millions \$ à la recherche médicale	
TVA Nouvelles (réf. site web) - 29 janvier 2013.....	205
Québec octroie 2,5 millions \$	
Canoe - Infos Québec Canada (réf. site web) - 29 janvier 2013.....	206
Québec octroie 2,5M \$ au MEDTEQ	
Le Journal de Québec (réf. site web) - 29 janvier 2013.....	207
Québec octroie 2,5M \$ au MEDTEQ	
Le Journal de Montréal (réf. site web) - 29 janvier 2013.....	208
Émission : Le Téléjournal de RDI	
RDI, MONTRÉAL (Ref.) - 25 janvier 2013.....	209
Gentilly-2: le jour des comptes est arrivé	
La Presse (site web) - Le Nouvelliste - 29 janvier 2013.....	210
GeoMegA acquiert tous les droits du procede de separation physique de Terres Rares d'Equapolar Consultants ...	
Yahoo! Finance Canada (web site ref.) - 29 janvier 2013.....	212
GeoMegA Acquires All Rights to REE Physical Separation Process from Equapolar Consultants Ltd	
Yahoo! Finance Canada (web site ref.) - 29 janvier 2013.....	213
Électricien: une formation branchée	
La Presse Affaires (site web) - La Presse - 28 janvier 2013.....	214
Le jour des comptes est arrivé	
Le Nouvelliste (Trois-Rivières) - 29 janvier 2013.....	216
Émission : Y'A PAS DEUX MATINS PAREILS	
Station : CIBC (SRC-R1), TORONTO (Ref.) - 24 janvier 2013.....	220

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Émission : LE TÉLÉJOURNAL - Commission Charbonneau	
Station : RDI, MONTRÉAL (Ref.) - 25 janvier 2013.....	221
De la matière grise à revendre	
Le Quotidien - 26 janvier 2013.....	222
Compétition de construction d'éoliennes	
Le Journal de Montréal (réf. site web) - 26 janvier 2013.....	224
Compétition de construction d'éoliennes	
Le Journal de Québec (réf. site web) - 26 janvier 2013.....	225
Des étudiants du collégial participent à une compétition	
TVA Nouvelles (réf. site web) - 27 janvier 2013.....	226
Construction d'éoliennes · Des étudiants du collégial participent à une compétition	
TVA Nouvelles (réf. site web) - 27 janvier 2013.....	227
1905	
24 heures Montréal - 28 janvier 2013.....	228
Firmes d'ingénierie - Une crise éthique devenue crime	
Le Devoir - 28 janvier 2013.....	229
Gentilly : des écologistes proposent de faire table rase... en 20 ans!	
Le Soleil - 25 janvier 2013.....	231
Efforts et concentration : un même objectif	
Brossard Éclair (QC) - 23 janvier 2013.....	233
Un professeur-chercheur chez CO2 Solutions	
Les Affaires - 26 janvier 2013.....	234
Quantifying intraoperative fluorescence	
Thayer school of Engineering at Dartmouth (Ref.) - 18 janvier 2013.....	236
Compteurs intelligents ou simples compteurs numériques?	
Édition Beauce - 23 janvier 2013.....	237
Place à la Commission parlementaire sur Gentilly-2	
Courrier Sud (Nicolet) - 23 janvier 2013.....	239
La Banque Nationale s'associe à Campus Montréal et fait le plus gros don de son histoire	
Jeunespremiers.com (Ref.) - 16 janvier 2013.....	241
«Moins de bruit!», dit l'arrondissement	
Journal de Rosemont - Petite-Patrie - 22 janvier 2013.....	242
>RONA annonce des changements au sein du conseil d'administration	
Yahoo! Finance Québec (réf. site web) - 21 janvier 2013.....	244
Montréal, plaque tournante de l'éolien	
Métro (Montréal) - 21 janvier 2013.....	245
Un sonomètre, un indispensable du quartier Rosemont... fait à la Poly !	
Agence Science-Presse (réf. site web) - 19 janvier 2013.....	247
Gestion des universités: gare aux raccourcis	
La Tribune (Sherbrooke, Qc) - 19 janvier 2013.....	248

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Steve Poulin, gestionnaire immobilier	
La Presse - 19 janvier 2013.....	251
Émission : Découverte	
SRC-TV, Montréal (Ref.) - 20 janvier 2013.....	253
New centre looks to stem exodus of Quebec entrepreneurs	
Globeandmail.com (web site ref.) - 17 janvier 2013.....	254
Banque Nationale: un don record en faveur de l'entrepreneuriat	
LesAffaires.com - 17 janvier 2013.....	255
10 M\$	
Métro (Montréal) - 18 janvier 2013.....	256
Pollution électromagnétique, Protégez-Vous protège qui?	
Le Journal de Magog (QC) - 16 janvier 2013.....	257
Sécurité routière : à la recherche de solutions dans la MRC d'Arthabaska	
Les Actualités (Asbestos, QC) - 16 janvier 2013.....	258
Toute une première à l'École Polytechnique de Montréal	
lesnews.ca (Ref.) - 16 janvier 2013.....	259
Émission : On s'investit	
ARGENT, MONTRÉAL (Ref.) - 17 janvier 2013.....	260

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*



SRC Télévision - La Facture, no. 0569
Mardi, 15 janvier 2013 - 19:30 HNE

Une eau miraculeuse en provenance du Japon

Animateur(s) : PIERRE CRAIG

PIERRE CRAIG (ANIMATEUR) :

PIERRE CRAIG

Bonsoir. Bienvenue à La Facture. Grande nouvelle, la liste des remèdes miracles vient de s'allonger! On y a ajouté un produit qui peut guérir ou soulager des problèmes de peau, le cancer, l'autisme et j'en passe! Mais pour en profiter, vous devez remplir deux conditions. D'abord, payer, très cher dans ce cas. Et deuxième condition, sine qua non, vous le verrez, avoir la foi.

Derrière ce produit miracle, bien sûr, des bienfaiteurs de l'humanité.

- Donc, vous voyez que l'eau Kangen est une eau vraiment... ce qu'on peut dire miraculeuse.

- Finalement, en buvant cette eau, après trois mois, tous mes problèmes de peau ont disparu.

- J'ai découvert l'eau Kangen qui a fait que mon arthrose a parti.

- Je me suis dit que c'était impossible qu'une eau, qui soit simplement de l'eau, même alcaline, puisse entraîner un tel résultat.

(Écoulement de l'eau)

- À la bonne vôtre!

- Aurait-on découvert un remède miracle que même la science ignore? Pierre Brassard le croit. Il ne jure plus que par l'eau. Mais pas n'importe laquelle, de l'eau Kangen.

(Publicité en anglais)

- C'est là que j'ai pris la décision de la faire connaître. et je le met sous forme de guillemets, comme «une mission».

Parce que moi, j'ai le goût que les gens soient en santé.

- Kangen. Ce mot japonais signifie retour aux sources.

Le filtreur qui est fabriqué par la compagnie japonaise Enagic rend l'eau du robinet encore plus alcaline, hexagonale et antioxydante. Cette eau aurait de multiples vertus.

- Quand je me lève, je suis plus en forme, je n'ai plus de brûlements d'estomac. Et puis, j'avais une douleur au genou gauche, je ne l'ai plus...

Bienvenue sur notre site Internet...

- Pierre Brassard a tellement apprécié les effets de l'eau Kangen qu'il en est devenu l'un des représentants.

- Puis quand les gens achètent une machine, parce que j'en ai vendues, il y en a quelques-unes que les gens ont achetées, quand je vois qu'ils vont mieux, je me dis : wow! Je ne dis pas que je guéris, mais les gens, la condition s'est améliorée.

- Alors, remède miracle ou supercherie? L'eau miraculeuse n'existe pas encore, nous dit Mickael Bouin, gastro-entérologue.

MICKAEL BOUIN gastro-entérologue, CHUM

- Il n'a été démontré nulle part dans la littérature scientifique que l'eau avait des propriétés médicinales.

- Les appareils Kangen sont disponibles au travers d'un réseau pyramidal de distributeurs indépendants, dont Nora Caron qui est très présente sur le Web.

(Extrait de Youtube)

- Et aujourd'hui, j'aimerais partager mon histoire miraculeuse avec l'eau Kangen...

- Équipés d'une caméra cachée, nous avons assisté à l'une des conférences données par

Nora Caron. Pour convaincre les consommateurs, il faut d'abord semer l'inquiétude à propos de l'eau non filtrée du robinet.

C'est ainsi que l'eau de Montréal contiendrait de la soude caustique, énormément de chlore et bientôt de la chaux.

Ce qui est faux, dit Benoît Barbeau, directeur du CREDEAU.

BENOÎT BARBEAU, dir., Centre de rech. sur l'eau, Polytechnique

- Et donc, tout le discours est articulé autour de cette crainte qu'on boit, qu'on consomme une soupe chimique, en fait, qui est le discours classique, là, pour permettre de convaincre les



EUREKA.CC
une solution de CEDROM SNI

gens de faire un traitement d'eau à la maison.

(Écoulement de l'eau)

(Extrait sur Youtube)

- Le résultat démontre que l'eau alcaline a des effets contre le cancer et réduit les tumeurs de manière très significative.

- L'eau Kangen permettrait d'éloigner plusieurs maladies, y compris le cancer, première cause de mortalité au pays.

Nous demandons une entrevue à Nora Caron. Impossible sans l'autorisation du bureau d'Enagic Canada à Toronto.

Mais l'eau alcaline peut-elle prévenir l'apparition de cancer?

- Non! C'est tout à fait... c'est tout à fait impossible à concevoir, mais encore une fois, mettons-nous à l'épreuve et concevons l'impossible. Et à ce moment-là, allons-y pour le démontrer. Mais personnellement, je n'embarquerais pas dans une telle étude qui m'apparaît complètement farfelue.

- Cancer, diabète, autisme, hyperactivité, toutes des pathologies que l'eau Kangen permettrait de soulager, à condition d'avoir la foi.

Avez-vous les études scientifiques qui confirment cela?

- Non. Moi, je n'ai pas les études personnellement. Je ne peux pas vous les montrer.

Non, non, je le sais. Il faut avoir la foi ou dire : ou on se fait tromper ou pas, je le sais pas.

- Les aliments que nous consommons sont trop acidifiants. Suivant cette

théorie, pour rééquilibrer le pH du corps, il faudrait consommer des aliments alcalins tels que l'eau Kangen. Mais cette théorie n'est pas fondée scientifiquement.

- Dans nos cellules et dans notre sang, le pH est absolument stable et ne bouge pas.

- À Toronto, on nous indique que, pour une entrevue, il faut l'autorisation du président-fondateur lui-même. Tel que demandé, nous lui adressons notre demande en japonais.

Mais M. Brassard n'a pas attendu son autorisation. Il croit au produit, même si le prix des appareils varie entre

1500 \$ et plus de 6000 \$.

N'est-ce pas un peu cher payé pour quelque chose qui n'est pas fondé scientifiquement?

- Bien, c'est sûr que si ta croyance, c'est basé sur rien, c'est très cher payé.

Je mettrais pas une cenne, OK.

Ça, c'est sûr. Je te blâme pas.

Mais c'est pas ça la réalité.

T'as le droit à tes croyances. Si tu penses que toi tu n'y crois pas, parfait, reste avec ça puis prends-en pas!

Moi, j'y crois.

- Nous avons attendu la réponse du président d'Enagic. En vain.

Mais au Japon, l'entreprise a fait parler d'elle en 2010, lorsque son permis a été suspendu pendant neuf mois par la Consumer Affairs Agency, l'équivalent japonais de l'OPC.

Nous avons joint au Japon par Skype le directeur d'un cabinet d'avocats spécialisé dans les recours collectifs.

MASAKI KITO, directeur

Link Law Office

- C'est très rare de voir une suspension de neuf mois. Normalement, une telle infraction n'entraîne qu'une suspension de quatre ou six mois. Ça signifie que l'agence veut que ça ait un impact.

- L'Agence lui reproche ses méthodes de marketing de type pyramidal. Mais selon cet avocat, Enagic n'en a pas encore fini avec l'agence.

- Par ailleurs, l'entreprise ne peut prétendre que son produit est efficace si ce n'est pas appuyé scientifiquement. L'agence pourrait lui imposer une autre suspension.

- Il y a aucun intérêt médical à avoir ça. S'il y en avait un, c'est promis, je serais le premier à dire qu'il faut l'acheter, mais, pour l'instant, je pense que c'est une perte d'argent.

(Écoulement de l'eau)

- Moi, bien, mon objectif, c'est de vivre au moins jusqu'à 100 ans. Alors on s'en reparlera quand on aura tous les deux

100 ans!

- Au Japon, le chiffre d'affaires du fabricant de l'appareil qui produit l'eau Kangen atteint les 25 millions \$ par année. Là-bas, la bataille du marketing fait rage.

Le promoteur a réussi à convaincre une association médicale d'appuyer son produit.

Mais selon l'avocat japonais que nous avons joint sur place, cette association a peu de crédibilité.

© 2013 SRC Télévision - La Facture ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130115-UT-LF130115002 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse Affaires (site web) - La Presse
Mercredi, 16 janvier 2013

Centres de formation: des idées venues de l'industrie

Martin Primeau, collaboration spéciale

Dans un monde où les tâches confiées aux ingénieurs évoluent d'année en année, les centres de formation en génie se doivent d'être au diapason des besoins de l'industrie. Comment se présente la situation à Montréal? Des experts de l'industrie se prononcent.

Dans un monde où les tâches confiées aux ingénieurs évoluent d'année en année, les centres de formation en génie se doivent d'être au diapason des besoins de l'industrie. Comment se présente la situation à Montréal? Des experts de l'industrie se prononcent. De l'avis de Robert Leclerc, vice-président ingénierie, technologie et exploitation mondiales chez CAE, les universités québécoises remplissent particulièrement bien leur mission de former des ingénieurs compétents, notamment dans le secteur de l'aéronautique. «On a la chance de faire partie d'un pôle très bien développé, souligne-t-il. On est très choyés.»

Depuis l'an dernier, le secteur de l'aérospatiale mise sur de nouveaux diplômés, issus pour la première fois d'un baccalauréat de l'École polytechnique spécialisé dans ce domaine. Le programme, mis de l'avant en 2008 conjointement avec l'industrie, est venu répondre spécialement aux besoins du secteur.

Mais comme on peut toujours faire mieux, le gestionnaire de CAE fait des suggestions pour ajouter une plus-

value à la formation des ingénieurs d'ici.

Selon lui, les futurs ingénieurs gagneraient en qualité si on leur offrait des cours spécialisés en simulation, à l'exemple de ce que font certaines universités américaines. Une expertise particulièrement chère aux yeux de l'entreprise spécialisée en simulation, tant dans les domaines de l'aéronautique que militaire, de la santé et des mines.

Habiletés personnelles

Il ne faudrait pas non plus négliger le perfectionnement des habiletés personnelles, selon lui. «L'ingénieur est de plus en plus amené à faire de la vente, autant à l'interne qu'à l'externe», explique Robert Leclerc.

Les jeunes ingénieurs gagneraient ainsi selon lui à approfondir, dans le cadre de cours ou d'ateliers, des qualités de leader et des aptitudes en présentation.

Des qualités interpersonnelles prisées aussi par l'employeur CGI, selon Line Soucy, associée et directrice du recrutement pour l'entreprise de services et de conseils en informatique. La firme valorise aussi la spécialisation de ses employés, en partie issus du génie informatique, par l'obtention de certifications. «Ces formations deviennent de très bons atouts pour eux», explique-t-elle.

Administration des affaires

Une situation particulièrement vraie dans un monde où les ingénieurs sont souvent appelés à assumer de nouvelles fonctions, selon Etienne Couture, président du Réseau des ingénieurs du Québec. Selon lui, il faudrait d'ailleurs exposer les ingénieurs en devenir au fait que le travail les conduira un jour à se spécialiser davantage. Pour ce faire, il propose d'inclure au programme de premier cycle des cours notamment de gestion.

«Une majorité d'ingénieurs ne feront pas ce travail toute leur vie, explique-t-il. Avoir déjà une idée de ce qu'est l'administration des affaires ou la gestion de projets pourrait les inviter à explorer ces avenues-là un jour.»

Former autrement

Si les programmes d'enseignement ne répondent pas toujours entièrement aux besoins des entreprises, celles-ci vont parfois user de méthodes de rechange pour trouver les talents et guider leur formation. C'est la stratégie qu'a adoptée le créateur de jeux vidéo Ubisoft.

«Les universités sont de très bons formateurs, mais n'ont pas les compétences qu'il faut en production de jeux vidéo comme les entreprises, explique Francis Baillet, vice-président aux ressources humaines et affaires corporatives chez Ubisoft. La clé du succès, ce sont des programmes



EUREKA.CC
une solution de CEDROM SNI

mis en place par les entreprises pour soutenir la création.»

Pour parvenir à ses fins, l'entreprise a lancé dans 17 universités du monde, dont 8 au Québec, le concours Academia pour les étudiants qui

souhaitent faire carrière dans le jeu. Le prototype de jeu qu'ils créent, dans le cadre d'une formation créditée, leur donne ensuite une chance d'être invités à l'école d'été de l'entreprise

où ils seront formés par des experts de l'industrie.

«Des programmes comme ceux-là permettent aux étudiants de bien se lancer sur le marché du travail», souligne Francis Baillet.

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130116-LZ-4611774 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse Affaires (site web) - La Presse
Mercredi, 16 janvier 2013

On s'arrache les diplômés en génie informatique et logiciel

Martine Letarte, collaboration spéciale

Vous voulez embaucher un ingénieur informatique ou logiciel? Vous devrez user de stratégie.

Vous voulez embaucher un ingénieur informatique ou logiciel? Vous devrez user de stratégie. «L'an dernier, nos diplômés du baccalauréat en génie logiciel et ceux en génie des technologies de l'information qui n'avaient pas trouvé un emploi grâce à un stage recevaient en moyenne 23 offres d'emploi», indique Yves Beauchamp, directeur général de l'École de technologie supérieure (ETS).

«On ne suffit pas à la demande en génie informatique et logiciel», affirme également Allan Doyle, directeur du service des stages et du placement à l'École polytechnique.

«On voit même des entreprises américaines, aussi en pénurie de main-d'oeuvre dans ces domaines, tenter de recruter nos finissants», ajoute-t-il.

Les perspectives d'emploi sont excellentes également dans les autres grands domaines de génie. Il faut savoir que le taux de placement des diplômés dans les écoles et départements d'ingénierie frôle les 100% au Québec depuis quelques années.

Les diplômés de l'ETS en génie de la construction à la recherche d'un emploi à la fin de leurs études ont

reçu, en moyenne, 11 offres d'emploi chacun l'an dernier.

«Heureusement, 400 nouveaux étudiants sont entrés cette année en génie de la construction, précise M. Beauchamp. C'est la plus grande cohorte de l'histoire. Ça comblera une partie des besoins.»

Ingénieurs civils

Dans le domaine du génie-conseil, les ingénieurs civils sont très recherchés.

«On parle particulièrement des ingénieurs civils spécialisés dans les ponts et les viaducs pour travailler sur les grands projets d'infrastructure ici ou à l'international», précise Johanne Desrochers, présidente de l'Association des ingénieurs-conseils du Québec.

«Les ingénieurs mécaniques en bâtiment, comme ceux spécialisés dans les systèmes de ventilation et l'économie d'énergie, semblent aussi être une denrée rare», ajoute Mme Desrochers.

Le génie-conseil est aussi friand d'ingénieurs actifs dans le secteur industriel.

«C'est dû notamment à tout le développement qui se fait avec le Plan Nord», explique Johanne Desrochers.

«La demande mondiale est élevée pour les ressources naturelles, donc les ingénieurs miniers auront du travail au cours des prochaines

années», indique pour sa part Etienne Couture, président du Réseau des ingénieurs du Québec.

Les écoles s'adaptent aux besoins

Différentes stratégies sont adoptées par les établissements de formation pour répondre à la forte demande des entreprises. Par exemple, alors que l'ETS réservait ses programmes de baccalauréat aux étudiants canadiens, elle vient d'entrouvrir la porte à l'international.

«En France, on trouve des formations qui s'apparentent à nos diplômes d'études collégiales techniques, indique Yves Beauchamp. Nous acceptons donc maintenant une cinquantaine d'étudiants français par année et nous regarderons s'ils s'intégreront bien au milieu du travail.»

Les établissements d'enseignement multiplient aussi les efforts pour s'assurer que leurs programmes de formation demeurent pertinents pour les besoins des entreprises. Notamment grâce aux gens de l'industrie qu'ils intègrent dans leurs comités d'évaluation des programmes, aux chercheurs qui tissent des liens avec les entreprises, mais aussi, aux stages.

«Avec notre formule d'enseignement coopératif, nous avons 2700 étudiants en stage le tiers de l'année, indique Yves Beauchamp. Les coordonnateurs

de stage encadrent les étudiants et visitent les entreprises. Ils sont de bonnes antennes. Si on cible des lacunes, on adapte l'enseignement.»

Parfois, les établissements réalisent que certains secteurs d'activité ont besoin d'un coup de pouce particulier en matière de formation de main-d'oeuvre. Par exemple, Polytechnique a décidé de mettre sur pied en 2008 un baccalauréat en génie aérospatial plutôt que de se contenter d'une concentration.

«C'est un domaine important pour le Québec», affirme Pierre G. Lafleur, directeur des affaires académiques et internationales à l'École polytechnique.

«Les travailleurs de l'industrie doivent avoir une formation spécialisée multidisciplinaire comprenant des notions de génie électrique, de génie logiciel, etc. Pour créer le nouveau baccalauréat, nous sommes allés chercher les forces

vives de nos différents programmes», ajoute-t-il.

Le baccalauréat en génie biomédical a aussi été créé la même année à Polytechnique.

«Avec la construction des deux grands hôpitaux à Montréal, indique M. Lafleur, il y a toute une industrie à soutenir. Il faut s'adapter au contexte québécois.»

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130116-LZ-4611759 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse Affaires (site web) - La Presse
Mercredi, 16 janvier 2013

Nouveaux programmes diversifiés

Laurence Niosi, collaboration spéciale

Plusieurs nouveaux programmes attendaient les étudiants en ingénierie à la rentrée. De l'aérospatiale à l'environnement, l'offre dans les universités québécoises n'a sans doute jamais été aussi variée.

Plusieurs nouveaux programmes attendaient les étudiants en ingénierie à la rentrée. De l'aérospatiale à l'environnement, l'offre dans les universités québécoises n'a sans doute jamais été aussi variée. Pour répondre aux besoins de l'industrie, des établissements proposent de nouveaux programmes en génie aérospatial. À l'École polytechnique, une maîtrise en génie aérospatial est dorénavant offerte aux étudiants, quatre ans après la mise sur pied du baccalauréat dans le même domaine, le premier au Québec. Le programme de 45 crédits vise à approfondir les connaissances d'ingénieurs hautement qualifiés dans les industries aéronautique et spatiale.

Par ailleurs, l'Université McGill lancera cette année, en partenariat avec l'École de technologie supérieure (ETS), un certificat en génie aérospatial destiné aux professionnels. Un programme que le doyen par intérim de la faculté de génie, Andrew Kirk, qualifie de «logique» vu l'importance de l'industrie au Québec.

Cybersécurité et santé

Polytechnique offre trois autres programmes depuis l'automne dernier, dont un microprogramme de neuf crédits en ingénierie des systèmes de santé. «Il y a un grand besoin de spécialistes en génie industriel pour gérer les systèmes de santé. C'est un programme qui va, à mon avis, prendre de l'ampleur», souligne Pierre G. Lafleur, professeur et directeur de l'enseignement et de la formation.

Depuis septembre dernier, le Carrefour perfectionnement de Polytechnique propose un certificat en cybersécurité des réseaux informatiques, le dernier d'une série de trois certificats en cybercriminalité.

Le programme sert à «créer des spécialistes contre la fraude» parmi les corps policiers, précise le professeur, mais également dans les banques et les institutions gouvernementales.

Cap sur l'environnement

Finalement, un nouveau microprogramme en développement durable à Polytechnique s'adresse aux titulaires d'un baccalauréat en ingénierie ou d'un diplôme de nature scientifique. Les étudiants inscrits au programme peuvent ensuite intégrer le diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en développement durable ou poursuivre à la maîtrise.

«Le développement durable, ça prend de l'ampleur dans tous les milieux industriels. Ça touche l'environnement, l'aspect énergétique, les procédés...», explique Pierre G. Lafleur.

L'Université Concordia a d'ailleurs lancé en novembre dernier un tout nouvel Institut de recherche sur l'eau, l'énergie et la durabilité, grâce à une subvention de 1,6 million de dollars accordée par le Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie. Les fonds seront consacrés à la recherche et à la formation d'une vingtaine d'étudiants par année. Les premiers ont été accueillis ce mois-ci.

Catherine Mulligan, vice-doyenne de recherche et des études supérieures à la faculté d'ingénierie de Concordia, espère mettre sur pied, d'ici un an, une maîtrise sur l'eau et l'énergie qui serait dirigée par l'institut en collaboration avec d'autres universités.

Omniprésence des systèmes embarqués

Depuis l'année dernière, une maîtrise en génie électrique est offerte en extension à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), en vertu d'une entente avec l'ETS. «On a adapté le programme. À l'UQAM, c'est un profil recherche, donc la plus grande partie est un projet de mémoire», précise le directeur du programme et

professeur au département d'informatique, Guy Bégin.

L'UQAM est également devenue, l'automne dernier, la première université québécoise à offrir un DESS en systèmes embarqués. Ces derniers - définis comme des systèmes

électroniques et informatiques autonomes - se trouvent notamment dans les téléphones intelligents, les tablettes iPad et les cartes à puce.

«Les logiciels traditionnels sont la pointe de l'iceberg, et les systèmes embarqués sont tout le reste, ils sont

partout, souligne Guy Bégin, directeur du nouveau programme. C'est une face cachée de l'électronique et de l'informatique. Ça existe depuis longtemps, mais ce qui est nouveau, c'est l'envergure que ça prend.»

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130116-LZ-4611768 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Journal FORUM
14 janvier 2013

Michèle Thibodeau-DeGuire à la tête du Conseil d'administration de la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal

Michèle Thibodeau-DeGuire est la nouvelle présidente du conseil d'administration de la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal. Son mandat est d'une durée de cinq ans.

<http://www.nouvelles.umontreal.ca/campus/ecole-polytechnique/20130114-michele-thibodeau-deguire-a-la-t-te-du-conseil-dadministration-de-la-corporation-de-lecole-polytechnique-de-montreal.html>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Station : TVA, MONTRÉAL
16 janvier 2013

Émission : LA BONNE NOUVELLE TVA

Animateur : Sophie Thibault

CAMPUS MONTRÉAL REÇOIT UN DON HISTORIQUE DE 10 MILLIONS DE DOLLARS POUR LA CRÉATION D'UN CENTRE D'ENTREPRENEURIAT. MENTION: HEC, POLYTECHNIQUE

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130117030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

LE DEVOIR

Le Devoir

Société, jeudi, 17 janvier 2013, p. A7

BN et Campus Montréal

Le Devoir

Michel Patry, directeur de HEC Montréal, et Louis Vachon, président et chef de la direction de la Banque Nationale, échangent la poignée de main scellant une bonne nouvelle : la BN donne 10 millions de dollars à la campagne de financement des unités liées pour l'occasion Université de Montréal, HEC Montréal et Polytechnique - réunies sous l'appellation Campus Montréal. Le don, le plus imposant du genre pour l'institution financière, servira à créer un Centre d'entrepreneuriat Banque Nationale (ce nom serait provisoire), " une organisation dédiée à l'entrepreneuriat, au repreneuriat, et aux familles en affaires ".

© 2013 Le Devoir ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news:20130117-LE-2013-01-17_368569 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Aide médicale à mourir: Ottawa s'adressera-t-il aux tribunaux ?

OTTAWA — Le ministre de la Santé, Peter Wilson, a annoncé mardi qu'il envisageait de demander au Tribunal fédéral de se prononcer sur la constitutionnalité de la loi sur l'aide médicale à mourir. Cette décision pourrait être rendue dans les prochains mois.

Le Canada, cancre en environnement

Le Canada est le pays le plus pollué au monde, selon un rapport publié mardi par Greenpeace. Le pays est classé 18e sur 180 en matière de pollution de l'air.

Finley n'est pas émue par Québec

La ministre de la Santé, Peter Wilson, a annoncé mardi qu'il envisageait de demander au Tribunal fédéral de se prononcer sur la constitutionnalité de la loi sur l'aide médicale à mourir.

Stephen Harper a rencontré les deux gagnants d'Occupation double

Stephen Harper a rencontré mardi les deux gagnants du concours d'Occupation double, un projet de loi visant à améliorer la qualité de la vie des citoyens.

BN ET CAMPUS MONTRÉAL

La Banque Nationale a annoncé mardi qu'elle donnait 10 millions de dollars à la campagne de financement des unités liées pour l'occasion Université de Montréal, HEC Montréal et Polytechnique.

Le don, le plus imposant du genre pour l'institution financière, servira à créer un Centre d'entrepreneuriat Banque Nationale (ce nom serait provisoire), " une organisation dédiée à l'entrepreneuriat, au repreneuriat, et aux familles en affaires ".



Le Journal de Montréal

Final

Votre Argent, jeudi, 17 janvier 2013, p. 38

ÉDUCATION -- MONTRÉAL

La Banque Nationale donne 10 M\$

AGNÈS CHAPSAL, AGENCE QMI

La Banque Nationale a donné 10 millions \$ à Campus Montréal (HEC Montréal, Polytechnique et Université de Montréal) pour la création d'un centre d'entrepreneuriat. "Il s'agit du plus important don de l'histoire de la Banque Nationale", a précisé le président et chef de la direction de la Banque Nationale, Louis Vachon. La mission de ce centre d'entrepreneuriat proposera des informations à disposition des chercheurs, des organismes gouvernementaux et des médias. Il incitera les étudiants à développer un projet (démarrage d'entreprise, entrepreneuriat, essaimage familial, soutien à la création d'entreprises). Ce centre proposera aussi des cours de formation professionnelle et des séminaires. Enfin, il organisera des activités de réseautage et de diffusion. Lancée en novembre dernier, la campagne de financement de Campus Montréal vise à amasser un demi-milliard de dollars.

© 2013 Le Journal de Montréal ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news:20130117-OP-130117276336751 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Journal de Québec

Final

Votre Argent, jeudi, 17 janvier 2013, p. 34

ÉDUCATION -- MONTRÉAL

La Banque Nationale donne 10 M\$

AGNÈS CHAPSAL, AGENCE QMI

La Banque Nationale a donné 10 millions \$ à Campus Montréal (HEC Montréal, Polytechnique et Université de Montréal) pour la création d'un centre d'entrepreneuriat. «Il s'agit du plus important don de l'histoire de la Banque Nationale», a précisé le président et chef de la direction de la Banque Nationale, Louis Vachon. La mission de ce centre d'entrepreneuriat proposera des informations à disposition des chercheurs, des organismes gouvernementaux et des médias. Il incitera les étudiants à développer un projet (démarrage d'entreprise, entrepreneuriat, essaimage familial, soutien à la création d'entreprises). Ce centre proposera aussi des cours de formation professionnelle et des séminaires. Enfin, il organisera des activités de réseautage et de diffusion. Lancée en novembre dernier, la campagne de financement de Campus Montréal vise à amasser un demi-milliard de dollars.

© 2013 Le Journal de Québec ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130117-OR-130117276337757 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

24 heures Montréal
Final
Nouvelles, jeudi, 17 janvier 2013, p. 9

Campus Montréal Un don historique pour l'entrepreneuriat

AGNÈS CHAPSAL, 24 HEURES

La Banque Nationale a donné 10 millions de dollars à Campus Montréal(HEC, Polytechnique et Université de Montréal) pour la création d'un centre d'entrepreneuriat.

Il s'agit du plus important don de l'histoire de la Banque Nationale», a précisé le président et chef de la

direction de la Banque Nationale, Louis Vachon.

La mission de ce centre d'entrepreneuriat sera d'offrir des informations aux chercheurs, aux organismes gouvernementaux et aux médias. Il incitera les étudiants à développer un projet (démarrage d'entreprise, entrepreneuriat,

essaimage familial, soutien à la création d'entreprises). Ce centre proposera aussi des cours de formation professionnelle et des séminaires. Enfin, on y organisera des activités de réseautage et de diffusion.

Lancée en novembre, la campagne de financement de Campus Montréal vise à amasser un demi-milliard de dollars.

© 2013 24 heures Montréal ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130117-QVHM-130117276338089 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Montréal
Actualité, mercredi, 16 janvier 2013

Don historique de 10 M\$

Agnès Chapsal / Agence QMI

La Banque Nationale a donné dix millions \$ à Campus Montréal (HEC Montréal, Polytechnique et Université de Montréal) pour la création d'un centre d'entrepreneuriat. «Il s'agit du plus important don de...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 *Le Journal de Montréal ; CEDROM-SNi inc.*

PUBLI-C WEB-20130116-OPW-126 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Québec
Actualité, mercredi, 16 janvier 2013

Don historique de 10 M\$

Agnès Chapsal / Agence QMI

La Banque Nationale a donné dix millions \$ à Campus Montréal (HEC Montréal, Polytechnique et Université de Montréal) pour la création d'un centre d'entrepreneuriat. «Il s'agit du plus important don de...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 *Le Journal de Québec* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130116-ORW-105 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Station : RDI, MONTRÉAL (Ref.)
15 janvier 2013

Émission : RDI MATIN - Règlement sur le bruit

Lecteur : Véronique Darveau

LE MAIRE DE ROSEMONT-PETITE-PATRIE A DÉCIDÉ DE REVOIR LA RÈGLEMENTATION CONCERNANT LE BRUIT. ON VA AUSSI TRAVAILLER EN COLLABORATION AVEC L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE (équipe de Annie Ross)

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130115150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Station : RDI, M
15 janvier 2013

Émission : RDI EN DIRECT - Commission Charbonneau

Animateur : Christine Fournier

Commission Charbonneau - L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FORCE SES ÉTUDIANTS À SUIVRE UN COURS SUR L'ÉTHIQUE.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130115150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Station : CIBL-FM, MONTRÉAL (Ref.)
15 janvier 2013

Émission : Le monde libre - Contrer le bruit en milieu urbain

Animateur : Jean-Luc Bouchard

POLYTECHNIQUE (équipe de Annie Ross) A FAIT UNE ÉTUDE COMPLEXE SUR LE SUJET ET LE MAIRE DE L'ARRONDISSEMENT AFFIRME QUE LA VILLE S'EN EST INSPIRÉ POUR SES NOUVELLES NORMES.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130116030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Station : SRC-TV, MONTRÉAL
15 janvier 2013

Émission : LA FACTURE

Animateur : Pierre Craig

UNE ENTREPRISE JAPONAISE A MIS EN MARCHÉ UN APPAREIL CAPABLE DE PURIFIER L'EAU ET DE LA RENDRE PLUS ALCALINE. CE SERAIT PERTE PURE QUE D'EN FAIRE L'ACHAT. Int. Benoit Barbeau, Polytechnique Montréal

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130116030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



La Presse
 Portfolio, mercredi, 16 janvier 2013, p. LA PRESSE AFFAIRES7

FORMATION INGÉNIERIE

On s'arrache les diplômés en génie informatique et logiciel

Martine Letarte

Collaboration spéciale

Vous voulez embaucher un ingénieur informatique ou logiciel? Vous devrez user de stratégie.

"L'an dernier, nos diplômés du baccalauréat en génie logiciel et ceux en génie des technologies de l'information qui n'avaient pas trouvé un emploi grâce à un stage recevaient en moyenne 23 offres d'emploi", indique Yves Beauchamp, directeur général de l'École de technologie supérieure (ETS).

"On ne suffit pas à la demande en génie informatique et logiciel", affirme également Allan Doyle, directeur du service des stages et du placement à l'École polytechnique.

"On voit même des entreprises américaines, aussi en pénurie de main-d'œuvre dans ces domaines, tenter de recruter nos finissants", ajoute-t-il.

Les perspectives d'emploi sont excellentes également dans les autres grands domaines de génie. Il faut savoir que le taux de placement des diplômés dans les écoles et départements d'ingénierie frôle les 100% au Québec depuis quelques années.

Les diplômés de l'ETS en génie de la construction à la recherche d'un emploi à la fin de leurs études ont reçu, en moyenne, 11 offres d'emploi chacun l'an dernier.

"Heureusement, 400 nouveaux étudiants sont entrés cette année en génie de la construction, précise M. Beauchamp. C'est la plus grande cohorte de l'histoire. Ça comblera une partie des besoins."

Ingénieurs civils

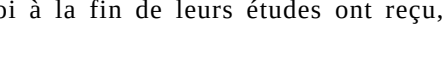
Dans le domaine du génie-conseil, les ingénieurs civils sont très recherchés.

"On parle particulièrement des ingénieurs civils spécialisés dans les ponts et les viaducs pour travailler sur les grands projets d'infrastructure ici ou à l'international", précise Johanne Desrochers, présidente de l'Association des ingénieurs-conseils du Québec.

"Les ingénieurs mécaniques en bâtiment, comme ceux spécialisés dans les systèmes de ventilation et l'économie d'énergie, semblent aussi être une denrée rare", ajoute Mme Desrochers.

Le génie-conseil est aussi friand d'ingénieurs actifs dans le secteur industriel.

"C'est dû notamment à tout le développement qui se fait avec le Plan Nord", explique Johanne Desrochers.



"La demande mondiale est élevée pour les ressources naturelles, donc les ingénieurs miniers auront du travail au cours des prochaines années", indique pour sa part Etienne Couture, président du Réseau des ingénieurs du Québec.

Les écoles s'adaptent aux besoins

Différentes stratégies sont adoptées par les établissements de formation pour répondre à la forte demande des entreprises. Par exemple, alors que l'ETS réservait ses programmes de baccalauréat aux étudiants canadiens, elle vient d'entrouvrir la porte à l'international.

"En France, on trouve des formations qui s'apparentent à nos diplômes d'études collégiales techniques, indique Yves Beauchamp. Nous acceptons donc maintenant une cinquantaine d'étudiants français par année et nous regarderons s'ils s'intégreront bien au milieu du travail."

Les établissements d'enseignement multiplient aussi les efforts pour s'assurer que leurs programmes de formation demeurent pertinents pour les besoins des entreprises. Notamment grâce aux gens de l'industrie qu'ils intègrent dans leurs comités d'évaluation des programmes, aux chercheurs qui tissent des liens avec les entreprises, mais aussi, aux stages.

"Avec notre formule d'enseignement coopératif, nous avons 2700 étudiants en stage le tiers de l'année, indique Yves Beauchamp. Les coordonnateurs de stage encadrent les étudiants et visitent les entreprises. Ils sont de bonnes antennes. Si on cible des lacunes, on adapte l'enseignement."

Parfois, les établissements réalisent que certains secteurs d'activité ont besoin d'un coup de pouce particulier en matière de formation de main-d'oeuvre. Par exemple, Polytechnique a décidé de mettre sur pied en 2008 un baccalauréat en génie aérospatial plutôt que de se contenter d'une concentration.

"C'est un domaine important pour le Québec", affirme Pierre G. Lafleur, directeur des affaires académiques et internationales à l'École polytechnique.

"Les travailleurs de l'industrie doivent avoir une formation spécialisée multidisciplinaire comprenant des notions de génie électrique, de génie logiciel, etc. Pour créer le nouveau baccalauréat, nous sommes allés chercher les forces vives de nos différents programmes", ajoute-t-il.

Le baccalauréat en génie biomédical a aussi été créé la même année à Polytechnique.

"Avec la construction des deux grands hôpitaux à Montréal, indique M. Lafleur, il y a toute une industrie à soutenir. Il faut s'adapter au contexte québécois."

Illustration(s) :



photo fournie par l'ETS

Yves Beauchamp, directeur général de l'ETS.

ILLUSTRATION DANIEL RIOPEL, LA PRESSE

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130116-LA-0078 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Nouveaux programmes diversifiés

Collaboration spéciale

Pour répondre aux besoins de l'industrie, des établissements proposent de nouveaux programmes en génie aérospatial. À l'École polytechnique, une maîtrise en génie aérospatial est dorénavant offerte aux étudiants, quatre ans après la mise sur pied du baccalauréat dans le même domaine, le premier au Québec. Le programme de 45 crédits vise à approfondir les connaissances d'ingénieurs hautement qualifiés dans les industries aéronautique et spatiale.

Par ailleurs, l'Université McGill lancera cette année, en partenariat avec l'École de technologie supérieure (ETS), un certificat en génie aérospatial destiné aux professionnels. Un programme que le doyen par intérim de la faculté de génie, Andrew Kirk, qualifie de "logique" vu l'importance de l'industrie au Québec.

Polytechnique offre trois autres programmes depuis l'automne dernier, dont un microprogramme de neuf crédits en ingénierie des systèmes de santé. "Il y a un grand besoin de spécialistes en génie industriel pour gérer les systèmes de santé. C'est un programme qui va, à mon avis, prendre de l'ampleur", souligne Pierre G. Lafleur, professeur et directeur de l'enseignement et de la formation.

Depuis septembre dernier, le Carrefour perfectionnement de Polytechnique propose un certificat en cybersécurité des réseaux informatiques, le dernier d'une série de trois certificats en cybercriminalité.

Le programme sert à "créer des spécialistes contre la fraude" parmi les corps policiers, précise le professeur, mais également dans les banques et les institutions gouvernementales.

Cap sur l'environnement

Finalement, un nouveau microprogramme en développement durable à Polytechnique s'adresse aux titulaires d'un baccalauréat en ingénierie ou d'un diplôme de nature scientifique. Les étudiants inscrits au programme peuvent ensuite intégrer le diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en développement durable ou poursuivre à la maîtrise.

"Le développement durable, ça prend de l'ampleur dans tous les milieux industriels. Ça touche l'environnement, l'aspect énergétique, les procédés...", explique Pierre G. Lafleur.



EUREKA.CC
une initiative de GEDROM SNI

L'Université Concordia a d'ailleurs lancé en novembre dernier un tout nouvel Institut de recherche sur l'eau, l'énergie et la durabilité, grâce à une subvention de 1,6 million de dollars accordée par le Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie. Les fonds seront consacrés à la recherche et à la formation d'une vingtaine d'étudiants par année. Les premiers ont été accueillis ce mois-ci.

Catherine Mulligan, vice-doyenne de recherche et des études supérieures à la faculté d'ingénierie de Concordia, espère mettre sur pied, d'ici un an, une maîtrise sur l'eau et l'énergie qui serait dirigée par l'institut en collaboration avec d'autres universités.

Omniprésence des systèmes embarqués

Depuis l'année dernière, une maîtrise en génie électrique est offerte en extension à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), en vertu d'une entente avec l'ETS. "On a adapté le programme. À l'UQAM, c'est un profil recherche, donc la plus grande partie est un projet de mémoire", précise le directeur du programme et professeur au département d'informatique, Guy Bégin.

L'UQAM est également devenue, l'automne dernier, la première université québécoise à offrir un DESS en systèmes embarqués. Ces derniers - définis comme des systèmes électroniques et informatiques autonomes - se trouvent notamment dans les téléphones intelligents, les tablettes iPad et les cartes à puce.

"Les logiciels traditionnels sont la pointe de l'iceberg, et les systèmes embarqués sont tout le reste, ils sont partout, souligne Guy Bégin, directeur du nouveau programme. C'est une face cachée de l'électronique et de l'informatique. Ça existe depuis longtemps, mais ce qui est nouveau, c'est l'envergure que ça prend."

Illustration(s) :



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

L'Université McGill offrira cette année un certificat en génie aérospatial destiné aux professionnels, indique le doyen de la faculté de génie, Andrew Kirk.

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130116-LA-0080 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse

Portfolio, mercredi, 16 janvier 2013, p. LA PRESSE AFFAIRES9

FORMATION INGÉNIERIE

Centres de formation

Des idées venues de l'industrie

Martin Primeau

Collaboration spéciale

Dans un monde où les tâches confiées aux ingénieurs évoluent d'année en année, les centres de formation en génie se doivent d'être au diapason des besoins de l'industrie. Comment se présente la situation à Montréal? Des experts de l'industrie se prononcent.

De l'avis de Robert Leclerc, vice-président ingénierie, technologie et exploitation mondiales chez CAE, les universités québécoises remplissent particulièrement bien leur mission de former des ingénieurs compétents, notamment dans le secteur de l'aéronautique. "On a la chance de faire partie d'un pôle très bien développé, souligne-t-il. On est très choyés."

Depuis l'an dernier, le secteur de l'aérospatiale mise sur de nouveaux diplômés, issus pour la première fois d'un baccalauréat de l'École polytechnique spécialisé dans ce domaine. Le programme, mis de l'avant en 2008 conjointement avec l'industrie, est venu répondre spécialement aux besoins du secteur.

Mais comme on peut toujours faire mieux, le gestionnaire de CAE fait des suggestions pour ajouter une plus-value à la formation des ingénieurs d'ici.

Selon lui, les futurs ingénieurs gagneraient en qualité si on leur offrait des cours spécialisés en simulation, à l'exemple de ce que font certaines universités américaines. Une expertise particulièrement chère aux yeux de l'entreprise spécialisée en simulation, tant dans les domaines de l'aéronautique que militaire, de la santé et des mines.

Habiletés personnelles

Il ne faudrait pas non plus négliger le perfectionnement des habiletés personnelles, selon lui. "L'ingénieur est de plus en plus amené à faire de la vente, autant à l'interne qu'à l'externe", explique Robert Leclerc.

Les jeunes ingénieurs gagneraient ainsi selon lui à approfondir, dans le cadre de cours ou d'ateliers, des qualités de leader et des aptitudes en présentation.

Des qualités interpersonnelles prisées aussi par l'employeur CGI, selon Line Soucy, associée et directrice du recrutement pour l'entreprise de services et de conseils en informatique. La firme valorise aussi la spécialisation de ses employés, en partie issus du génie informatique, par l'obtention de certifications. "Ces formations deviennent de très bons atouts pour eux", explique-t-elle.

Administration des affaires

Nouveaux programmes diversifiés

LAURENCE HODG

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE



Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ingénieur de l'industrie se rendant à un cours de formation continue.

Un ing

Une situation particulièrement vraie dans un monde où les ingénieurs sont souvent appelés à assumer de nouvelles fonctions, selon Etienne Couture, président du Réseau des ingénieurs du Québec. Selon lui, il faudrait d'ailleurs exposer les ingénieurs en devenir au fait que le travail les conduira un jour à se spécialiser davantage. Pour ce faire, il propose d'inclure au programme de premier cycle des cours notamment de gestion.

"Une majorité d'ingénieurs ne feront pas ce travail toute leur vie, explique-t-il. Avoir déjà une idée de ce qu'est l'administration des affaires ou la gestion de projets pourrait les inviter à explorer ces avenues-là un jour."

Former autrement

Si les programmes d'enseignement ne répondent pas toujours entièrement aux besoins des entreprises, celles-ci vont parfois user de méthodes de rechange pour trouver les talents et guider leur formation. C'est la stratégie qu'a adoptée le créateur de jeux vidéo Ubisoft.

"Les universités sont de très bons formateurs, mais n'ont pas les compétences qu'il faut en production de jeux vidéo comme les entreprises, explique Francis Baillet, vice-président aux ressources humaines et affaires corporatives chez Ubisoft. La clé du succès, ce sont des programmes mis en place par les entreprises pour soutenir la création."

Pour parvenir à ses fins, l'entreprise a lancé dans 17 universités du monde, dont 8 au Québec, le concours Academia pour les étudiants qui souhaitent faire carrière dans le jeu. Le prototype de jeu qu'ils créent, dans le cadre d'une formation créditée, leur donne ensuite une chance d'être invités à l'école d'été de l'entreprise où ils seront formés par des experts de l'industrie.

"Des programmes comme ceux-là permettent aux étudiants de bien se lancer sur le marché du travail", souligne Francis Baillet.

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130116-LA-0081 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

LA PRESSE CANADIENNE

La Presse Canadienne

Avis, mardi, 15 janvier 2013 - 18:20:10 UTC -0500

Voici la liste des événements prévus le mercredi 16 janvier 2013

La Presse Canadienne

Mercredi 16 janvier

Général

OTTAWA - Le ministre fédéral de la Sécurité publique, Vic Toews, prononce une allocution dans le cadre du Sommet sur les paramètres économiques des services de police. (8h30, Delta Ottawa City Centre, salle de bal, 101, rue Lyon Nord)

x-OTTAWA - Le ministre des Finances, Jim Flaherty, fait une annonce en compagnie de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences. (9h30, IBM, 340, rue Albert, 16e étage, bureau 1610)

x-OTTAWA - Le directeur national du Parti libéral du Canada, Ian McKay, tient une séance d'information à l'intention des médias pour discuter de la course au leadership du PLC. (14h00, 81, rue Metcalfe, suite 600)

x-OTTAWA - Le ministre des Affaires étrangères, John Baird, rencontre l'ambassadrice du Mali au Canada, Traoré Ami Diallo, l'ambassadeur de France au Canada, Philippe Zeller, ainsi que l'ambassadeur de Côte d'Ivoire au Canada, N'Goran Kouamé, afin de discuter de la situation au Mali. Une séance de photo précédera la rencontre. (15h45, bureau du ministre, 10e étage, tour A, 125, promenade Sussex)

OTTAWA - Statistique Canada rend publique une étude sur la santé.

x-QUÉBEC - Séance du conseil des ministres. (11h30, édifice Honoré-Mercier)

x-MONTRÉAL - La Fédération étudiante universitaire du Québec dévoile sa contribution en vue de la prochaine rencontre préparatoire au Sommet sur l'enseignement supérieur. (10h00, Centre St-Pierre, 1212, rue Panet)

MONTRÉAL - Campus Montréal, le complexe universitaire formé de HEC Montréal, Polytechnique Montréal et de l'Université de Montréal, dévoile un don de la part de la Banque Nationale. (10h30, Tour de la Banque Nationale, 600, rue de la Gauchetière Ouest, 4e étage)

MONTRÉAL - Un regroupement tient une conférence de presse pour réclamer l'arrêt du processus de vente de l'îlot Voyageur afin d'en faire une coopérative d'habitation étudiante. (11h00, 170, rue Beaudry, local 2.7)

LAVAL - La CSN tient une manifestation devant l'usine Mapei, dont les travailleurs sont en grève depuis le 4 mai. (12h45, 2900, avenue Francis-Hughes)

MONTRÉAL - Dévoilement de la programmation de la Fête des neiges. (14h00, Parc Jean-Drapeau, dôme à la sortie de la station de métro)

MONTRÉAL - Lancement de la saison 2013 des Expo-Sciences d'Hydro-Québec, en présence de l'illusionniste Luc Langevin. (14h00, école secondaire Lucien-Pagé, 8200, boul. Saint-Laurent)

SHAWINIGAN - Le député Justin Trudeau, candidat à la direction du Parti libéral du Canada, prend part à un rassemblement partisan. (12h00, auberge des Gouverneurs, 1100, promenade du Saint-Maurice)

LA MALBAIE - L'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec tient son congrès annuel. Réal Laporte, président de la division Équipement et services partagés d'Hydro-Québec, prononce une allocution à 12h00. (Fairmont Le Manoir Richelieu)

TORONTO - La Commission de la santé mentale du Canada, le Bureau de normalisation du Québec et le Groupe CSA publient une norme d'application volontaire visant à aider les milieux de travail à promouvoir la santé et la sécurité psychologiques et à prévenir le préjudice psychologique au travail. (9h00, 101, rue Collège)

WINNIPEG - Le ministre fédéral de l'Agriculture, Gerry Ritz, annonce une mesure dans le secteur de la santé des animaux. (11h00, Centre national des maladies animales exotiques)

Sports

x-MONTRÉAL - La plongeuse Émilie Heymans tient une conférence de

presse. (12h00, complexe sportif
Claude-Robillard, salon VIP, 1000,
avenue Émile Journault)

© 2013 *La Presse Canadienne* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130115-PC-CAD228D1E6C64293826E15BC5BAA553D - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

CBF (SRC-R1), Montréal (Ref.)
14 janvier 2013

Émission : DÉSAUTELS -

Animateur : Jacques Beauchamp

Règlement sur le bruit dans l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie : Polytechnique (équipe de Annie Ross) est mandaté pour étudier la chose

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130115030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)



La Presse

Montréal Plus, mardi, 15 janvier 2013, p. A8

Rosemont s'attaque à la cacophonie urbaine

Karim Benessaïh

Les Montréalais irrités par le bruit de la thermopompe du voisin ou du bar au coin de la rue ont de nouveaux alliés dans Rosemont-La Petite-Patrie: un inspecteur attiré, équipé d'un tout nouveau sonomètre et d'un logiciel conçu par l'École polytechnique.

L'arrondissement dirigé par le maire François Croteau a du même souffle annoncé hier une série de mesures destinées à lutter contre le bruit dans les quartiers résidentiels. Les normes, les plus sévères des neuf arrondissements de l'ancienne Ville de Montréal, interdiront dorénavant les sons de plus de 55 décibels le jour et 45 décibels la nuit au lieu de 60 et 50 décibels auparavant. Les amendes s'établiront de 300\$ à 2000\$ en cas de récidive.

"Il y a un problème de bruit de plus en plus important dans Rosemont-La Petite-Patrie, avec le boom immobilier et l'augmentation de l'activité commerciale, a expliqué le maire Croteau en point de presse. Les plaintes sont en hausse. L'objectif est d'agir sur les bruits récurrents qui dérangent les résidents."

Montréal "ne sera jamais Saint-Tite" et "on ne s'attend pas à ce qu'on puisse entendre uniquement le chant des hirondelles et le son des criquets l'été", admet le maire. Mais avec 136 plaintes l'an dernier, dont 46 concernant des systèmes de ventilation souvent désuets ou mal installés, l'arrondissement estimait nécessaire de prendre le taureau par les cornes.

En collaboration avec l'École polytechnique, on a conçu un logiciel qui permet de gérer la formule complexe d'évaluation des décibels en fonction de la température, du bruit de fond et de la distance. Muni d'un sonomètre, un inspecteur nouvellement embauché pourra donc évaluer si le bruit qui fait l'objet d'une plainte enfonce le règlement. Le coût de l'appareil, du logiciel et du partenariat avec Polytechnique est d'environ 30 000\$.

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news:20130115-LA-0015 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



EUREKA.CC
une solution de CEDROM-SNi



Métro (Montréal)
 Actualité, mardi, 15 janvier 2013, p. 7

Rosemont s'outille pour sévir contre le bruit

Maxime Huard

Montréal. - L'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie a adopté hier une série de mesures visant à réduire les problèmes liés au bruit et, surtout, à intervenir plus efficacement en cas de plaintes des citoyens.

Montréal. - La mesure principale concerne la réduction des seuils maximaux de bruit acceptable. De 7 h à 23 h, le niveau sonore toléré en zone résidentielle passe de 60 à 55 dB, alors que le niveau sera maintenant limité à 45 db plutôt que 50 la nuit.

Les amendes imposées aux contrevenants seront quant à elles beaucoup plus salées. Le coût d'une première infraction passe, pour une personne physique, de 300 \$ à 1 000 \$, et de 500 \$ à 2 000 \$ pour une première récidive. Ces montants doublent dans le cas d'une entreprise.

Les nouvelles modifications au Règlement sur le bruit répondent à une demande des citoyens, selon le maire de l'arrondissement, François Croteau. Le boom immobilier vécu à Rosemont dans les dernières années a multiplié le nombre de chantiers et le nombre de propriétaires - donc le bruit lié aux rénovations et aux thermopompes - et fait augmenter les activités commerciales, indique M. Croteau.

Outre les amendes et l'abaissement des seuils de bruit, l'inspecteur chargé du règlement sur le bruit dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie sera dorénavant équipé de meilleurs outils afin de réduire le temps de réponse aux plaintes des citoyens.

À l'aide d'un sonomètre et d'une nouvelle application informatique mise au point par l'École Polytechnique, l'inspecteur pourra prendre une mesure précise du niveau de bruit directement chez un plaignant, ce qui était autrefois impossible. «Avant, l'évaluation était plus subjective et l'arrondissement avait plus de chances de perdre en cour», affirme M. Croteau.

Aucun autre arrondissement ne dispose du sonomètre et de l'application informatique présentés hier.

«On verra l'utilité de ces nouvelles mesures avec l'arrivée du printemps, période au cours de laquelle les problèmes liés au bruit sont plus fréquents», explique la chargée de communication de l'arrondissement, Marie-Claude Perreault. Pour l'instant, la neige et les fenêtres closes limitent le bruit en l'étouffant.

maxime.huard@journalmetro.com

Encadré(s) :

En hausse

136

Rosemont-La Petite Patrie a enregistré 136 plaintes pour bruit excessif en 2012. L'année précédente, l'arrondissement en avait reçu 102.



Illustration(s) :

Sur les 136 plaintes liées au bruit en 2012, 42 % concernaient des travaux de rénovation.

© 2013 **Métro (Montréal)** ; **CEDROM-SNi inc.**

PUBLI-C news-20130115-MO-0017 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

24 heures Montréal

Final

Nouvelles, mardi, 15 janvier 2013, p. 5

Bruit

Un premier sonomètre à Montréal

ÉTIENNE LABERGE, 24H

L'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie est le premier à se doter d'un sonomètre hautement sophistiqué, instrument qui lui servira à appliquer sa nouvelle réglementation sur le bruit.

L'appareil, unique en son genre, a été développé avec le savoir-faire de l'École Polytechnique de Montréal.

Ce sonomètre permet d'isoler des bruits parasites et de conserver

uniquement le bruit causé par un système de ventilation, des camions de livraison ou encore la musique sortant d'un bar.

On comprend qu'on vit en ville, et on ne prétend pas obtenir la même quiétude qu'à Saint-Tite, mais on pense qu'on peut avoir une qualité de vie qui permettra de garder nos familles dans l'arrondissement », a

commenté le maire François W. Croteau.

Il rappelle que la Villecentre a banni le seul poste d'inspecteur en bruit, il y a quelques années. L'arrondissement s'est donc doté du même coup d'un tel inspecteur.

© 2013 24 heures Montréal ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news20130115-QVHM-130115276075050 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

TVA Nouvelles
Régions, mardi, 15 janvier 2013 - 03:13:27 +0000

Un premier sonomètre entre en opération à Montréal

Étienne Laberge

L'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie devient le premier à se doter d'un sonomètre hautement sophistiqué, instrument qui lui servira à appliquer sa nouvelle réglementation sur le bruit. L'appareil a été développé avec le...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 TVA Nouvelles ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130115-CLC-13582196071293533330 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

TVA Nouvelles
Nouvelles, mardi, 15 janvier 2013 - 03:13:42 +0000

Arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie · Un premier sonomètre entre en opération à Montréal

Étienne Laberge

L'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie devient le premier à se doter d'un sonomètre hautement sophistiqué, instrument qui lui servira à appliquer sa nouvelle réglementation sur le bruit. L'appareil a été développé avec le...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 TVA Nouvelles ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130115-CLC-13582196221293532256 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

RueMasson

A la Une, mardi, 15 janvier 2013 - 00:03:57 +0000

L'Arrondissement devient plus sévère sur le bruit

Cécile Gladel

Avec un nombre record de plaintes en 2012, l'Arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie vient d'accoucher d'un règlement sur le bruit plus sévère pour les zones résidentielles et d'un nouvel appareil dont l'application...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 RueMasson ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI- WEB-20130115-IRUE-13582082371291424951 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Montréal
Actualité, lundi, 14 janvier 2013

Un premier sonomètre entre en opération

Étienne Laberge / Agence QMI

L'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie devient le premier à se doter d'un sonomètre hautement sophistiqué, instrument qui lui servira à appliquer sa nouvelle réglementation sur le bruit. L'appareil a été développé avec le...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 Le Journal de Montréal ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130114-OPW-098 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Québec
Actualité, lundi, 14 janvier 2013

Un premier sonomètre entre en opération

Étienne Laberge / Agence QMI

L'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie devient le premier à se doter d'un sonomètre hautement sophistiqué, instrument qui lui servira à appliquer sa nouvelle réglementation sur le bruit. L'appareil a été développé avec le...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 *Le Journal de Québec* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130114-ORW-084 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse (site web) - La Presse
Lundi, 14 janvier 2013

Rosemont s'attaque à la cacophonie urbaine

Karim Benessaïeh

Les Montréalais irrités par le bruit de la thermopompe du voisin ou du bar au coin de la rue ont de nouveaux alliés dans Rosemont-La Petite-Patrie: un inspecteur attitré, équipé d'un tout nouveau sonomètre et d'un logiciel conçu par l'École polytechnique.

L'arrondissement dirigé par le maire François Croteau a du même souffle annoncé hier une série de mesures destinées à lutter contre le bruit dans les quartiers résidentiels. Les normes, les plus sévères des neuf arrondissements de l'ancienne Ville de Montréal, interdiront dorénavant les sons de plus de 55 décibels le jour et 45 décibels la nuit au lieu de 60 et 50 décibels auparavant. Il s'agit des limites déjà imposées dans des villes comme Toronto et Vancouver. Les amendes s'établiront de 300\$ à 2000\$ en cas de récidive.

«Il y a un problème de bruit de plus en plus important dans Rosemont-La Petite-Patrie, avec le boom immobilier et l'augmentation de l'activité commerciale, a expliqué le maire Croteau en point de presse. Les plaintes sont en hausse. L'objectif est d'agir sur les bruits récurrents qui dérangent les résidents.»

Montréal «ne sera jamais Saint-Tite» et «on ne s'attend pas à ce qu'on

puisse entendre uniquement le chant des hirondelles et le son des criquets l'été», admet le maire. Mais avec 136 plaintes l'an dernier, dont 46 concernant des systèmes de ventilation souvent désuets ou mal installés, l'arrondissement estimait nécessaire de prendre le taureau par les cornes.

Projet de 30 000\$

Depuis plusieurs années, les neuf arrondissements de l'ex-Ville n'ont plus d'inspecteur attitré uniquement aux plaintes relatives au bruit, explique-t-il. Rosemont «défriche le terrain pour les autres» et en embauchera un, qui s'occupera par ailleurs aussi des chiens.

En collaboration avec l'École polytechnique, on a conçu un logiciel qui permet de gérer la formule complexe d'évaluation des décibels en fonction de la température, du bruit de fond et de la distance. Muni d'un sonomètre, l'inspecteur pourra donc évaluer si le bruit qui fait l'objet d'une plainte enfreint le règlement. Le coût de l'appareil, du logiciel et du partenariat avec Polytechnique est d'environ 30 000\$.

«Pour Montréal, c'est une première. On veut intervenir rapidement au lieu

de laisser des situations pénibles perdurer pendant deux ou trois ans, dit le maire Croteau. Ça peut être excessivement dérangeant d'avoir un bruit qui vous empêche de dormir et peut même causer des problèmes psychosomatiques.»

Les citoyens pourront appeler le 311 s'ils ont une plainte à formuler. L'arrondissement communiquera alors avec l'auteur du bruit et tentera de régler le dossier à l'amiable, «comme se règle la majorité des dossiers», précise M. Croteau. Ce n'est qu'après un délai de 30 jours, si le bruit illégal perdure, qu'un constat d'infraction sera délivré.

Ces nouvelles règles, précise-t-il, ne concernent que les secteurs résidentiels. Pour les chantiers de construction, par exemple, de nouveaux règlements interdisant notamment les travaux après 19h et le dimanche sont en place depuis plus d'un an.

«Notre rôle n'est pas d'appliquer les règlements à la lettre; il y a une question de jugement, dit le maire. On veut avoir les outils pour appliquer ces règlements en garantissant qu'on pourra festoyer sur nos terrasses l'été tout en respectant le voisinage.»



EUREKA.CC
une solution de CEDROM SNI

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130114-CY-4611224 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

The Gazette

The Gazette (Montreal)

Final

Saturday Extra, Saturday, 12 January 2013, p. B1 / Break

Haiti: Up From The Rubble

SUE MONTGOMERY

The Gazette

They were lured with scrumptious, melt-in-your-mouth cake BALLS made with Barbancourt rum and Rebo coffee from their beloved Haiti. It was an evening - called Je Love Haiti - to celebrate all that is good about the country, which on Saturday marks the third anniversary of a devastating earthquake that brought it to its knees and drew an unprecedented outpouring of sympathy from around the world.

Young, fashionable and ambitious members of the diaspora gathered Wednesday in the hip Factory bar on the Main to sip prosecco with kir and nibble on salmon tartare, as images flashed on screens of a Haiti that most observers might guess were taken in a long-ago era when the country was considered the Pearl of the Antilles - or even shot in another country altogether. Pristine beaches, turquoise water, crashing waterfalls, gourmet dishes, laughing children.

Absent were any of the bleak and depressing images the world has been inundated with since the earthquake that flattened the capital city, Port-au-Prince, killing and injuring hundreds of thousands and leaving another 1.5 million homeless. There was no talk of that at Je Love Haiti, where the mood was upbeat and positive, as was the message.

"What I ask you to be is a brand ambassador of Haiti," Martine St-Victor, a young Montrealer of Haitian origin and organizer of the event, told the plugged-in crowd. "When you tweet, Storify, Facebook, Pinterest, your job is to promote Haiti.

"You have to listen to Haitian music, read Haitian books and drink Haitian rum."

Like St-Victor, Haitian diplomats and government officials were trumpeting their country all week leading up to Saturday's anniversary, saying it's open for business and anyone who dares to come will be welcome with open arms. Entrepreneurs need not fear red tape - the road will be cleared and protection assured, both of your investment and your life.

They produced figures showing that the murder rate in Haiti is much lower than its neighbours, the Dominican Republic and Jamaica - two sun destinations far more popular for Canadians. About 80 kidnappers have been arrested in the past year and their networks dismantled, according to Haiti's prime minister, Laurent Lamothe.

"Every time that a Canadian or Quebecer decides to spend their vacation in Haiti, they contribute to the reconstruction of the country," said Justin Viard, Haiti's consul

general in Montreal. "The Haitian government has a lot of projects, but not a lot of means.

"We have to focus on what works, rather than what doesn't."

Viard's door is always open to discuss opportunities, he said, and every three months he takes a group of 15 potential investors to his native country. So far, the effort - and offer of 15 tax-free years - is paying off. Five-star hotels have been built, airports upgraded and a police force serving tourists was created. Two 25-year permits were given in December to Montreal-based SIMACT Alliance Copper Gold Inc. (SACG) to mine for gold and copper - the first in almost four decades. A \$1.5-billion industrial park has been built north of Port-au-Prince, although critics say it has yet to draw many tenants since its inauguration in October. Quebec engineering firm Gestech International and cement firm Be-ton Koavek have also taken the bait.

Dan Hachey, president and CEO of exploration company Majescor and SIMACT, who joined the mining company just a few weeks after the earthquake, said he's seen a "monumental change" in the country, thanks to a pro-business government that has made mining a priority.

Among the crowd at the Je Love Haiti event on Wednesday was 30-year-old Stephanie Villedrouin, Haiti's tourism minister, who bubbles with energy and enthusiasm - useful traits in accomplishing what many naysayers would consider impossible: attracting visitors to the beleaguered country.

"It's a huge challenge," she admitted in an interview. "Haiti had a bad image before the earthquake; imagine what it was after.

"But the goal of the whole government is to put the bad images of Haiti in a drawer and pull open a new drawer that shows Haiti as being a culturally vibrant country."

Not an easy task after Canada's international co-operation minister, Julian Fantino, dropped a bomb last week with his sudden announcement that Canada was planning to freeze new aid to Haiti. Despite that, Haitians in town this week put on a brave face, saying yes, it's time Haiti takes charge of its future and cuts the umbilical cord of aid once and for all. But to do that, they said, we need you to invest.

A smiling Villedrouin announced her major coup that Air Transat will start all-inclusive packages to Haiti at the end of this month, and other diplomats listed the many companies they're attracting, including Heineken, Nestlé and Marriott.

Canada's ambassador to Haiti, Henri-Paul Normandin, spent the week doing damage control with Haiti's media, who wondered what was behind what one paper called "a spanking" from Canada.

"We're in a period of reflection, discussion, consultation," Normandin diplomatically told Le Nouvelliste

newspaper in Port-au-Prince this week. "When we've finished that, we'll be in a better position, as Haitians and Canadians, to decide which projects will be put in place in the future."

Requests to interview Normandin were redirected to Ottawa, but no one there responded.

Haiti's minister of finance, Marie Carmelle Jean-Marie, clearly outraged over Fantino's announcement, told Haitian media that not one cent of Canadian development aid goes into the public treasury - a fact Normandin confirmed.

The United States, the European Union, the United Nations and former Canadian governor general Michaëlle Jean also jumped on what they saw as a misdirected decision and one that will only hurt Haitians.

Quebec should have been consulted, given the province's involvement in Haiti, said minister of international relations Jean-François Lisée. In the past 15 years, Quebec has funded 139 projects in the country, with help from the Canadian International Development Agency (CIDA), which is overseen by Fantino's office. A 2011 report said many projects had made a difference in such areas as training human resources and strengthening local organizations. About half of Quebec NGOs are working in Haiti, including Oxfam Quebec and the Centre for International Studies and Cooperation (CECI). Lisée said he has asked for a meeting with Fantino.

Others have questioned the timing of Fantino's comments - days before a painful anniversary and a promotional blitz, and right after a multimillion-

dollar mining deal was signed with a Canadian firm. Many, including the editor of Le Nouvelliste, one of Haiti's most respected newspapers, wondered: Why now? What was the motivation behind Fantino's "spiteful revision" and "wrath," Frantz Duval asked in a scathing editorial this week.

"Did Haiti displease Canada to deserve this scathing spanking after the signing of the most important contracts between the Haitian government and a Canadian mining company?" wrote Duval. "Did (Prime Minister Laurent) Lamothe's government refuse perks to Canadians so that Haiti was singled out?"

Mining executive Hachey said this week he's not aware of any connection between Fantino's announcement and his company's deal, which splits the earnings 50-50 with the Haitian government. He expects they will start extracting gold in three or four years, and copper in six or seven, since it's a more complicated process.

When asked for comment on whether CIDA's recent action is connected to the mining contract, the agency replied in a one-line email: "The temporary suspension of mining permits in Haiti is not connected to Canada's development assistance to Haiti."

In a follow-up email, when asked to clarify "temporary suspension," the agency wrote: "CIDA is not involved in this agreement, we suggest you contact the company or our trade colleagues at (the department of foreign affairs and international trade)."

Hachey, reached in Haiti, insisted his company's permits were "in good standing and not under suspension."

Whatever the reason, Franklin Midy, a retired sociologist from Université du Québec à Montréal, said given everything that has happened in Haiti since the earthquake - including a cholera outbreak that has claimed the lives of about 8,000 and a 40 per cent unemployment rate - Fantino's timing seems suspect and reeks of arm twisting.

"Does it really help Haiti to announce we're freezing aid?" he said. "I find it totally abhorrent."

Samuel Pierre, a professor at Polytechnique Montréal and president of the Group of Reflection and Action for a New Haiti, also questioned Fantino's motivation.

"What has he been doing since (he became minister) in July?" he asked. "Do you need six months to decide that you're going to think things over?"

Motivations aside, many, including Michaëlle Jean, now UNESCO's special envoy for Haiti, agree that aid to the country should be re-evaluated. But not because, as Fantino observed on a recent visit, three years after the earthquake, there's still garbage everywhere in the streets. Why, Fantino said insensitively, don't Haitians get to work and clean it up?

"If we are thinking of refocusing how we accompany Haiti, how about addressing this waste management issue?" Jean said in a recent interview. "Let's find a Haitian approach and work on that issue together instead of giving this idea that they're all lazy."

"Let's create jobs and solve the sanitation problem."

Haiti has long been known as the Republic of NGOs - no one even knows exactly how many are there. Since the earthquake, planeloads of well-meaning people have headed to the Caribbean country, but there has been little co-ordination among them, and worse, little consultation with the Haitian people or grassroots organizations.

Even meetings held right after the disaster excluded Haitians because they were held in English and, without transportation, were impossible to get to.

While investment like the kind the government is wooing is good, land and education reform have to happen at the same time, as well as building the government's capacity to provide basic services, like electricity, sanitation and health, said Brian Concannon, of the Boston-based Institute for Justice and Democracy in Haiti.

Instead, NGOs become the de facto government by creating a demand for their own services, he said.

"Every foreign working for NGOs should wake up every day and say, 'How am I going to make myself obsolete? How am I going to leave something behind that's so sustainable, they're not going to need me?' "

The billion dollars Canada has spent on aid in Haiti since 2006 has gone mostly to Canadian NGOs and companies. Less than one per cent of aid goes to Haitian NGOs and none goes to the Haitian government, according to Normandin, the Canadian ambassador to Haiti.

"This can't go on and on," Jean said.

She points to Rwanda as an example of how NGOs can work hand in hand with government and civil society to rebuild together. Rwanda welcomed NGOs after the 1994 genocide, but they have to work within the government's plan and strategies, which avoids the overlapping and ineffective outcomes so often seen in Haiti. It also means Rwandans are included in the development process.

Sure, the challenges in Haiti are enormous and things obviously won't turn around overnight, those working in the country say. But things have begun to move: the national palace, its crumbled corpse a sad reminder of this date in 2010, has finally been cleared away, ministry buildings are starting to go up and many grassroots groups are doing imaginative work in human rights and the law.

Haitian women's groups, for example, are being credited with the courts delivering 13 rape convictions last summer; the justice system has historically not prosecuted the crime well, if at all.

Women formed court observation teams, lobbied the government and participated in the legal process, according to the Bureau des Avocats Internationaux, a human-rights law firm based in Port-au-Prince.

"This encouraged Haitian officials from police officers to judges to step up and prosecute rape better than ever before," said Haitian lawyer Mario Joseph. "Poor female victims of rape - the most marginalized in the hemisphere - enforcing their rights with a little help within Haiti's troubled justice system is what 'building back better' looks like."

One of the biggest issues - and the one that has received the least money - is housing. According to the International Organization of Migration, 347,284 Haitians are still living in makeshift shelters, although all the public spaces once crammed with tents have been emptied.

"The problem of camps sitting where journalists will see them has been solved; the problem of earthquake survivors with no homes has not," said Concannon.

According to a New York Times article published last month, at least \$7.5 billion has been disbursed since the earthquake but more than half the money was spent on emergency relief - tents, water, food - that creates no lasting change. Of the rest, the Times reported, much went to HIV prevention, highway building, the industrial park in the north and a teaching hospital in the central plateau. In other words, very little was spent on reconstruction. Only \$215 million was spent on housing.

Seventy per cent of the national budget of \$1.2 billion comes from foreign aid. The biggest source of foreign currency - \$2 billion - comes from the diaspora. What the government wants - and needs - now is more investment that will create jobs and a tax base so services can be provided. NGOs can help the equation by working with government and civil society to strengthen the state's ability to serve the people.

After the earthquake, not one institution delivered completely on its promises, Concannon pointed out. "So it's ironic that a lot of the international actors are saying the aid we promised but didn't give isn't

working so we're not going to give any more," he said.

In his recently released book *Killing with Kindness*, author Mark Schuller, a professor of African-American studies in the U.S., said Haiti's earthquake highlights that there has to be a human rights-based approach to development, rather than one based on national interest.

"The earthquake is exposing the weaknesses in the system of international aid," he wrote. "Since the quake, the general public and the mainstream media are thinking and talking about NGOs in a more realistic, critical light."

Many, including Con-cannon, believe Haitians' access to the Internet via cellphones and computers is going to change people's expectations and their ability to interact with the world. Like in many parts of the world, such as Egypt, it becomes a way of mobilizing the masses.

"Once that cat is out of the bag, it's going to be much more difficult to keep people bored and miserable," he said.

An example of business investment empowering Haitians is Digicel, the country's telecommunications provider, which has enabled even the poorest Haitian to own a cellphone. Its founder, Irish billionaire entrepreneur Denis O'Brien, launched Digicel in Jamaica in 2001, then entered the Haitian market in 2006.

At the World Economic Forum last year in Davos, he gushed about Haiti, saying it's about to explode over the next few years. At the time, however, the International Monetary Fund forecast the country's gross domestic product would grow by 7.8 per cent.

In fact, it's only growing by 2.5 per cent.

"We operate in 30 countries, but we are so enthusiastic about Haiti, we're telling others to come," O'Brien said. "As a place to do business, it's a solid place to be."

Haiti's new president, a former musician with no political experience, told the same forum that the old Haiti, with its images of poverty and devastation, is over. With words that could pass as lyrics to a rap song, Michel Martelly told the suits gathered in Switzerland: "This new leadership is about no more aid, but trade; no more handouts, but hands up."

Martelly, who was elected in May 2011 but had a rocky first seven months, until he found a prime minister parliament would accept, boasts about providing free schooling for 903,000 children, building 4,000 homes, appointing a Supreme Court judge for the first time in seven years and attracting big-name investors.

At the end of last year, an anti-corruption hotline was set up by the Office of the Inspector General with USAID to report fraudulent practices within USAID-funded projects.

Such initiatives are helpful to assuage Haiti's longstanding reputation for being corrupt to the core, but allowing former dictator Jean-Claude Duvalier off scot-free after he stole hundreds of millions of dollars and was responsible for hundreds of people being tortured makes such moves moot, according to Concannon. Duvalier, who was liked by Western governments when he ruled from 1971 until he was driven out in a popular uprising in 1986, returned to Haiti

from exile in France in 2011. But there has been no pressure from the international community, including Canada, that he be prosecuted.

"That's a precedent that corruption on a large scale is in fact tolerated by Haitian, American and Canadian governments," Concannon said.

No one wants to see Haiti succeed more than Haitians themselves, but they have to be involved in the choice, the planning and carrying out of projects, lawyer Joseph said.

"When international development efforts in Haiti fail, it's frustrating for the world, but deadly for the poor of my country."

Je Love Haiti organizer St-Victor, who was born in Lac St-Jean, said the earthquake ironically spurred a certain pride in the diaspora and forced them to examine their role in the reconstruction. For her part, St-Victor is practising what she preaches. Her Montreal PR firm will open an office in Cap-Haïtien, in

northern Haiti, next month, offering business communication services. She encourages all members of the diaspora from her generation, who have the education and finances to make a difference, to step up too.

"I really do consider myself a de facto brand ambassador for Haiti," she said. "If I don't do it as a Canadian of Haitian origin, who will?"

smontgomery@montrealgazette.com

Figure:

Dieu Nalio Chery, The Associated Press

Edner Gue pitches in with a cleanup effort at a school in the Port-au-Prince suburb of Pétionville on Friday. The damage from the 2010 earthquake remains visible throughout Haiti, but the beleaguered country has been attracting investors and trying to improve tourism as its recovery continues.

Allen Mcinnis, The Gazette

Haitian tourism minister Stephanie Villedrouin mingles with fashion designer Helmer, left, and Pierre Gaston of Reporters Without Borders at the promotional event Je Love Haiti on Wednesday, where the mood and message were upbeat.

Dave Sidaway, The Gazette

Michaëlle Jean decries MP Julian Fantino's comments about Haiti and its citizens: "(Let's) work on that (sanitation) issue together instead of giving this idea that they're all lazy."

Dave Sidaway, The Gazette

"The Haitian government has a lot of projects, but not a lot of means," says Justin Viard, Haiti's consul general in Montreal. "We have to focus on what works, rather than what doesn't."

© 2013 The Gazette - Montreal ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130112-MG-0051 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Progrès-dimanche
 Sports, dimanche, 13 janvier 2013, p. 70

En bref

Club rallye Saguenay

JSTP

Le Club rallye Saguenay pourra compter sur Cathy Morissette pour assurer le poste de vice-présidente de l'organisme. Détentrice d'un baccalauréat en génie mécanique à l'école Polytechnique de Montréal et d'une maîtrise en gestion de projet à l'Université du Québec à Montréal, Mme Morissette est de retour dans sa région natale. Forte d'une expérience dans le domaine de la gestion de projets dans différents domaines d'application, elle saura mettre à profit ces multiples connaissances pour mener à bien ce nouveau défi. Rappelons qu'il est possible de devenir membre du club en composant le 418-695-5580, poste 23 ou par courriel au crsaguenay@gmail.com. L'abonnement à 50\$ donne droit à un abonnement de la revue mensuelle Pole position.

© 2013 Progrès-Dimanche ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130113-PD-0055 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



EUREKA.CC
 une solution de CEDROM-SNi

LE DEVOIR

Le Devoir

Politique, lundi, 14 janvier 2013, p. A3

Qui sont les nouveaux élus? - Stéphane Le Bouyonnec : de l'ombre à la lumière

Jessica Nadeau

Il y a six mois à peine, ils ont choisi de se lancer dans le vide et de mettre leur destin entre les mains des électeurs. Tous, quel que soit le parti, ont choisi de s'engager en politique pour faire bouger les choses, mais certains découvrent la dure réalité des jeux politiques. Le Devoir est allé à la rencontre de nouveaux élus.

Ancien leader étudiant de gauche, le député caquiste et fondateur de l'ADQ, Stéphane Le Bouyonnec, dit avoir beaucoup d'admiration pour les jeunes du printemps érable qui ont lancé un mouvement qu'"on n'a peut-être pas fini d'analyser" et qui marquera la société québécoise.

"J'étais vraiment un militant étudiant très déterminé et, candidement, assez à gauche, confie celui qui a mené une dizaine de grèves étudiantes du secondaire à l'université. En vieillissant, je suis devenu plus conservateur."

Confortablement assis dans le petit salon de son bureau de comté de La Prairie, dans un impeccable complet gris, le quinquagénaire évoque la grève des prêts et bourses de 1974, puis celle qu'il a menée comme président de l'Association des étudiants de Polytechnique pour forcer le gouvernement du Parti québécois à mettre en place un programme de financement de micro-ordinateurs pour les étudiants en génie à travers le Québec. "Ça avait pas mal brassé à ce moment-là", se rappelle-t-il, l'air presque nostalgique.

S'il avait à s'identifier à un des leaders des mouvements étudiants du printemps érable, il choisirait sans doute Léo Bureau-Blouin, qui était "quand même le plus posé" des trois.

"Je dois avouer que j'ai été quand même impressionné par ces leaders-là, [par la façon dont] ils ont pu résister à la pression. Et même si je n'étais pas d'accord avec leur prise de position par rapport aux frais de scolarité [...] c'était quand même quelque chose d'impressionnant de voir ce mouvement-là initié par les étudiants, qui est un peu, je pense, un cri du coeur d'une bonne partie de la société [et qui] marque une génération."

De l'ADQ à la CAQ

Stéphane Le Bouyonnec est actif en politique depuis plusieurs décennies, mais il est toujours resté dans l'ombre. Il a contribué à faire élire Pierre Marc Johnson comme chef du PQ, en 1985, avant de quitter le parti pour poursuivre sa carrière d'ingénieur chez Lavalin. "Je suis rentré dans les rangs à ce moment-là", lance-t-il, une étincelle moqueuse dans les yeux.

Dès lors, l'idée d'une troisième voix a commencé à germer et, quelques années plus tard, au début des années 1990, il fondait avec Mario Dumont l'Action démocratique du Québec (ADQ). Malgré les demandes répétées du chef, Stéphane Le Bouyonnec a toujours refusé de le rejoindre comme député, préférant rester à l'exécutif national afin de préparer des plans stratégiques pour le parti. "Pour moi, faire de la politique à temps plein avant d'avoir élevé la famille et d'avoir une carrière, ce n'était pas considérable. Ce n'était donc pas un manque d'intérêt, mais je me disais : c'est trop exigeant, c'est un bouffe-temps."



Il a eu le temps d'élever ses trois filles et, arrivé à cinquante ans, mû par un sentiment d'urgence, il a décidé de se lancer. " J'ai été le premier à prendre contact avec François Legault pour tenter un rapprochement entre l'ADQ et le mouvement CAQ naissant. C'était une nouvelle aventure, et je me suis dit : c'est peut-être le temps de plonger si on veut que ça marche. "

Rigueur intellectuelle

Il avoue avoir eu un " choc " le soir de l'élection, au point que la déception de n'avoir réussi à faire élire que 19 députés a été plus forte que la joie d'être élu lui-même. Il a ravalé sa peine et, aujourd'hui, il siège dans le deuxième parti d'opposition, n'ayant que très peu de temps de parole et de moyens. " Il faut se démarquer et être plus créatif. "

En matière de défi, il évoque " l'effort intellectuel intense " nécessaire pour mener de front les nombreux dossiers qui se retrouvent sous sa responsabilité. " C'est une chose que de suivre l'actualité et de se renseigner, c'en est une autre d'avoir une responsabilité par rapport à certains secteurs, de s'assurer de bien comprendre tous les tenants et aboutissants et d'avoir la rigueur intellectuelle pour bien comprendre toutes les positions des différents groupes de la société civile. "

Pour lui, les qualités les plus importantes pour un politicien sont l'écoute et " la capacité de synthèse et d'abstraction ", qui permettent d'intégrer les différentes dimensions d'un problème. " Les problèmes auxquels on doit faire face en politique, s'ils sont encore là, c'est qu'ils n'ont pas été résolus et donc, qu'ils sont complexes. "

Il avoue trouver l'adaptation " assez difficile " et n'écarte pas l'idée de retourner au privé, car, pour lui, l'idée d'être un agent de changement prime la " carrière " de politicien. " Si je vois que la troisième voix ne peut pas émerger et qu'on n'a pas les moyens d'effectuer ces changements-là, il est possible que je décide tout simplement de retourner au privé. "

© 2013 Le Devoir ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130114-LE-2013-01-14_368306 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Premières en affaires.com
10 janvier 2013

Michèle Thibodeau-DeGuire nommée présidente du Conseil d'administration de la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal

Michèle Thibodeau-DeGuire vient d'être nommée présidente du Conseil d'administration de la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal pour un mandat de cinq ans.

<http://premieresenaffaires.com/Michele-Thibodeau-DeGuire-nommee>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Yahoo! Finance Canada
Investing - Provider - CNW, jeudi, 10 janvier 2013 - 16:39:56 +0000

Michèle Thibodeau-DeGuire appointed Chair of the Board of the Corporation de l'École Polytechnique de ...

MONTREAL, Jan. 10, 2013 /CNW Telbec/ - Michèle Thibodeau-DeGuire has just been appointed, by order-in-council, Chair of the Board of Directors of the Corporation de l'École Polytechnique de Montréal for...

Voir l'article

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNI.

© 2013 Yahoo! Finance Canada ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130110-IYAD-13578359961332495338 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Yahoo! Finance Québec
CNW, jeudi, 10 janvier 2013 - 16:21:35 +0000

Madame Michèle Thibodeau-DeGuire nommée présidente du Conseil d'administration de la Corporation de l'École ...

La première femme diplômée en génie civil de Polytechnique devient aujourd'hui la toute première femme à occuper le poste de présidente MONTRÉAL, le 10 janv. 2013 /CNW Telbec/ - Madame...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 Yahoo! Finance Québec ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130110-IYAF-13578348951332770460 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Télé-Québec, Montréal
10 janvier 2013

Émission : Une pilule, une petite granule - Scoliose

Animateur : Dr. Georges Lévesque, Marie-Élaine Proulx

LA SCOLIOSE ATTEINT PLUS LES FILLES QUE LES HOMMES ET SE DÉCLARE PARFOIS DANS LA JEUNESSE. Int. : Carl-Éric Aubin, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130111030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

www.nouvelles.umontreal
4 janvier 2013

Quebec-science la moitié des découvertes de l'année faites par des chercheurs de l'Udem et de Polytechnique

Dominique Nancy

Michel Meunier, de Polytechnique, a fait mouche avec son spectaculaire scalpel de lumière, un laser à impulsions ultra-courtes qui permet de modifier le matériel génétique d'une cellule cancéreuse.

<http://www.nouvelles.umontreal.ca/recherche/nos-chercheurs/20130104-quebec-science-la-moitie-des-decouvertes-de-lannee-faites-par-des-chercheurs-de-ludem-et-de-polytechnique.html>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Québec Science
13 décembre 2013

L'arme du Jedi au service du chirurgien - Polytechnique Montréal - Génie biomédical

Dominique Forget

Un scalpel de lumière si précis qu'il peut pratiquer une incision dans une cellule humaine et aussi s'attaquer aux tumeurs. (Michel Meunier, dir. du Laboratoire de procédés laser, à Polytechnique)

<http://www.quebecscience.qc.ca/les-10-decouvertes-2012/6-arme-du-Jedi-au-service-du-chirurgien#.UOdHZ5wHTYM.facebook>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

SRC Nouvelles (site web)
Samedi, 5 janvier 2013

Plus de 900 élèves québécois créeront un robot qui jouera au frisbee

Plus de 900 élèves québécois créeront un robot qui pourra jouer au frisbee dans le cadre de la compétition Robotique FIRST Québec 2013.

Pour ce faire, ils seront aidés par une centaine de mentors, principalement des étudiants universitaires, ainsi que des professionnels.

Ce défi s'inscrit dans le cadre d'une compétition internationale de robotique auxquels plus de 52 000 jeunes provenant de 2 600 écoles sont inscrits.

Le lancement officiel du défi s'est fait samedi matin à la NASA, à Cap Canaveral en Floride.

Quelque 600 participants étaient réunis à Montréal à l'école Polytechnique pour suivre la webconférence en direct. D'autres élèves étaient rassemblés à l'Université Laval, à l'Université de Sherbrooke et à l'Université du Québec à Rimouski.

Les jeunes provenant de 32 écoles de la province ont alors appris que leur robot devra devenir un as du frisbee.

Leur engin devra affronter d'autres robots au jeu « Ascension ultime » qui sera disputé sur un terrain faisant plus de 8 mètres par 16 mètres.

Lancer le plus de frisbees possibles

Au cours de la partie, les robots devront lancer le plus de frisbees possibles dans des cibles. Ils devront également grimper sur une pyramide pour marquer davantage de points.

Les écoles auront six semaines pour créer leur robot. Au sein de chaque école seront formées des équipes spécialisées dans la mécanique, l'électronique, la programmation, le marketing et les relations publiques.

Les écoles québécoises s'affronteront au cours d'une grande compétition qui sera organisée au Stade Uniprix à Montréal du 14 au 16 mars. Les participants devront non seulement faire jouer leur robot au frisbee, mais ils devront également répondre aux questions du jury sur leur cheminement.

Les lauréats s'envoleront ensuite pour Saint-Louis, au Missouri, pour

prendre part à la finale internationale du défi FIRST.

Gabriel Bran Lopez, porte-parole de l'événement, indique que chaque jeune inscrit au défi investit de 5 à 15 heures par semaine dans le cadre de ce projet.

En plus de démystifier les sciences et la technologie et de donner l'opportunité aux jeunes de travailler avec des ingénieurs, le défi a pour mandat de promouvoir la persévérance scolaire.

M. Lopez indique qu'avant tout, le projet permet aux jeunes qui vivent des difficultés à l'école de connaître du succès au cours de leur cheminement scolaire.

© 2013 Société Radio-Canada ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130105-SRC-008 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

RDI, MONTRÉAL
4 janvier 2013

Émission : LE TÉLÉJOURNAL DE RDI - Déneigement à Montréal

Animateur : Brigitte Bougie

Les opérations de déneigement à Montréal sont presque terminées. Intervenant: André Langevin, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130107150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

CBF (SRC-R1), Montréal
5 janvier 2013

Émission : BULLETINS - Compétition de Robotique

Journaliste : Pierre Côté

Une compétition internationale de robotique se déroule à l'École Polytechnique de Montréal.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130107150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

Station : CFCE (CTV), Montréal
6 janvier 2013

Émission : CTV NEWS MONTRÉAL - Robotics Competition

Lecteur : TARA SCHWARTZ

The "QUEBEC FIRST" robotics competition kicked off today.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130107150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

CBF (SRC-R1), Montréal
8 janvier 2013

Émission : BULLETINS - Compétition de Robotique

Journaliste : Pierre Côté

Plus de 50 000 élèves de niveau secondaire du monde, dont 600 au Québec, s'apprêtent à réaliser leur rêve de construire leur propre robot. Int.: Christophe Guy, directeur, Polytechnique.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130107150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Émission : CTV News Montréal
7 janvier 2013

Émission : CTV NEWS MONTRÉAL - The Quebec genie games

Lecteur : TARA SCHWARTZ

The 23rd edition of the Quebec genies games, organized by students at Polytechnique, were held at the Montreal science center.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130107150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

CIBL-FM, Montréal
7 janvier 2013

Émission : Les oranges pressées - Compétition de robotique

Animateur : Marc-André Garignan

Plus de 900 élèves québécois participent à une compétition internationale de robotique.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130107150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

CFCF (CTV), MONTRÉAL
7 janvier 2013

Émission : CTV NEWS MONTRÉAL - The Quebec genie games

Lecteur: Mutsumi Takahashi / Paul Karwatsky

At Montreal's science centre, the Genie games were taking place.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130107150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

24 heures Montréal
Final
Nouvelles, lundi, 7 janvier 2013, p. 6

Compétition de robotique Guerre des machines

EMMANUEL DELACOUR, 24H

Onze universités du Québec se sont livrées une bataille féroce hier au Centre des sciences de Montréal. Toutefois, les champions n'étaient pas des boxeurs, mais plutôt d'ingénieurs petits robots.

Point culminant de la compétition des Jeux de génie du Québec, La Machine» est un parcours à obstacles créé tout spécialement pour ces engins robotisés.

Il s'agit d'une des compétitions les plus prestigieuses d'ingénierie au Québec», explique Gabrielle Gauthier-Melançon, porte-parole pour les Jeux de génie et étudiante à l'École Polytechnique de Montréal.

Les 11 équipes, chacune formée de cinq étudiants, ont conçu une machine qui devait être capable d'effectuer plusieurs tâches, comme ouvrir une barrière, déplacer des objets et en faire tomber d'autres. Le tout a eu lieu, cette année, sur un parcours monté sur rails, ce qui complexifiait la tâche pour les ingénieurs en devenir.

Le plus difficile a été de créer un mécanisme pour ouvrir la barrière», souligne Alexandre Marcotte, étudiant en génie mécanique de l'Université de Sherbrooke. Ses collègues et lui ont par ailleurs eu quelques sueurs froides

juste avant le jour de la compétition ultime.

On a eu les plans du parcours en septembre et notre modèle fonctionnait bien sur la version en laboratoire, mais rien ne fonctionnait quand on a essayé sur le vrai parcours. On a passé la dernière journée à ajuster notre robot», lance l'étudiant. Les participants venus de différents programmes ont aussi partagé leurs expertises, des connaissances en informatique, en mécanique et en électricité étant nécessaires pour créer un robot fonctionnel.

© 2013 24 heures Montréal ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130107-QVHM-130107275124034 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Montréal
Actualité, dimanche, 6 janvier 2013

«La Machine» envahit le Centre des sciences

Emmanuel Delacour / Agence QMI

Onze universités du Québec se sont livrées une bataille féroce dimanche au Centre de sciences de Montréal. Toutefois, les champions n'étaient pas des boxeurs, mais plutôt d'ingénieux petits robots. Point culminant...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNI.

© 2013 Le Journal de Montréal ; CEDROM-SNI inc.

PUBLI-C WEB-20130106-OPW-047 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



SRC Radio - Radiojournal
Dimanche, 6 janvier 2013 - 08:00 HNE

600 jeunes Québécois participent à Robotic First

Animateur(s) : CLAUDE-SOPHIE HENNEKENS

CLAUDE-SOPHIE HENNEKENS
(LECTRICE):

Plus de 50 000 élèves de niveau secondaire d'un peu partout dans le monde, dont 600 au Québec, s'apprêtent à réaliser leur rêve de construire leur propre robot. Ces jeunes vont participer, au cours des six prochaines semaines, au concours Robotic First : une compétition internationale parrainée, entre autre, par la NASA. Pierre Côté explique en quoi consiste ce concours.

(thème de Star Trek Next Generation)

PIERRE CÔTÉ (REPORTER) :

Ces milliers de jeunes qui vont participer à ce concours ont déjà la tête au XXIII^e siècle. Ils rêvent de construire des robots performants, précis et capables d'effectuer des milliers de tâches. Robotic First constitue un premier pas. Vincent Mouffe et Jean-Claude Hamel, deux élèves de l'école secondaire Honoré-Mercier à Montréal, viennent tout juste de recevoir leur matériel pour construire leur robot.

PARTICIPANT AU CONCOURS :

Oui, il y en a du stock dans cette boîte-là.

PARTICIPANT AU CONCOURS :

Oui, plus que l'année passée.

PARTICIPANT AU CONCOURS :

Oui, beaucoup plus.

PARTICIPANT AU CONCOURS :

Les petits moteurs.

PARTICIPANT AU CONCOURS :

Ça, ça doit sûrement être un "sensor" ou quelque chose comme ça.

PIERRE CÔTÉ (REPORTER) :

À partir de maintenant, Jean-Claude et Thomas auront six semaines pour fabriquer un véritable robot qui devra effectuer des tâches bien précises, comme nous le dit le directeur de l'école polytechnique de Montréal, Christophe Guy.

CHRISTOPHE GUY (DIRECTEUR, ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL) :

L'an passé c'était jouer au basketball, cette année, ils doivent être en mesure

de lancer des disques et monter sur des pyramides.

PIERRE CÔTÉ (REPORTER) :

Un travail de précision puisque ces disques doivent atteindre des cibles bien précises. Mais compte tenu de leur âge, ces jeunes seront secondés dans leur travail par des mentors; des étudiants universitaires pour la plupart. L'un d'entre eux, Alexandre Cormier, étudie en génie biomédical.

ALEXANDRE CORMIER
(ÉTUDIANT, GÉNIE BIO-MÉDICAL) :

Moi, mon rôle ça va vraiment être de les appuyer et d'être là pour eux-mêmes et leur montrer la méthode plutôt que de prendre le 'lead'.

PIERRE CÔTÉ (REPORTER) :

La grande finale de cette compétition pour le Québec aura lieu à la mi-mars; seules les équipes qui vont se qualifier se rendront à la finale internationale à Saint-Louis, au Missouri, à la fin-avril. Pierre Côté, Radio-Canada, Montréal.

© 2013 SRC Radio - Radiojournal ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130106-RC-RJW130106004 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Soleil

Actualités, dimanche, 6 janvier 2013, p. 18

Un robot qui joue au Frisbee créé par 900 Québécois

La Presse Canadienne

Montréal - Plus de 900 élèves québécois créeront un robot qui pourra jouer au Frisbee à l'occasion de la compétition Robotique FIRST Québec 2013.

Montréal - Pour ce faire, ils seront aidés par une centaine de mentors, principalement des étudiants universitaires, ainsi que des professionnels.

Ce défi s'inscrit dans une compétition internationale de robotique auxquels plus de 52 000 jeunes venant de 2600 écoles sont inscrits.

Le lancement officiel du défi s'est fait hier matin à la NASA, à Cap Canaveral en Floride.

Quelque 600 participants étaient réunis à Montréal à l'École Polytechnique pour suivre la webconférence en direct. D'autres élèves étaient rassemblés à l'Université Laval, à l'Université de Sherbrooke et à l'Université du Québec à Rimouski.

Les jeunes venant de 32 écoles de la province ont alors appris que leur robot devra devenir un as du Frisbee.

Leur engin devra affronter d'autres robots au jeu Ascension ultime, qui sera disputé sur un terrain faisant plus de 8 mètres sur 16 mètres.

Autres épreuves

Au cours de la partie, les robots devront lancer le plus de Frisbee possible dans des cibles. Ils devront également grimper sur une pyramide pour marquer davantage de points.

Les écoles auront six semaines pour créer leur robot. Au sein de chaque école seront formées des équipes spécialisées dans la mécanique, l'électricité, la programmation, le marketing et les relations publiques.

Les écoles québécoises s'affronteront au cours d'une grande compétition qui sera organisée au Stade Uniprix à Montréal du 14 au 16 mars. Les participants devront non seulement faire jouer leur robot au Frisbee, mais ils devront également répondre aux questions du jury sur leur cheminement.

Les lauréats s'envoleront ensuite pour Saint-Louis, au Missouri, pour prendre part à la finale internationale du défi FIRST.

Gabriel Bran Lopez, porte-parole de l'événement, indique que chaque jeune inscrit au défi investit de 5 à 15 heures par semaine dans le contexte de ce projet.

En plus de démystifier les sciences et la technologie et de donner l'occasion aux jeunes de travailler avec des ingénieurs, le défi a pour mandat de promouvoir la persévérance scolaire.

M. Lopez indique qu'avant tout, le projet permet aux jeunes qui vivent des difficultés à l'école de connaître du succès au cours de leur cheminement scolaire.



© 2013 *Le Soleil* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130106-LS-0023 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

98.5 FM (Montréal, QC)
Samedi, 5 janvier 2013

Plus de 900 élèves québécois créeront un robot qui jouera au frisbee

La Presse Canadienne le samedi 05 janvier 2013 à 16h55.

MONTRÉAL - Plus de 900 élèves québécois créeront un robot qui pourra jouer au frisbee dans le cadre de la compétition Robotique FIRST Québec 2013. Pour ce faire, ils seront...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 98 ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130105-TCO-050 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Montréal
Actualité, samedi, 5 janvier 2013

Hôte du lancement d'une compétition de robotique

Agence QMI

Plus de 600 jeunes et une centaine de mentors se sont réunis samedi à l'École polytechnique de Montréal, dans le cadre de la compétition «Robotique FIRST Québec 2013». En provenance...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 *Le Journal de Montréal ; CEDROM-SNi inc.*

PUBLI-C WEB-20130105-OPW-046 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Canada Français, no. Vol: 153 No: 32
Actualité, jeudi, 3 janvier 2013, p. CAHA17

Le monde scolaire

Entente avec Polytechnique

Louise Bédard

Le Cégep a signé une entente avec Polytechnique de Montréal qui permettra entre autres de collaborer pour la mise à niveau des immigrants qui ont suivi leur formation à l'étranger et doivent se soumettre à l'examen d'un ordre professionnel.

Polytechnique pourrait aussi utiliser les locaux du Centre de Brossard pour offrir des cours de rafraîchissement aux ingénieurs.

Les représentants des deux établissements d'enseignement doivent se rencontrer en janvier pour établir un plan d'action.

- Visite de deux ministres

Chantal Denis, directrice générale du Cégep, a fait état aux membres du conseil d'administration du collège de la visite de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, au centre de Brossard, le vendredi 14 décembre. Le Centre de Brossard du Cégep offre des cours de francisation aux immigrants.

Mme De Courcy a participé à une table ronde avec les intervenants économiques, institutionnels et communautaires de la région, au terme d'une tournée du Québec sur l'attraction, l'intégration et la francisation des personnes immigrantes. La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre responsable de la région de la Montérégie, Marie Malavoy, était présente.

- Compressions budgétaires

Devant les membres du conseil d'administration du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, réunis le mardi 18 décembre, Chantal Denis, directrice générale, a fait le point sur les compressions budgétaires de 418 400\$ qui frappent le collège.

Pour l'ensemble du réseau collégial, la ponction est de l'ordre de 21,5 M\$ et elle doit être appliquée d'ici le 30 juin 2013.

Mme Denis a indiqué que tous les services du Cégep évaluent actuellement les compressions possibles. Le collège peut difficilement absorber la réduction budgétaire sans baisser les dépenses puisqu'il ne bénéficie plus que d'un surplus accumulé de 141 023\$.

Seule bonne nouvelle au tableau: la population étudiante est supérieure à celle projetée au moment de la préparation du budget en juin dernier. Cela signifie que l'allocation gouvernementale, basée en partie sur la clientèle étudiante, sera plus élevée que celle attendue.

La révision budgétaire se terminera à la fin du mois de janvier. Le comité des finances et des immobilisations du conseil d'administration se réunira par la suite pour examiner le plan de révision qu'aura établi la direction de l'institution. L'ensemble du conseil en sera saisi à sa séance du 26 février.



© 2013 *Le Canada Français* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130103-CAN-0030 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

SRC-R1, Montréal
5 janvier 2013

Émission : RADIOJOURNAL - Robotique

Journaliste: Pierre Côté

Compétition internationale de robotique parrainée par la NASA. VOX/POP / Christophe Guy, directeur de Polytechnique de Montréal

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130107030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

RDI, MONTRÉAL
5 janvier 2013

Émission : RDI EN DIRECT WEEK-END

Journaliste : Mathieu Dion

Les opérations de déneigement se poursuivent dans les rues de la métropole. Intervenant: André Langevin, professeur associé à Polytechnique.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130107030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

CBFT (SRC-R1), MONTRÉAL
4 janvier 2013

Émission : LE TÉLÉJOURNAL GRAND MONTRÉAL - Déneigement de Montréal

Journaliste: Philippe Schnobb

La ville prévoit terminer l'opération de déneigement de ses rues d'ici lundi matin. Intervenant: André Langevin, professeur associé à Polytechnique.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130107030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

CFCF (CTV), MONTRÉAL
6 janvier 2013

Émission : CTV NEWS MONTRÉAL - Robotics Competition

Lecteur : TARA SCHWARTZ

The Quebec first Robotix competition kicked off today.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130107030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

CBJ (SRC-R1), Saguenay (Ref.)
6 janvier 2013

Émission : Nouvelles - Compétition de robotique

Journaliste: Pierre Côté

Compétition internationale de robotique pilotée par la NASA. Intervenant: Ghristophe Guy, directeur de Polytechnique Montréal.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130107030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



La Presse (site web) - La Presse
Vendredi, 4 janvier 2013

Le gouvernement haïtien furieux contre le Canada

Louise Leduc

Le gouvernement d'Haïti, en pleine démarche pour attirer les touristes, est furieux contre le Canada et les États-Unis, qui ont récemment mis en garde leurs citoyens contre les risques d'un voyage dans ce pays.

En décembre, peu après le gouvernement américain, le ministère canadien des Affaires étrangères a invité ses citoyens «à faire preuve de grande prudence» et à éviter «tout voyage non essentiel» dans les quartiers de Martissant, Carrefour, Bel Air et Cité-Soleil, à Port-au-Prince, en raison de conditions de sécurité qui y seraient particulièrement «instables et dangereuses».

Voilà qui tombe particulièrement mal, au moment où Air Transat s'apprête à lancer des forfaits vacances en Haïti à compter du 23 janvier.

Calvin Cadet, porte-parole du gouvernement haïtien, a fait valoir à l'Associated Press que les avertissements des gouvernements américain et canadien sont «incompatibles» avec les progrès réalisés en Haïti en matière de sécurité.

Debbie Cabana, porte-parole d'Air Transat, signale que, en créant ses

forfaits vacances, Air Transat a bien en tête la sécurité de ses clients et propose des hôtels et des excursions en conséquence. «Les autorités haïtiennes nous ont donné l'assurance qu'elles avaient mis en place les mesures nécessaires en vue de relancer l'industrie touristique», explique-t-elle.

Samuel Pierre, professeur à l'École polytechnique et président du Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle, comprend la prudence d'Ottawa, mais il estime que l'avis, qui arrive à quelques jours du lancement du forfait d'Air Transat, «n'est pas très humain». «Haïti se démène pour sortir de la misère et tente de mettre sur pied une industrie touristique. Il se retrouve maintenant comme un malade à qui l'on donne le coup fatal.»

Risque au Mexique aussi

Certes, Ottawa exprime aussi certaines réserves à l'égard de la Jamaïque, par exemple, mais selon M. Pierre, cela n'a pas du tout le même impact pour ce pays où le tourisme est bien installé.

Emerson Douyon, lui aussi Haïtien d'origine et commissaire à la

Commission des droits de la personne du Québec, abonde dans ce sens. Il trouve que le Canada fait preuve «d'une insistance un peu trop particulière» par rapport à Haïti alors que le Mexique représente un risque au moins aussi grand pour les touristes.

«Il existe des risques réels pour les Haïtiens de la diaspora qui vont faire un séjour en Haïti parce que ce sont eux qui sont visés par les enlèvements. Les gens là-bas montent carrément des dossiers sur des Haïtiens de la diaspora qui ont de l'argent et que l'on veut enlever s'ils se présentent au pays. Mais en général, ce sont des choses qui se passent entre Haïtiens, sans que les Blancs soient inquiétés.»

Le ministère canadien des Affaires étrangères a refusé toute entrevue sur le sujet. Ses seuls commentaires, envoyés par courriel, disent qu'il n'y a rien de neuf sous le soleil, que les appels à la prudence en Haïti datent d'août 2011 et que l'avis de décembre, aujourd'hui levé, concernait la ville de Jérémie et rien d'autre.

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130104-CY-4608272 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

leSoleil

Le Soleil

Actualités, vendredi, 4 janvier 2013, p. 17

Tourisme : avertissement canadien déploré en Haïti

Louise Leduc

La Presse

Montréal - Le gouvernement d'Haïti, en pleine démarche pour ramener des touristes chez lui, est furieux contre le Canada et les États-Unis, qui ont récemment mis en garde leurs citoyens contre les risques d'un voyage dans ce pays.

Montréal - En décembre, peu après le gouvernement américain, le ministère canadien des Affaires étrangères a invité ses citoyens "à faire preuve de grande prudence" et à éviter "tout voyage non essentiel" dans les quartiers de Martissant, Carrefour, Bel Air et Cité-Soleil, à Port-au-Prince, en raison de conditions de sécurité qui y seraient particulièrement "instables et dangereuses".

Voilà qui tombe particulièrement mal, au moment où Air Transat s'apprête à lancer des forfaits vacances en Haïti à compter du 23 janvier.

Calvin Cadet, porte-parole du gouvernement haïtien, a fait valoir à l'Associated Press que les avertissements servis par les gouvernements américain et canadien sont "incompatibles" avec les progrès réalisés en Haïti en matière de sécurité.

Debbie Cabana, porte-parole d'Air Transat, signale qu'en créant ses forfaits vacances, Air Transat a bien en tête la sécurité de ses clients et propose donc des hôtels et des excursions en conséquence. "Les autorités haïtiennes nous ont donné l'assurance qu'elles ont mis en place les mesures nécessaires en vue de relancer l'industrie touristique", explique-t-elle.

Samuel Pierre, professeur à l'École polytechnique et président du Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle, comprend la prudence d'Ottawa, mais estime que l'avis, qui arrive à quelques jours du lancement du forfait d'Air Transat, "n'est pas très humain". "Haïti se démène pour sortir de la misère et tente de développer une industrie touristique. Il se retrouve maintenant comme un malade à qui l'on donne le coup fatal."

Certes, Ottawa exprime aussi certaines réserves à l'égard de la Jamaïque, par exemple, mais selon M. Pierre, cela n'a pas du tout le même impact pour ce pays où le tourisme est bien installé.

Emerson Douyon, lui aussi Haïtien d'origine et commissaire à la Commission des droits de la personne du Québec, abonde dans ce sens. Il trouve que le Canada fait preuve "d'une insistance un peu trop particulière" par rapport à Haïti alors que le Mexique représente un risque au moins aussi grand pour les touristes.

"Il existe des risques réels pour les Haïtiens de la diaspora qui vont faire un séjour en Haïti parce que ce sont eux qui sont visés par les enlèvements. Les gens là-bas montent carrément des dossiers sur des Haïtiens de la diaspora qui ont de l'argent et que l'on veut enlever s'ils se présentent au pays. Mais en général, ce sont des choses qui se passent entre Haïtiens, sans que les Blancs soient inquiétés."

Actualités 17

Tourisme : avertissement canadien déploré en Haïti

LE 7 JANVIER À 8 H 30

MON PREMIER RENDEZ-VOUS AVEC JOANNE !



LA TRAME SONORE DE VOTRE VIE **102.9 FM**

© 2013 *Le Soleil* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130104-LS-0024 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse
Monde, vendredi, 4 janvier 2013, p. A14

RÉACTIONS À L'APPEL À LA PRUDENCE EN HAÏTI Le gouvernement haïtien furieux contre le Canada

Louise Leblanc

Le gouvernement d'Haïti, en pleine démarche pour ramener des touristes chez lui, est furieux contre le Canada et les États-Unis, qui ont récemment mis en garde leurs citoyens contre les risques d'un voyage dans ce pays.

En décembre, peu après le gouvernement américain, le ministère canadien des Affaires étrangères a invité ses citoyens «à faire preuve de grande prudence» et à éviter «tout voyage non essentiel» dans les quartiers de Martissant, Carrefour, Bel Air et Cité-Soleil, à Port-au-Prince, en raison de conditions de sécurité qui y seraient particulièrement «instables et dangereuses».

Voilà qui tombe particulièrement mal, au moment où Air Transat s'apprête à lancer des forfaits vacances en Haïti à compter du 23 janvier.

Calvin Cadet, porte-parole du gouvernement haïtien, a fait valoir à l'Associated Press que les avertissements servis par les gouvernements américain et canadien sont «incompatibles» avec les progrès réalisés en Haïti en matière de sécurité.

Debbie Cabana, porte-parole d'Air Transat, signale qu'en créant ses forfaits vacances, Air Transat a bien en tête la sécurité de ses clients et propose donc des hôtels et des excursions en conséquence. «Les autorités haïtiennes nous ont donné l'assurance qu'elles ont mis en place les mesures nécessaires en vue de relancer l'industrie touristique», explique-t-elle.

Samuel Pierre, professeur à l'École polytechnique et président du Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle, comprend la prudence d'Ottawa, mais estime que l'avis, qui arrive à quelques jours du lancement du forfait d'Air Transat, «n'est pas très humain». «Haïti se démène pour sortir de la misère et tente de développer une industrie touristique. Il se retrouve maintenant comme un malade à qui l'on donne le coup fatal.»

Risque au Mexique aussi Certes, Ottawa exprime aussi certaines réserves à l'égard de la Jamaïque, par exemple, mais selon M. Pierre, cela n'a pas du tout le même impact pour ce pays où le tourisme est bien installé.

Emerson Douyon, lui aussi Haïtien d'origine et commissaire à la Commission des droits de la personne du Québec, abonde dans ce sens. Il trouve que le Canada fait preuve «d'une insistance un peu trop particulière» par rapport à Haïti alors que le Mexique représente un risque au moins aussi grand pour les touristes.

«Il existe des risques réels pour les Haïtiens de la diaspora qui vont faire un séjour en Haïti parce que ce sont eux qui sont visés par les enlèvements. Les gens là-bas montent carrément des dossiers sur des Haïtiens de la diaspora qui ont de l'argent et que l'on veut enlever s'ils se présentent au pays. Mais en général, ce sont des choses qui se passent entre Haïtiens, sans que les Blancs soient inquiétés.»

Encadré(s) :

A14
MONDE
EN PRESSE MONDIALE 1 JANVIER 2013

Ottawa gèle son aide à Haïti

L'ACDI veut trouver une approche qui permettrait aux Haïtiens «de se prendre en main»

EXCLUSE

HUO DE GRANDPÈRE

OTTAWA — L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a annoncé vendredi qu'elle gèlera son aide à Haïti, en attendant que le gouvernement haïtien prenne des mesures pour améliorer la sécurité des citoyens.

«Nous ne sommes pas une œuvre de charité», dit Fantino

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»



La situation des déchets est un problème majeur en Haïti. Le taux de chômage est très élevé, et il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout.

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

«Prenne la situation des déchets, par exemple. Le taux de chômage est très élevé en Haïti. Il y a des centaines de milliers d'habitants et de femmes très capables qui peuvent s'impliquer et s'entraider. Il y a des déchets partout!»

Aristide convoqué par la justice

AFP

L'ancien président haïtien Jean-Bertrand Aristide, visé par plusieurs plaintes, a obtenu un report de sa convocation devant la justice, dorénavant fixée à mercredi prochain, a-t-on appris de source judiciaire. Les avocats de l'ex-président n'étaient pas en mesure hier de confirmer si M. Aristide répondrait à cette convocation. Il était initialement attendu hier devant un tribunal haïtien pour être entendu sur des plaintes pour "crimes économiques, vols, abus de confiance et association de malfaiteurs".

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130104-LA-0025 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Journal de Québec

Final

Nouvelles, vendredi, 4 janvier 2013, p. 14

Selon une étude de l'Université Laval, l'abus d'alcool affecterait négativement la qualité du sommeil **Le bon vin... n'endort pas!**

DIANE TREMBLAY, DIANE.TREMBLAY@QUEBECORMEDIA.COM

Prendre un verre pour mieux dormir relève davantage du mythe que de la réalité. Au contraire, selon une étude effectuée par des chercheurs de l'Université Laval, la consommation d'alcool affecterait la qualité du sommeil.

C'est en analysant les habitudes de vie de 703 personnes, âgées de 18 à 64 ans de la région de Québec, qu'un groupe de chercheurs a pu établir la corrélation entre la durée du sommeil et la quantité d'alcool consommé au cours d'une semaine.

Selon les résultats publiés dans la revue scientifique *Appetite*, en octobre dernier, les petits dormeurs consomment en moyenne 2,8 bières par occasion versus 1,9 bière pour les dormeurs normaux.

«C'est une différence significative qui est plus prononcée lorsqu'on a affaire à des gens qui ont des problèmes de surconsommation alimentaire en réponse à des facteurs dérangeants de l'environnement comme le stress ou les émotions fortes», explique le professeur Angelo Tremblay, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en activité physique, nutrition et bilan énergétique de l'Université Laval.

Depuis quelques années, on connaît le lien entre le manque de sommeil et l'embonpoint. Maintenant, on sait

qu'il existe une similitude avec l'alcool.

Fausse croyance

«On pourrait penser que le fait de tomber molo après avoir consommé peut nous amener dans les bras de Mor phée plus rapidement et nous conduire vers un super sommeil récupérateur et bien, non!», affirme

M. Tremblay.

Une consommation raisonnable d'alcool ne devrait pas dépasser 14 verres pour les hommes et 7 verres pour les femmes, sur une base hebdomadaire. Or, les probabilités d'excéder cette recommandation doublent chez les petits dormeurs comparativement aux dormeurs normaux.

Plus à risques

Pour mener à bien cette étude, les chercheurs ont regroupé les dormeurs en trois catégories : les petits dormeurs (moins de 6 heures par nuit), les dormeurs normaux (7 à 9 heures) et les gros dormeurs (plus de 9 heures).

«Chez les petits dormeurs, on a un profil de personnes qui n'avancent pas dans la bonne direction en ce qui a trait aux saines habitudes de vie», a poursuivi M. Tremblay.

Les personnes, qui ne donnent pas à leur corps une période de récupération suffisante, sont plus à risque d'obésité, d'accident de la route, de diabète, de maladie cardiaque, de mortalité, etc.

- - -

* * * LES DIX DÉCOUVERTES DE L'ANNÉE * * * SELON LE MAGAZINE QUÉBEC SCIENCE

1

L'HOMO SAPIENS

ARIANE BURKE,
Paléoanthropologue Université de Montréal

Selon l'hypothèse de Mme Burke, l'Homo sapiens avait la capacité à tisser des liens par échange d'objets symboliques avec d'autres tribus, ce qui lui a permis de parcourir de longues distances et de développer son sens de l'orientation.

4

DÉPISTAGE PRÉCOCE DU CANCER

DOCTEURE LUCY GILBERT,
Gynéco-oncologue Université McGill

La docteure Gilbert est à l'origine du projet de recherche DOvE (Diagnosing Ovarian cancer Early)



EUREKA.CC
une solution de CEDROM SNI

pour permettre un dépistage précoce du cancer de l'ovaire.

2

UNE MÉTHODE POUR RÉPARER LES TYMPANS PERFORÉS

ISSAM SALIBA,
 Otorhinolaryngologiste Université de Montréal

Le Dr Saliba, chirurgien au CHU Sainte-Justine et au CHUM, a développé une méthode combinant l'autogreffe et l'utilisation d'acide hyaluronique pour réparer les tympons perforés en 20 minutes sans anesthésie générale.

5 3

DÉCOUVERTE D'UN SYSTÈME PLANÉTAIRE

GILLES FONTAINE ET PIERRE BRASSARD, Astrophysiciens

Département de physique Université de Montréal

Le télescope Kepler a permis aux deux astrophysiciens de découvrir un système planétaire à 3 900 années-lumière qui est particulièrement proche de l'étoile KICO5807616. La température sur ces planètes atteint plusieurs milliers de degrés Celsius.

MEILLEURE COMPRÉHENSION DU TREMBLEMENT ESSENTIEL

FRÉDÉRIC CALON,

Biochimiste et pharmacien Professeur à la faculté

de pharmacie de l'Université Laval

Le chercheur Frédéric Calon et une équipe du Centre de recherche du

CHUQ ont étudié une banque de cerveaux dans le but de mieux comprendre le tremblement essentiel, une maladie neurologique touchant la motricité fine. Ils ont découvert que le cervelet des personnes atteintes possédait 30 % moins de neurotransmetteurs GABA.

6

LE NANOSCALPEL

MICHEL MEUNIER, Professeur de génie physique École polytechnique de Montréal

L'équipe de Michel Meunier a développé un laser capable de faire une incision nanométrique dans une cellule humaine. Cet instrument pourrait permettre éventuellement de percer les cellules malignes afin d'y injecter un gène pour bloquer la migration des cellules cancéreuses.

7 OUTIL DE MODÉLISATION GEORGE HALLER,

Professeur de génie mécanique Université McGill

(en collaboration avec Josefina Olascoaga, spécialiste en océanographie physique à l'Université de Miami)

Le professeur Haller a mis au point un outil de modélisation permettant de prévoir le mouvement de polluants en mer lors de désastres environnementaux.

8

10

LE R4E

JEAN-SÉBASTIEN PLANTE,

Professeur Département de génie mécanique (en collaboration avec Mathieu Picard et David Rancourt, étudiants, et Marc Denninger)

Qualifié de concept révolutionnaire, les chercheurs ont développé un moteur fonctionnant à l'hydrogène qui possède la même dimension qu'une rondelle de hockey.

LE CRATÈRE DES PINGUALUIT

GUILLAUME ST-ONGE, Professeur Institut des sciences de la mer de Rimouski

On en sait un peu plus sur le lac du cratère des Pingualuit, dans le nord de la péninsule d'Ungava, formé par une météorite il y a environ 1,4 million d'années. Sous son couvert de glace, le lac est resté liquide durant la dernière période glaciaire.

9

L'UTILITÉ DES INTRONS

SHERIF ABOU ELELA, Directeur scientifique

Laboratoire de génomique fonctionnelle Université de Sherbrooke

Considérés jusqu'à ce jour comme des bouts d'ADN inutiles, les introns permettraient de réguler l'expression des gènes. Cette découverte pourrait permettre des avancées scientifiques importantes au niveau de la biologie moléculaire.

© 2013 *Le Journal de Québec* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130104-OR-130104274763597 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Journal de Montréal

Final

Nouvelles, vendredi, 4 janvier 2013, p. 15

Les dix découvertes de l'année selon le magazine québec science

1 L'HOMO SAPIENS

Ariane Burke,

Paléoanthropologue Université de Montréal

Selon l'hypothèse de Mme Burke, l'Homo sapiens avait la capacité à tisser des liens par échange d'objets symboliques avec d'autres tribus, ce qui lui a permis de parcourir de longues distances et de développer son sens de l'orientation.

2

UNE MÉTHODE POUR

RÉPARER LES TYMPANS

PERFORÉS

Issam Saliba,

Otorhinolaryngologiste Université de Montréal

Le Dr Saliba, chirurgien au CHU Sainte-Justine et au CHUM, a élaboré une méthode combinant l'autogreffe et l'utilisation d'acide hyaluronique pour réparer les tympans perforés en 20 minutes sans anesthésie générale.

3

DÉCOUVERTE D'UN

SYSTÈME PLANÉTAIRE

Gilles Fontaine Et Pierre Brassard,

Astrophysiciens

Département de physique Université de Montréal

Le télescope Kepler a permis aux deux astrophysiciens de découvrir un système planétaire à 3900 années-lumière qui est particulièrement proche de l'étoile KIC 5807616. La température sur ces planètes atteint plusieurs milliers de degrés Celsius.

4

DÉPISTAGE PRÉCOCE

DU CANCER

Lucy Gilbert,

Gynécologue Université McGill

La Dre Gilbert est à l'origine du projet de recherche DOvE (Diagnosing Ovarian cancer Early) pour permettre un dépistage précoce du cancer de l'ovaire.

5

MEILLEURE

COMPRÉHENSION DU

TREMBLEMENT ESSENTIEL

Frédéric Calon,

Biochimiste et pharmacien Professeur à la faculté

de pharmacie de l'Université Laval

Le Pr Calon et une équipe du Centre de recherche du CHUQ ont étudié une banque de cerveaux dans le but de mieux comprendre le tremblement essentiel, une maladie neurologique touchant la motricité fine. Ils ont découvert que le cervelet

des personnes atteintes possédait 30 % moins de neurotransmetteurs GABA.

6 LE NANOSCALPEL

Michel Meunier,

Professeur de génie physique École polytechnique de Montréal

L'équipe du Pr Meunier a développé un laser capable de faire une incision nanométrique dans une cellule humaine. Cet instrument pourrait permettre éventuellement de percer les cellules malignes afin d'y injecter un gène pour bloquer la migration des cellules cancéreuses.

7

OUTIL DE MODÉLISATION

George Haller,

Professeur de génie mécanique Université McGill

(en collaboration avec Josefina Olascoaga, spécialiste en océanographie physique à l'Université de Miami)

Le Pr Haller a mis au point un outil de modélisation permettant de prévoir le mouvement de polluants en mer lors de désastres environnementaux.

8

LE CRATÈRE

DES PINGUALUIT

Guillaume St-Onge,

Professeur	Laboratoire de génomique fonctionnelle	Professeur
Institut des sciences de la mer de Rimouski	Université de Sherbrooke	Département de génie mécanique (en collaboration avec Mathieu Picard et David Rancourt, étudiants, et Marc Denninger)
On en sait un peu plus sur le lac du cratère des Pingualuit, dans le nord de la péninsule d'Ungava, formé par une météorite il y a environ 1,4 million d'années. Sous son couvert de glace, le lac est resté liquide durant la dernière période glaciaire.	Considérés jusqu'à ce jour comme des bouts d'ADN inutiles, les introns permettraient de réguler l'expression des gènes. Cette découverte pourrait permettre des avancées scientifiques importantes en biologie moléculaire.	Les chercheurs ont développé un moteur qualifié de concept révolutionnaire qui, fonctionnant à l'hydrogène, est de la même dimension qu'une rondelle de hockey.
L'UTILITÉ DES INTRONS	10	9
Sherif Abou Elela, Directeur scientifique	LE R4E JEAN-SÉBASTIEN PLANTE,	

© 2013 *Le Journal de Montréal* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130104-OP-130104274762485 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Québec Science, no. Vol: 51 No: 5
 , p. 48

LES 10 DÉCOUVERTES DE L'ANNÉE

LES 200 DÉCOUVERTES DE L'ANNÉE

Le grand palmarès 20 ans de science

Depuis 1993, Québec Science propose une revue de l'année qui plonge dans la science de pointe. Tout bien compté, cela fait maintenant 200 découvertes qui ont été portées à votre connaissance. Ce sont 200 raisons de dire merci aux scientifiques d'ici.

Y a-t-il des institutions plus performantes que d'autres? Nous n'oserions l'affirmer. Le palmarès que l'on obtient atteste, à peu de choses près, d'un bel équilibre interuniversitaire dans l'effort de recherche et il fait ressortir les champs les plus actifs au Québec. Évidemment, ce portrait n'est pas exhaustif. Il suffit de se rappeler qu'à chaque année environ 80 résultats de travaux nous sont soumis en moyenne. Nous avons quand même eu sous nos yeux, près de 1 600 découvertes. Ça s'appelle du capital savoir! Et ce n'est pas près de s'épuiser, à en juger par la vitalité et la diversité que l'on constate de Sherbrooke à Rouyn-Noranda, de Montréal à Rimouski.

CLASSEMENT GÉNÉRAL TOUTES DISCIPLINES CONFONDUES

Institutions / Nombre / Pourcentage

1. Université McGill / 43,5 / 21,8
 2. Université Laval / 42 / 21
 3. Université de Montréal / 42 / 21
 4. Réseau de l'Université du Québec / 31,6 / 15,8
 5. Université de Sherbrooke / 19 / 9,5
 6. École polytechnique / 5,8 / 2,9
 7. Université Concordia / 3,5 / 1,7
- Diverses institutions / 9,6 / 4,8
- Chercheurs indépendants / 3 / 1,5

LE PALMARÈS DES PRINCIPAUX DOMAINES DE RECHERCHE

1 Médecine, biologie, génétique, neurologie, santé publique

- Université de Montréal / 28,5
- Université McGill / 28
- Université Laval / 26



EUREKA.CC
 une solution de CEDROM SNI

2 Environnement, sciences de la Terre et sciences naturelles

Réseau de l'Université du Québec / 16

Université Laval / 6,5

Université McGill / 4,5

3 Physique, astronomie, chimie, mathématiques, informatique

Université de Montréal / 9

Université de Sherbrooke / 9

Université Laval / 8

Note: Lorsqu'une découverte a été faite conjointement par plus d'une institution, elle confère une fraction de point en fonction de la contribution de chacune.

© 2013 Québec Science ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130101-QSC-0029 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse (site web) - Le Soleil
Dimanche, 30 décembre 2012

Parlement jeunesse: après le conflit étudiant, le débat non partisan

Olivier Parent

Après que des milliers d'étudiants soient sortis dans les rues plus tôt cette année, voilà qu'une centaine de jeunes occupe jusqu'à dimanche l'Assemblée nationale pour le traditionnel Parlement jeunesse du Québec (PJQ). Mais n'allez pas parler de conflit étudiant aux participants de cette simulation parlementaire, les questions d'actualité y sont bannies.

Québec - Par contre, la crise étudiante a eu un impact sur les candidatures du PJQ, confirme la première ministre de l'exercice, Sophie Gagnon.

«On a eu une petite hausse. Ce qui m'a frappé dans les candidatures, c'est le nombre de personnes qui justifiaient leur intérêt à cause de la crise étudiante.» Selon elle, près d'une vingtaine de candidats auraient clairement indiqué que depuis le «printemps érable», ils ne se «foutent» plus de la chose politique.

Sophie Gagnon ne croit pas par ailleurs que les jeunes avaient décroché de la politique avant le conflit né de la hausse annoncée des

droits de scolarité. «Là où la crise étudiante a vraiment changé quelque chose, c'est que c'est la première fois où les jeunes se sont dit : "on peut faire une différence". Ce n'est pas qu'avant, ils étaient désintéressés, c'est juste qu'ils se sentaient inutiles», avance-t-elle.

Langue et souveraineté

Malgré l'intérêt qu'a suscité le conflit étudiant, les débats du PJQ sont demeurés éloignés de l'actualité ainsi que des sujets reliés à la langue ou à la souveraineté afin d'en respecter l'esprit non partisan. «Quand on choisit les projets de loi, on enlève tout ce qui est relié à l'actualité. Et on est tellement pris par nos débats que quand on s'assoit pour luncher, on ne parle pas du gouvernement Marois, on parle du PJQ», explique Sophie Gagnon.

«Ce qu'on cultive, ce n'est pas l'appartenance à un groupe politique, c'est, au contraire, d'être capable d'écouter, de remettre en question et de pouvoir partager des idées avec des gens issus de différentes idéologies.

On s'inscrit un peu en contre-courant des partis politiques», poursuit la jeune avocate.

Aux yeux des participants du PJQ questionnés par Le Soleil, les cinq jours de discussions non partisans auront été une accalmie après des mois marqués par des opinions polarisées et de la confrontation.

«Ça assainit les débats, ça permet de discuter pour vrai et non de se restreindre à différentes idéologies», souligne Stéphan Fogaing, un étudiant en génie aérospatial à l'École polytechnique de Montréal.

Mathieu Bernier-Trudeau, l'un des nombreux participants qui font des études en droit, estime que «ça fait du bien» de sortir d'un «carcan» où deux clans restent campés sur leurs positions.

Cette année, les jeunes parlementaires ont étudié des projets de loi portant sur la citoyenneté, une révision du système de justice pénale, la gestation pour autrui et une réforme dans le domaine agroalimentaire.

© 2012 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20121230-CY-4607437 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse (site web) - Le Nouvelliste
Vendredi, 14 décembre 2012

«Il y a des limites à se contreficher des gens de Bécancour»

Louise Plante et Brigitte Trahan

«Il y a toujours bien des limites à se contreficher des gens de Bécancour, de la région et même du fédéral!»

Bécancour - «Il y a toujours bien des limites à se contreficher des gens de Bécancour, de la région et même du fédéral!» La mairesse Gaétane Désilets fulminait, hier, contre Québec, alors qu'elle réagissait à la nouvelle voulant que la Commission canadienne de sûreté nucléaire ait demandé à Hydro-Québec de refaire ses devoirs en rapport avec la fermeture annoncée de Gentilly-2.

Bécancour - «Il vient de se passer un événement majeur. Pour nous, cette information démontre clairement l'improvisation du gouvernement du Québec et d'Hydro-Québec dans ce dossier. Comme nous l'avons toujours prétendu depuis le début, la fermeture de Gentilly-2 est une décision précipitée.

«Comme mairesse de Bécancour, je ne peux que souhaiter qu'enfin, le gouvernement du Québec et Hydro-Québec écouteront la commission et agiront suivant les règles reconnues en pareilles circonstances», a-t-elle déclaré lors d'un point de presse improvisé en fin d'après-midi, en compagnie des porte-parole du Comité d'action stratégique pour la sauvegarde de Gentilly-2, soit Jean-Denis Girard et Patrick Charlebois, les présidents des chambres de

commerce du Centre-du-Québec et de Trois-Rivières.

«Ça a été bâclé rapidement», estime M. Girard. «C'est une décision que le gouvernement a prise sans connaître les tenants et les aboutissants», estime-t-il. «Dans un rapport daté de 2004, Hydro-Québec disait qu'il fallait quatre ans pour faire le déclassement de la centrale», rappelle-t-il.

La députée de Trois-Rivières, Danielle St-Amand, ajoute qu'on «avait bien raison de demander une commission parlementaire sur le sujet. On avait raison d'être inquiet et de dire que ça ne s'improvise pas.»

La députée estime que le chiffre 6,3 milliards \$ qui circule chez les libéraux pour chiffrer le montant de la réfection (chiffre produit par Hydro-Québec dans un rapport d'octobre dernier) sont «gonflés» et que le rapport fait état «des pires scénarios».

Selon MM. Girard et Charlebois, le document de la CCSN a confirmé l'importance pour tous les membres du Comité d'action stratégique de poursuivre leur travail de concertation et de bien se préparer pour la Commission parlementaire qui se déroulera les 29 et 30 janvier à Québec.

Rappelons que le comité s'est réuni mercredi, à Trois-Rivières, pour faire le point sur la situation et coordonner

les efforts de tous les organismes qui en font partie.

«Nous consacrons tous nos efforts pour bien monter et étoffer les mémoires qui seront présentés à Québec. La prochaine date importante pour nous est le 29 janvier prochain», a rappelé Patrick Charlebois pour qui, plus que jamais, la décision du Parti québécois n'est qu'idéologique.

Il a aussi annoncé qu'il veut profiter de la prochaine commission parlementaire pour amener tous les partis de l'opposition à faire connaître clairement leur position sur l'avenir de la centrale nucléaire, advenant que le gouvernement minoritaire Marois soit renversé et qu'il y ait des élections.

«Nous travaillons pour garder cette centrale ouverte dans notre région, a renchéri Jean-Denis Girard. C'est un outil de développement économique et surtout 800 emplois hautement qualifiés que nous nous sommes engagés à sauver. Nous n'avons pas l'intention de lâcher le mor-ceau.»

M. Girard a par ailleurs confirmé que le comité avait obtenu la permission d'inscrire deux autres témoins à ceux qu'il compte faire entendre devant la commission parlementaire soit le docteur Guy Marleau de Polytechnique et le professeur Claude Barbeau de l'Université Laval

D'autre part, l'organisme Nature-Charbonneau de se pencher sur la cadre du projet de réfection de la
Québec a annoncé hier qu'il gestion des contrats accordés à SNC- centrale nucléaire, maintenant défunt.
demandera à la commission Lavalin par Hydro-Québec dans le

© 2012 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20121214-CY-4603827 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

CBV (SRC-R1), Québec (Ref.)
1 janvier 2013

Émission : Nouvelles - Centraide du Grand Montréal

Journaliste : Marie-France Abastado

Lili-Anna Peresa, présidente et directrice générale, Centraide du Grand Montréal

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130102150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

SRC-R1, Montréal (Ref.)
1 janvier 2013

Émission : RADIOJOURNAL - Centraide du Grand Montréal

Journaliste : Marie-France Abastado

Lili-Anna Peresa, présidente et directrice générale, Centraide du Grand Montréal

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130102150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

CBF (SRC-R1), Montréal (Ref.)
2 janvier 2013

Émission : C'est bien meilleur le matin - Centraide du Grand Montréal

Journaliste : Marie-France Abastado

Lili-Anna Peresa, présidente et directrice générale, Centraide du Grand Montréal

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130102150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

CHMP-FM, Montréal (Ref.)
28 décembre 2012

Émission : DUTRIZAC, L'APRÈS-MIDI - Centrale nucléaire Gentilly 2

Animateur : Louis Lacroix

ENTREVUE: LA CENTRALE NUCLÉAIRE GENTILLY 2 CESSE DE PRODUIRE DE L'ÉLECTRICITÉ AUJOURD'HUI.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20121231030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

RDI, MONTRÉAL (Ref.)
28 décembre 2012

Émission : RDI MATIN - Centrale nucléaire Gentilly

Lecteur : Véronique Darveau

ON S'ENTRETIENT AVEC MICHEL FUGÈRE DU MOUVEMENT VERT MAURICIE QUI SE DIT TRÈS HEUREUX DE LA FERMETURE DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE GENTILLY 2.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20121228150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

RDI, MONTRÉAL
25 décembre 2012

Émission : RDI EN DIRECT

Lecteur : Brigitte Bougie

LE PONT JACQUES-CARTIER EST TOUJOURS FERMÉ. UN CAMION HORS-NORME A ACCROCHÉ UN PANNEAU DE SIGNALISATION. AVEC JULES HOUDE, ON PARLE DE CE QUE CELA IMPLIQUE

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20121225150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

SRC-R1, Montréal
3 janvier 2013

Émission : Les années lumière - compteurs intelligents

Journaliste: Janick Tremblay

DES RÉSULTATS CONFIRMÉS EN NOVEMBRE PAR UNE ÉTUDE DE LA REVUE PROTÉGEZ-VOUS ET DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20121224150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

The Gazette

The Gazette (Montreal)

Final

Editorial / Op-Ed, Thursday, 20 December 2012, p. A27

Lili-Anna Peresa

She took Centraide to the next level Michèle Thibodeau-deguire built a solid and lasting foundation for the organization

LILI-ANNA PERESA

The Gazette

takes over Jan. 1 as president and executive director of Centraide of Greater Montreal.

I met Michèle Thibodeau-DeGuire for the first time at the École Polytechnique de Montréal when I was studying electrical engineering. Also a graduate in engineering from this same school, Michèle had come back to her alma mater after two years of serving as the Quebec delegate-general to New England.

At the time, Michèle was responsible for structuring Polytechnique's public relations and co-ordinating its 100,000-square-foot fundraising campaign. This was one year before the tragedy of Dec. 6, 1989. When that event happened, she harnessed all of her resources and showed exemplary leadership and empathy to deal with this unprecedented human crisis.

In April 1991, Michèle left Polytechnique to become president and executive director of Centraide of Greater Montreal. This structural engineer, who had built concrete bridges for 20 years, now found herself building bridges of support between people.

She gradually forged ties between the business sector and the community by getting people involved, bringing them together, innovating and developing projects that meet community needs.

Under her leadership, the money raised from Centraide campaigns more than doubled. In 1991, the final result was \$23 million, whereas today we are approaching the milestone of \$60 million. The money invested in agencies has followed this same growth curve, to the extent that Centraide's network now has more than 370 agencies - making it the largest Centraide/United Way network in the country.

Thanks to Michèle, Centraide began supporting neighbourhood roundtables in the mid-1990s and started focusing on community building, an orientation that still drives the organization's investment strategy. She has also encouraged community agencies to develop leadership that brings people together, a reflection of her own style of leading.

This caring woman has always believed in the important role of volunteers to fulfill Centraide's mission and vision. Involving them,

motivating them, engaging them and recognizing their contributions at every level have been priorities for her. More than 70,000 people work on the Centraide campaign, provide direct services to the community, sit on the board of directors, or work on the allocations committees that analyze funding requests and redistribute money to agencies. Their expertise, time and energy are worth their weight in gold. These individuals ensure thoroughness and transparency in all decision-making for Centraide of Greater Montreal.

A true role model, Michèle has secured the commitment and involvement of so many people in Greater Montreal. Mobilizing an entire community is not an easy task, but Michèle has always been able to find new resources and develop new ideas during her 21 years at the helm of Centraide.

She can be proud to have cemented Centraide's position as a leader and unifying force in philanthropic and social development both locally and nationally. For me, it is an immense honour and privilege to take over the reins from this great Montrealer who has contributed so much to our community's well-being. I look

forward to building upon the solid and lasting foundations that she has laid. On behalf of the entire team of Centraide of Greater Montreal, I extend to Michèle our enormous thanks!

Figure:

VINCENZO D'ALTO, THE GAZETTE

Michèle Thibodeau-DeGuire, outgoing director of Centraide, at the launch of Centraide's fundraising campaign in October.

© 2012 *The Gazette - Montreal ; CEDROM-SNi inc.*

PUBLI-C news-20121220-MG-0047 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



L'Éveil (site web)

Actualités, mercredi, 19 décembre 2012

De l'eau de meilleure qualité pendant toute l'année

Jean-François Carignan

C'est le 10 décembre dernier, au cours d'un point de presse organisé par la Ville, que l'on procédait à l'inauguration du nouveau système de captation d'eau souterraine relié au réseau d'aqueduc municipal de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, un important projet de 5 millions de dollars.

La mairesse de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Sonia Paulus, a souligné qu'il s'agit du plus important projet municipal des 15 dernières années qui contribue à améliorer directement la qualité de vie des citoyens. De par ces infrastructures, les citoyens profitent désormais d'une eau de qualité, en quantité suffisante, à longueur d'année et à meilleur coût.

Selon la mairesse, la croissance de la population exige des infrastructures et des services adéquats pour répondre à la demande. «Nous étions très préoccupés par la croissance de notre quote-part pour le traitement et la distribution de l'eau potable provenant du lac des Deux Montagnes. À cela, il faut ajouter des problèmes récurrents de pression de l'eau en période estivale, sans oublier des avis d'ébullition et des restrictions de la consommation. La solution identifiée par nos experts nous est apparue comme porteuse d'avenir et comportant de multiples avantages», a précisé Mme Paulus.

Un projet majeur pour les citoyens

Les travaux ont été amorcés en décembre 2006. Le projet a été subventionné à hauteur de 60 % par notamment une partie des revenus de la taxe d'accise sur l'essence.

Le projet consiste à capter l'eau souterraine en provenance des anciennes sablières Bon Sable et Val des Sables, situées à l'extrémité ouest du territoire et au sud du chemin d'Oka (route 344). L'eau est présente dans ces endroits et naturellement filtrée par le sable, désinfectée préventivement et distribuée à toutes les résidences et commerces du territoire, soit 15 050 citoyens.

La captation de l'eau souterraine résout définitivement les problèmes de pression d'eau durant l'été. Par surcroît, elle permet d'approvisionner en eau d'excellente qualité qui n'exige qu'une désinfection minime. Les économies pour la Ville sont importantes.

La Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac a pu profiter de l'aide d'experts dans le domaine et sur la participation de la Chaire industrielle en eau potable de l'École polytechnique de Montréal pour la réalisation de ce projet.

Le nouveau système respecte le Règlement sur la qualité de l'eau potable et le Règlement sur le captage

des eaux souterraines. L'eau des deux anciennes sablières est analysée chaque saison, alors que celle des puits subit cette opération chaque mois. Ces analyses, initiées par la Ville, ne sont pas obligatoires en vertu de la réglementation provinciale.

«C'est un grand projet pour la communauté, qui accompagnera efficacement le développement de notre territoire jusqu'à son plein potentiel d'environ 18 000 habitants. Nous offrons un magnifique cadeau de Noël aux Marthelacquois», a affirmé la mairesse Paulus.

Soulignons qu'en raison de ces infrastructures, la quote-part versée à la Régie d'assainissement des eaux usées diminuera de façon significative, soit de 33 %. «Je souligne que nous n'aurons plus à verser une quote-part à la Ville de Deux-Montagnes, car nous nous sommes dotés de notre propre système de captation d'eau souterraine», a mentionné Mme Paulus.

© 2012 L'Éveil (site web) ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20121219-JWE-001 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



L'Action du mercredi (Joliette), no. Vol: 20 No: 6
 Mieux vivre, mercredi, 19 décembre 2012, p. 53

Journée carrière enrichissante Barthélemy-Joliette et Thérèse-Martin

Les élèves de quatrième secondaire des écoles Barthélemy-Joliette et Thérèse-Martin pris part cette semaine à des conférences-carrières.

Près de 15 collaborateurs ont dit oui à ces rencontres. Ceux-ci provenaient du Centre multiservice des Samares, du Cégep régional de Lanaudière, du Centre de santé et services sociaux du nord de Lanaudière et de Techno-diesel.

Des représentants du Centre de formation professionnelle Mont-Laurier, des Cégeps de Trois-Rivières et Lionel-Groulx, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, de l'École Polytechnique de Montréal et des Forces canadiennes y étaient également.

Les conférences de Me Nancy Malo et de l'ambulancière Stéphanie Dandonneau ont été forts appréciées. Ce rendez-vous était piloté par les conseillères en orientation Lyne Vachon, Caroline Massicotte et Julie Therrien.

Illustration(s) :

Une journée carrière enrichissante à Barthélemy-Joliette et Thérèse-Martin. Photo gracieuseté

© 2012 L'Action du mercredi (Joliette) ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20121219-JU-0040 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Agence Science-Presse
Mardi, 18 décembre 2012

Revue scientifique et environnementale de l'année 2012

Cercle scientifique

Découvrez un résumé des faits marquants de 2012 en science et en environnement. Cliquer sur la photo pour agrandir
Par Thomas Gervais

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2012 Agence Science-Presse ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI- WEB-20121218-CAG-004 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

LA CONCORDE

La Concorde (Saint-Eustache), no. Vol: 44 No: 11
Actualités d'ici, mercredi, 19 décembre 2012, p. 5

Sainte-Marthe-sur-le-Lac De l'eau de meilleure qualité pendant toute l'année

JEAN-FRANÇOIS CARIGNAN

C'est le 10 décembre dernier, au cours d'un point de presse organisé par la Ville, que l'on procédait à l'inauguration du nouveau système de captation d'eau souterraine relié au réseau d'aqueduc municipal de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, un important projet de 5 millions de dollars.

La mairesse de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Sonia Paulus, a souligné qu'il s'agit du plus important projet municipal des 15 dernières années qui contribue à améliorer directement la qualité de vie des citoyens. De par ces infrastructures, les citoyens profitent désormais d'une eau de qualité, en quantité suffisante, à longueur d'année et à meilleur coût.

Selon la mairesse, la croissance de la population exige des infrastructures et des services adéquats pour répondre à la demande. «Nous étions très préoccupés par la croissance de notre quote-part pour le traitement et la distribution de l'eau potable provenant du lac des Deux Montagnes. À cela, il faut ajouter des problèmes récurrents de pression de l'eau en période estivale, sans oublier des avis d'ébullition et des restrictions de la consommation. La solution identifiée par nos experts nous est apparue comme porteuse d'avenir et comportant de multiples avantages», a précisé Mme Paulus.

Un projet majeur pour les citoyens

Les travaux ont été amorcés en décembre 2006. Le projet a été subventionné à hauteur de 60 % par notamment une partie des revenus de la taxe d'accise sur l'essence.

Le projet consiste à capter l'eau souterraine en provenance des anciennes sablières Bon Sable et Val des Sables, situées à l'extrémité ouest du territoire et au sud du chemin d'Oka (route 344). L'eau est présente dans ces endroits et naturellement filtrée par le sable, désinfectée préventivement et distribuée à toutes les résidences et commerces du territoire, soit 15 050 citoyens.

La captation de l'eau souterraine résout définitivement les problèmes de pression d'eau durant l'été. Par surcroît, elle permet d'approvisionner en eau d'excellente qualité qui n'exige qu'une désinfection minime. Les économies pour la Ville sont importantes.

La Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac a pu profiter de l'aide d'experts dans le domaine et sur la participation de la Chaire industrielle en eau potable de l'École polytechnique de Montréal pour la réalisation de ce projet.

Le nouveau système respecte le Règlement sur la qualité de l'eau potable et le Règlement sur le captage des eaux souterraines. L'eau des deux anciennes sablières est analysée chaque saison, alors que celle des puits subit cette opération chaque mois. Ces analyses, initiées par la Ville, ne sont pas obligatoires en vertu de la réglementation provinciale.



«C'est un grand projet pour la communauté, qui accompagnera efficacement le développement de notre territoire jusqu'à son plein potentiel d'environ 18 000 habitants. Nous offrons un magnifique cadeau de Noël aux Marthelacquois», a affirmé la mairesse Paulus.

Soulignons qu'en raison de ces infrastructures, la quote-part versée à la Régie d'assainissement des eaux usées diminuera de façon significative, soit de 33 %. «Je souligne que nous n'aurons plus à verser une quote-part à la Ville de Deux-Montagnes, car nous nous sommes dotés de notre propre système de captation d'eau souterraine», a mentionné Mme Paulus.

jfcarignan@groupejcl.com

Illustration(s) :

Photo Michel Chartrand

La mairesse de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Sonia Paulus, actionne ici le nouveau système de captation d'eau souterraine relié au réseau d'aqueduc municipal de Sainte-Marthe-sur-le-Lac.

© 2012 La Concorde (Saint-Eustache) ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20121219-JCO-0003 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Avenir (Anjou, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles), no. Vol: 55 No: 19
Dossier, mardi, 18 décembre 2012, p. 20

Fissure

Sols argileux, quessé ça?

Daphnée Tranchemontagne

Une grande partie du territoire de l'Est est composée de sols argileux. Mais concrètement, qu'est-ce que ça veut dire? Qu'est-ce que ça implique? Afin d'en savoir plus, la journaliste Daphnée Tranchemontagne a interrogé Alfred Jaouich, professeur spécialisé en pédologie et géologie de l'environnement au Département des sciences de la Terre et de l'Atmosphère de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

«Les sols argileux sont un vestige de l'histoire géologique. Il s'agit de dépôts marins qui ont suivi l'ère de glaciation, à l'endroit où se trouvait la mer Champlain. On en retrouve une grande couche de plusieurs mètres de profondeur, principalement dans la région des basses terres du St-Laurent. Il y en a partout à Montréal, mais aussi à Vaudreuil, Rigaud, Chambly et Saint-Hyacinthe, où il y a des terres planes», expose le professeur.

Sur une carte retraçant la géologie montréalaise, on remarque que l'argile marine est présente de manière plus importante dans les secteurs du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont-La Petite-Patrie, de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve; de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles; Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et Montréal-Est.

Une des particularités de ce type de sol est sa grande capacité à retenir de l'eau, ce qui lui confère une bonne stabilité. Toutefois, une fois desséché, il se contracte, ce qui engendre une forte pression sur les fondations.

«Il faut qu'il y ait beaucoup d'eau dans le sol. Dans le cas de l'argile, on parle d'environ 60 % ou 65 %. Durant les mois chauds d'été, l'humidité peut descendre à moins de 10 %. La dernière saison estivale a été d'autant plus problématique parce qu'elle s'est prolongée. Il n'y avait presque plus de nappe d'eau. On pouvait creuser jusqu'à trois mètres sans qu'il y en ait. Il s'agit d'une situation exceptionnelle», fait valoir M. Jaouich.

Un problème connu et des pistes de solutions

«[...] Il y a des solutions pour réduire ce phénomène. Il faut que la terre reste humide, qu'on évite de planter certains arbres à croissance rapide près des maisons, notamment l'érable argenté et le peuplier deltoïde. On a tendance à les mettre à proximité des fondations en oubliant qu'ils vont grandir.

«On a redéveloppé Montréal en construisant sur des remblais, parce que ça coûte moins cher. Ça coûte moins cher de les enterrer et de les recouvrir avec un sol végétal que de retirer les anciennes structures. Ça empêche le ruissellement et l'absorption d'une partie importante d'eau. C'est nous qui avons dénaturé la nature», rappelle M. Jaouich.

Le spécialiste insiste sur l'importance de l'humidité du sol dans la conservation de sa capacité portante. D'ailleurs, l'École polytechnique s'est déjà penchée sur le cas de l'hydratation en profondeur des sols argileux. Aucune mesure en ce sens n'est envisagée à court ou moyen terme par la Ville de Montréal, a laissé savoir Patricia Lowe, des relations médias.

daphnée.tranchemontagne@tc.tc



Illustration(s) :

(Photo: Patrick Deschamps)

© 2012 *Avenir (Anjou, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles) ; CEDROM-SNi inc.*

PUBLI-C news-20121218-JA-0014 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Yahoo! Finance Québec
Accueil, mardi, 18 décembre 2012 - 02:13:23 +0000

Claude Vachet se joint à Cycle Capital à ...

MONTREAL, le 17 déc. 2012 /CNW Telbec/ - Madame Andrée-Lise Méthot, fondatrice et associée directrice de Cycle Capital Management (Cycle Capital) a le plaisir d'annoncer que monsieur Claude Vachet se...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2012 Yahoo! Finance Québec ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20121218-IYAF-13557968031332769235 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Saint-Hubert (QC)
final
Nouvelles, mercredi, 12 décembre 2012, p. 6

Projet de recherche sur le recyclage d'avions : un fuselage arrive à Saint-Hubert

LE JOURNAL DE SAINT-HUBERT

Un avion CRJ100 hors service de Bombardier a récemment fait son arrivée au Centre technologique en aérospatiale (CTA) situé à l'École nationale d'aérotechnique (ÉNA) de Saint-Hubert. L'appareil, un don de Bombardier Aéronautique, sera utilisé pour un premier projet de recherche au Canada en matière de recyclage d'avions, projet piloté par Polytechnique Montréal.

En provenance de l'Arizona, l'avion a été découpé afin d'être installé sur deux camions. Les ailes et la queue sont arrivées à Saint-Hubert le 17 octobre. Le fuselage, d'une longueur de plus de 75 pieds, est pour sa part parvenu au CTA le 13 novembre, et a été déchargé par deux grues.

Cet avion CRJ100 servira de plateforme pour un important projet de recherche sur l'analyse du cycle de fin de vie des aéronefs. Cette initiative, appuyée par le Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale au Québec (CRIAQ), regroupe des chercheurs et des gens de l'industrie qui unissent leur expertise pour étudier les meilleures façons de désassembler des avions en fin de vie de manière sécuritaire et efficace tout en s'assurant de préserver au mieux la valeur des pièces de l'avion et de respecter les normes environnementales.

De nombreux appareils à démanteler

Au cours des vingt prochaines années, on estime qu'il y aura environ de 250

à 300 avions commerciaux par an qui seront mis hors service. Les industries se retrouveront donc avec un nombre important d'appareils à démanteler de manière sécuritaire et efficace. La recherche porte autant sur l'optimisation du désassemblage de pièces d'avions réutilisables, que sur le démantèlement et le recyclage des matériaux.

La première partie du projet, soit le désassemblage et la réutilisation, s'est effectuée en Arizona et a été un succès. S'amorce maintenant la deuxième partie, qui est l'optimisation du recyclage des matériaux.

L'équipe de recherche effectuera les tests sur l'avion CRJ100 en fin de vie afin de formuler des recommandations qui permettront d'évaluer le cycle de vie d'un appareil et d'élaborer une approche de conception pour les futurs avions «verts».

Responsabilité sociale

«La responsabilité sociale d'entreprise est une priorité pour Bombardier Aéronautique et notre engagement en matière d'environnement est un volet essentiel de notre stratégie, indique la viceprésidente, Affaires publiques, communications et responsabilité sociale d'entreprise pour Bombardier Aéronautique, Hélène V. Gagnon. Les résultats des recherches nous permettront d'identifier le niveau de recyclabilité de l'avion, tout en aidant à développer des critères de vie qui

seront intégrés dans la conception de futurs avions.»

«Recueillir des données sur le traitement des avions en fin de vie est une étape cruciale du chantier de l'avion vert de l'avenir, souligne quant à lui le dg de Polytechnique Montréal, Christophe Guy. En plus des retombées directes pour l'industrie, l'environnement et la société, le projet permettra de former une vingtaine d'étudiants qui seront aux premières loges du développement de la prochaine génération d'avions plus efficaces et plus respectueux de l'environnement.»

«Avec notre expertise pointue en aéronautique et l'appui des professeurs chevronnés de l'ÉNA, nous avons su relever un défi logistique important lors du démantèlement et du transport du biréacteur CRJ100, raconte pour sa part le dg du CTA, Pascal Désilets. Le CTA était présent en Arizona avec des étudiants de l'École Polytechnique et de l'École de technologie supérieure pour recueillir le maximum d'informations sur les étapes de fin de vie des aéronefs afin d'alimenter les suites du projet de recherche.»

Le projet est doté d'un budget global de 1,5 M\$ provenant du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie (CRSNG), des partenaires Bombardier Aéronautique, Bell Helicopter Textron, Aluminerie

+ t.

Alouette, BFI Canada, Sotrem-Maltech, du CRIAQ, de Nano Québec et de MITACS, en plus de compter sur la collaboration du CTA, de l'Université Laval, de l'École de technologie supérieure (ETS) et de l'Université McGill. Le projet est piloté par Kahina Oudjehani, leader +t. Masclé, professeur titulaire à Polytechnique.

Sources : ÉNA, CTA, Bombardier Aéronautique et Polytechnique

en Écoconception chez Bombardier Aéronautique, et par Christian

© 2012 *Le Journal de Saint-Hubert (QC)* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20121212-QJOC-121216272535029 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse Affaires (site web) - La Presse
Dimanche, 16 décembre 2012

De Rosemont à l'espace

Philippe Mercure

Elles n'ont souvent aucun revenu et carburent au risque et à l'ambition. Mais certaines entreprises en démarrage connaissent des décollages spectaculaires. La Presse Affaires a passé un an dans les coulisses de Carré Technologies. Leur produit, un chandail high tech qui peinait à trouver sa niche, est maintenant testé autant par des astronautes que des athlètes professionnels.

«Ce sont mes REER qui sont là-dedans.» Jean-François Roy pointe une carte électronique branchée à un t-shirt duquel émergent des fils électriques. Un conseiller financier évaluerait probablement le risque du placement à «extrême». Et le jeune homme le sait mieux que personne.

Nous sommes le 11 octobre 2011 dans un local de Rosemont-La-Petite-Patrie, quelque part entre une usine de métal et une voie ferrée. C'est dans cet espace de 500 pieds carrés que sont dirigées les opérations de Carré Technologies - une boîte qui veut casser la baraque en commercialisant des vêtements intelligents.

Jean-François Roy est le chef des technologies de l'entreprise. Avec le président, Pierre-Alexandre Fournier, il en est aussi le fondateur. Deux employés complètent l'équipe. Pour l'instant, celle-ci n'a ni clients, ni revenus.

Carré Technologies vient cependant d'accoucher d'un prototype

fonctionnel: un chandail de sport truffé de capteurs capable de mesurer les signes vitaux de celui qui l'enfile. Nom officiel: l'Hexoskin.

Un électrocardiogramme, deux capteurs de respiration, un accéléromètre 3D: l'Hexoskin capte le moindre signal biologique, puis le transmet à une carte électronique cachée dans le chandail. Cette-ci communique par technologie Bluetooth avec un iPhone, qui affiche et analyse les données.

«Au début, quand on passait ça au lavage, il y avait plein de choses qui lâchaient - la colle, les soudures. Là, ça tient, se réjouit Pierre-Alexandre Fournier. Notre objectif, c'est maintenant de produire dix unités identiques avec une qualité constante.»

Ce prototype est le fruit d'un long cheminement. Pierre-Alexandre et Jean-François sont de vieux amis qui ont fait leur cegep ensemble, leur baccalauréat en génie électrique aussi. Après avoir complété des maîtrises et tâté le marché du travail, ils se sont retrouvés pour réaliser un vieux rêve: se lancer en affaires.

Carré Technologies naît en 2006 avec un objectif: analyser des données médicales.

«On se posait plein de questions, raconte Pierre-Alexandre. Quels sont les effets d'un entraînement sur la

santé? Est-ce que boire du café, ça change quelque chose? Et bien dormir? On pensait analyser des données pour y répondre. Sauf qu'on a réalisé que des données, il n'y en avait pas!»

D'où l'idée de fabriquer un vêtement capable d'en recueillir. Les deux amis bricolent un laboratoire chez Jean-François et se mettent à l'ouvrage. Pour gagner leur vie en attendant de commercialiser leur invention, ils mettent leur expertise en traitement de signal à profit pour réaliser des mandats de consultation.

En 2010, ils louent un local, puis prennent une grande décision: abandonner la consultation, même s'il s'agit de leur unique source de revenus, pour se consacrer entièrement à l'Hexoskin.

«On a joué le tout pour le tout, dit Pierre-Alexandre. On a pris des cartes de crédit, des marges, on a réhypothéqué nos maisons...»

Aujourd'hui, chacun des fondateurs estime avoir mis environ 100 000\$ de son argent personnel dans l'aventure. Les sacrifices sont immenses. Les risques, élevés. Et les gains, encore hypothétiques.

14 octobre 2011: le décollage

Trois jours à peine après notre première visite, les choses basculent pour Carré Technologies. En après-midi, Jean-François reçoit un appel



EUREKA.CC

une solution de CEDROM SNI

d'une fonctionnaire des travaux publics du gouvernement fédéral.

Il n'est pas surpris. Carré Technologies a répondu en avril à un appel d'offres de l'Agence spatiale canadienne, qui cherche des vêtements intelligents pour l'entraînement au sol de ses astronautes. Jean-François croit à une autre demande de documents pour compléter le dossier. « Je vous envoie le contrat. Vous me le renvoyez signé », dit son interlocutrice, avant de raccrocher.

Il faut un moment à Jean-François pour réaliser que Carré vient de décrocher un contrat de l'Agence spatiale canadienne. Son premier lié à l'Hexoskin, et pas n'importe lequel.

Ce coup de fil change tout pour la jeune entreprise. D'abord, Pierre-Alexandre et Jean-François reçoivent la confirmation que leur projet n'est pas qu'un rêve en l'air. L'Hexoskin répond à des besoins réels. Et des clients sont prêts à payer pour.

Le contrat stipule que l'Agence versera jusqu'à 750 000\$ à Carré Technologies en divers paiements à mesure que l'entreprise livrera sa technologie. Carré devra fournir des chandails intelligents, mais aussi un logiciel capable d'analyser les signes vitaux des astronautes et un autre pour simuler les conditions d'entraînement. Si elle livre comme prévu, elle peut désormais compter sur des revenus réguliers.

Surtout, l'Agence spatiale donne une crédibilité instantanée à la jeune équipe.

« C'est quelque chose qu'on utilise tant pour recruter des employés que dans la recherche de financement ou

de nouveaux clients », dira plus tard Pierre-Alexandre.

Les deux amis, qui soupent souvent ensemble avec leur conjointe et leurs enfants, débouchent une bonne bouteille ce soir-là. Mais les célébrations, de l'aveu même de Pierre-Alexandre, sont « austères ». Car si les entrepreneurs sont heureux, ils ne cachent pas leur stress. « L'Agence s'attend à ce qu'on commence lundi prochain, explique Pierre-Alexandre. Le problème, c'est qu'on n'a pas encore les ressources pour ça ! »

Le travail, le vrai, commence.

Un hiver sur les chapeaux de roues

Grossir l'équipe. Pour Pierre-Alexandre et Jean-François, l'objectif devient rapidement une obsession. Ils cherchent un technicien en électronique, mais surtout, des programmeurs informatiques. Le problème, c'est que toute la ville se les arrache.

« C'est loin d'être évident de trouver les gens qui ont les compétences qu'on cherche, confie Pierre-Alexandre. Il faut que les candidats soient prêts à travailler dans une startup, avec les risques que ça comporte. Ici, tout le monde doit prendre des initiatives. Un programmeur qui rêve de faire des effets spéciaux chez Ubisoft ne s'intéressera pas à notre projet, et je ne peux concurrencer Ubisoft sur le salaire. Personne ne va trouver son compte. »

Pour Pierre-Alexandre et Jean-François, deux jeunes pères de famille, la journée type laisse peu de place à la détente. Leur premier « quart de travail » se déroule de 8h00 à 18h00. Les entrepreneurs filent

ensuite à la maison pour un souper en famille, suivi des bains et des histoires. À 21h00, ils sont de retour au bureau, qu'ils ne quittent qu'à minuit.

« On travaille aussi la fin de semaine, même si on essaie d'éviter. Il faut trouver un équilibre entre la famille et le travail », lance Pierre-Alexandre.

Pendant que le président tente de structurer son entreprise, Jean-François, lui, s'assure que le produit progresse.

Le textile des vêtements, l'électronique des capteurs, l'informatique des serveurs et des logiciels qui stockeront et analyseront les données : les défis sont incroyablement variés et arrivent de partout à la fois.

« Ça, on a cherché ça partout dans le monde, dit Jean-François en brandissant un lacet qui contient des fils conducteurs. On a demandé des soumissions en Angleterre, à Taïwan, au Danemark... Finalement, on l'a trouvé sur la rue Chabanel. Ce n'est pas une blague. »

« Il y a un danger réel de s'éparpiller, confie-t-il. Dans notre cas, on ne construit pas seulement une nouvelle entreprise, mais pratiquement une nouvelle industrie. On doit aligner des dizaines de manufacturiers qui ne sont pas du tout habitués à faire ce qu'on leur demande. »

Le 16 janvier, Carré frappe un grand coup. Elle recrute Yvan Ouellet, un vieux routier de l'industrie qui a notamment été chef des ventes pour les Amériques chez Softimage et grand patron de l'entreprise Algolith. L'homme a aussi déjà lancé sa propre société en démarrage.

« J'étais dû pour autre chose et je cherchais de jeunes entrepreneurs en besoin de cheveux gris, explique Yvan Ouellet. On m'a présenté à Pierre-Alexandre et Jean-François et j'ai été vraiment impressionné. Les entrepreneurs ont souvent des égos trop gros pour rentrer dans les immeubles. Pas eux. Ils ont eu la maturité de reconnaître qu'ils n'avaient pas toutes les compétences requises pour réussir un lancement de produit. »

« Un atout incroyable pour l'équipe, dit Pierre-Alexandre. Il apporte une expérience qu'on n'a pas. Il structure plein de choses. »

Le 9 février, autre coup de théâtre. Carré Technologies signe un accord de licence avec Bodyhype, un manufacturier de vêtements de sport de St-Hubert qui veut intégrer la technologie dans les uniformes qu'il vend aux joueurs de hockey, soccer et autres sports d'équipe.

« Pour nous, c'est une grosse marque de confiance », dit Jean-François Roy.

Printemps 2012: les affaires décollent... mais la production ne suit pas

Carré Technologies émerge de l'hiver méconnaissable par rapport à ce qu'elle était à l'automne.

Dans le bâtiment de la rue De Gaspé, l'entreprise occupe maintenant trois locaux distincts. Le premier sent la colle et la soudure. De jeunes employés y manipulent des vêtements de sport installés sur des mannequins, pendant que d'autres bidouillent de l'électronique sur des tables couvertes de circuits imprimés et de téléphones intelligents.

Le deuxième local est silencieux. Une poignée de programmeurs, écouteurs vissés aux oreilles, y tapent du code informatique.

Le troisième est consacré à l'administration. La liste de paie de Carré Technologies compte maintenant neuf employés, dont une jeune designer de vêtements, deux programmeurs seniors et un technicien en informatique.

Un chef des finances à temps partiel et trois stagiaires universitaires complètent l'équipe, qui compte même... un robot. Un étudiant de l'École polytechnique a conçu un buste qui simule des battements cardiaques et autres signes vitaux, permettant de tester l'Hexoskin.

Est-ce la crédibilité amenée par l'Agence spatiale? Le développement des affaires, en tout cas, avance bien. Presque trop bien.

Stéphane Dubé et Stéfano Lanni, deux entraîneurs du Centre Performe Plus qui s'occupent de la préparation physique d'athlètes de haut niveau, acceptent de tester l'Hexoskin sur leurs poulains. Alexandre Burrows, des Canucks de Vancouver, Danny Bourgeois, de l'équipe canadienne de snowboard, et Alexandre Dupuis, un joueur de football des Carabins de l'Université de Montréal, font partie des athlètes qui revêtent le chandail à l'entraînement.

Mais il n'y a pas que les sportifs qui s'intéressent à la technologie. L'entreprise en démarrage OM Signal s'est aussi installée dans le même bâtiment que Carré. Son vidéo promotionnel montre une femme pratiquant le yoga sur une musique zen. L'entreprise veut faire des vêtements permettant de se «

reconnecter à soi-même ». Et pour ça, elle compte sur les données biométriques de Carré.

Pour cette dernière, ces premiers utilisateurs sont davantage des partenaires que des clients. Les versions qu'ils acquièrent sont encore des prototypes qu'on verrait mal en vente chez Sports Expert, par exemple. Le logiciel d'analyse de données, notamment, n'est pas encore en mesure de gagner des prix de convivialité.

« Eux nous donnent des commentaires sur l'application, et nous on l'adapte sur mesure à leurs besoins, dit Yvan Ouellet. C'est un échange. »

Bientôt, les appels entrent de la part de clients potentiels que l'entreprise n'a souvent même pas sollicités. Neurosport, une entreprise québécoise qui fait le suivi d'athlètes victimes de commotion cérébrale, veut des chandails Hexoskin pour faciliter son travail. Des universitaires souhaitent les utiliser pour assurer le suivi médical de paysans de l'Inde vivant loin des centres médicaux. Une importante entreprise américaine en réclame pour mesurer la fatigue des camionneurs.

Cet intérêt fait évidemment la joie de Carré. Le hic, c'est qu'elle ne parvient pas à suivre.

« Notre problème, actuellement, c'est qu'on n'est pas encore en production », lance Jean-François Roy, préoccupé.

« Quand les clients appellent, on ne refuse pas. Mais on leur dit qu'on va livrer seulement dans plusieurs mois », dit Pierre-Alexandre.

Malgré le stress, le doyen de l'équipe, lui, semble s'amuser comme un gamin.

« Il y a quelques mois, on avait un concept sur papier, dit Yvan Ouellet. Là, on assemble les pièces et le bébé prend vie. Moi, j'ai déjà vécu ça, mais pas eux. Et c'est un moment complètement magique. »

L'équipe répond aussi à un deuxième appel d'offres du gouvernement fédéral, mais l'échappe. Même si l'obtention du contrat aurait mis une pression énorme sur l'entreprise, le refus passe de travers.

« On était vraiment confiant là-dessus. Et notre réaction a été : what the hell? » dit Yvan Ouellet, qui croit que la petite entreprise a dérangé quelques gros joueurs établis au cours du processus.

Carré Technologies compte aussi un autre bassin d'utilisateurs précoces : ses propres employés. Chacun d'entre eux possède un Hexoskin et est encouragé à le porter autant en dormant qu'en faisant du sport.

Pierre-Alexandre, Jean-François et Yvan en portent aussi sous leur chemise lorsqu'ils rencontrent clients, investisseurs et employés potentiels. Sur leur iPhone, ils exhibent en direct leur propre électrocardiogramme sous les yeux ébahis des interlocuteurs.

« Plus efficace qu'un Power Point », résume Pierre-Alexandre.

Été 2012: lancement retardé et congédiements

Carré Technologies rêve maintenant d'un lancement officiel. Une conférence de presse en présence de quelques clients satisfaits - des

athlètes connus, par exemple - est dans les plans.

L'équipe vise le début de la saison de soccer... pour s'apercevoir qu'elle n'est pas prête. Le logiciel, encore lui, n'est pas aussi avancé qu'on ne l'espérait.

« Ça ne sert à rien de faire grimper les attentes pour n'être pas capable de livrer », raisonne Pierre-Alexandre.

En juin, cette entreprise pour qui la recherche d'employés est une préoccupation quotidienne prend aussi une décision difficile : congédier deux travailleurs.

« Le bilan n'était pas ce qu'on aurait voulu, explique Pierre-Alexandre. L'environnement des startups ne convient pas à tout le monde et on en est bien conscient. »

Entre tout ça, une tâche gruge une grande partie du temps : la recherche de financement. Comme toute entreprise en démarrage qui doit développer son invention avant de la vendre, Carré a besoin de carburant pour avancer.

Le contrat de l'Agence spatiale assure certains revenus, mais ils sont insuffisants. L'entreprise tire le maximum des divers programmes gouvernementaux à sa disposition. Prêt de la Corporation de développement économique communautaire Rosemont-Petite-Patrie, crédits d'impôt à la recherche et au développement, Programme d'aide à la recherche industrielle, alouette : cette aide est essentielle, mais exige souvent que Carré débourse l'argent avant d'être remboursée. Le problème des flux de trésorerie, bien connu des petites sociétés en croissance, devient un stress quotidien.

En août, soulagement : un groupe d'anges financiers composés de proches et d'amis accepte d'injecter quelques centaines de milliers dans l'entreprise. Mais l'argent vient avec des obligations.

« Pour la première fois, on a des actionnaires externes, dit Pierre-Alexandre Fournier. Ça amène une autre organisation, une autre façon de communiquer... Ça enlève un certain stress, c'est sûr. Mais ça en crée aussi un nouveau. »

Automne 2012: cap vers la commercialisation

Un an après notre première visite chez Carré Technologies, l'entreprise n'a rien à voir avec celle que nous avions découverte. Seize employés permanents et une vingtaine au total composent maintenant l'équipe.

Pour la deuxième fois en moins de dix mois, Carré est à l'étroit dans ses locaux. Un déménagement dans un bâtiment voisin est prévu pour février.

Après avoir raté la saison de soccer, l'équipe a tenté de coordonner son lancement officiel avec le double coup d'envoi du football et du hockey. Mais encore une fois, elle a décidé d'attendre. Le produit n'était toujours pas prêt.

En septembre, la Ligue de hockey junior majeur du Québec (LHJMQ) a néanmoins annoncé un projet-pilote basé sur des vêtements intégrant la technologie Hexoskin. Les joueurs des Phoenix de Sherbrooke et des Voltigeurs de Drummondville les porteront afin de suivre leur condition physique. La LHJMQ souhaite utiliser les données pour instaurer une procédure de réadaptation pour les joueurs blessés.

Carré Technologies a lancé en novembre une production de 1000 unités, de loin la plus importante de son histoire. L'objectif : bâtir un inventaire pour le fameux lancement officiel, maintenant prévu au début de l'an prochain.

« Cette fois, on sait que le produit va être beau et que le logiciel va être à la hauteur, dit Pierre-Alexandre. Et les unités ont toutes les certifications requises. »

Après le développement technologique, l'entreprise se prépare à passer en mode commercial. Logiciels pour suivre les commandes, employés de soutien à la clientèle, force de marketing : elle doit se doter d'un tout nouvel arsenal d'outils.

Le plan est simple : Carré veut démontrer le potentiel commercial de

l'Hexoskin, puis aller cogner à la porte des investisseurs. Cette fois, c'est quelques millions qu'on veut décrocher pour faire un vrai déploiement international.

« La chenille va devoir sortir de son cocon et devenir un papillon, dit Yvan Ouellet. On n'est plus un projet de recherche. On ne peut plus rester une petite entreprise en développement. Il faut qu'on adopte un mode commercial. »

Mais comptez sur le chef des technologies, Jean-François Roy, pour s'assurer que le développement technologique demeure au coeur des activités de Carré.

« Le volet commercial démarre, mais on va rester une entreprise de recherche et de développement, promet-il. L'Hexoskin va évoluer et

on va inventer de nouveaux produits. »

Son bilan de l'année qui vient de passer?

« Ça va vite. Très vite », répond-il. Pas question, toutefois, de dire que les résultats surpassent les attentes.

« J'aurais aimé qu'on soit encore plus loin, lance-t-il. On a fait des erreurs, on a perdu du temps et de l'argent, on s'est trompé avec certaines embauches. Mais on apprend et je suis content. L'équipe actuelle est bonne. Et surtout, c'est dynamique. On a du fun, ici. »

© 2012 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20121216-LZ-4604036 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse

La Presse Affaires, samedi, 15 décembre 2012, p. LA PRESSE AFFAIRES2

UN AN DANS LA VIE D'UNE ENTREPRISE EN DÉMARRAGE LE GRAND DÉCOLLAGE DE CARRÉ TECHNOLOGIES

Philippe Mercure

En octobre 2011, Carré Technologies avait quatre employés, aucun client et un grand rêve : commercialiser des vêtements intelligents. Un an plus tard, l'entreprise de 16 employés a gagné la confiance autant des astronautes de l'Agence spatiale canadienne que des athlètes professionnels. La Presse Affaires a suivi l'équipe pendant un an pour comprendre les réalités d'une entreprise en démarrage. Récit d'un décollage.

"Ce sont mes REER qui sont là-dedans." Jean-François Roy montre une carte électronique branchée à un t-shirt duquel émergent des fils électriques. Un conseiller financier évaluerait probablement le risque du placement à "extrême". Et le jeune homme le sait mieux que quiconque.

Nous sommes le 11 octobre 2011 dans un local de Rosemont-La Petite-Patrie, quelque part entre une usine de métal et une voie ferrée. C'est dans cet espace de 500 pieds carrés que sont dirigées les activités de Carré Technologies - une boîte qui veut casser la baraque en commercialisant des vêtements intelligents.

Jean-François Roy est le chef des technologies de l'entreprise. Avec le président, Pierre-Alexandre Fournier, il en est aussi le fondateur. Deux employés complètent l'équipe. Pour l'instant, celle-ci n'a ni clients ni revenus.

Carré Technologies vient cependant d'accoucher d'un prototype fonctionnel: un chandail de sport truffé de capteurs capables de mesurer les signes vitaux de celui qui le porte. Nom officiel: l'Hexoskin.

Un électrocardiogramme, deux capteurs de respiration, un accéléromètre 3D: l'Hexoskin capte le moindre signal biologique, puis le transmet à une carte électronique cachée dans le chandail. Celle-ci communique par technologie Bluetooth avec un iPhone, qui affiche et analyse les données.

"Au début, quand on passait ça au lavage, il y avait plein de choses qui lâchaient - la colle, les soudures. Là, ça tient, se réjouit Pierre-Alexandre Fournier. Notre objectif, c'est maintenant de produire 10 unités identiques avec une qualité constante."

Ce prototype est le fruit d'un long cheminement. Pierre-Alexandre et Jean-François sont de vieux amis qui ont fait leur cégep ensemble, leur baccalauréat en génie électrique aussi. Après avoir obtenu des maîtrises et tâté le marché du travail, ils se sont retrouvés pour réaliser un vieux rêve: se lancer en affaires.

Carré Technologies naît en 2006 avec un objectif: analyser des données médicales.

"On se posait plein de questions, raconte Pierre-Alexandre. Quels sont les effets d'un entraînement sur la santé? Est-ce que boire du café, ça change quelque chose? Et bien dormir? On pensait analyser des données pour y répondre. Sauf qu'on a réalisé que des données, il n'y en avait pas!"



D'où l'idée de fabriquer un vêtement capable d'en recueillir. Les deux amis bricolent un laboratoire chez Jean-François et se mettent à l'ouvrage. Pour gagner leur vie en attendant de commercialiser leur invention, ils mettent leur expertise en traitement de signal à profit pour réaliser des mandats de consultation.

En 2010, ils louent un local, puis prennent une grande décision: abandonner la consultation, même s'il s'agit de leur unique source de revenus, pour se consacrer entièrement à l'Hexoskin.

"On a joué le tout pour le tout, dit Pierre-Alexandre. On a pris des cartes de crédit, des marges, on a réhypothéqué nos maisons..."

Aujourd'hui, chacun des fondateurs estime avoir mis environ 100 000\$ de son argent personnel dans l'aventure. Les sacrifices sont immenses. Les risques, élevés. Et les gains, encore hypothétiques.

14 OCTOBRE 2011

Le décollage

Trois jours à peine après notre première visite, les choses basculent pour Carré Technologies. En après-midi, Jean-François reçoit un appel d'une fonctionnaire des Travaux publics du gouvernement fédéral.

Il n'est pas surpris. Carré Technologies a répondu en avril à un appel d'offres de l'Agence spatiale canadienne, qui cherche des vêtements intelligents pour l'entraînement au sol de ses astronautes. Jean-François croit à une autre demande de documents pour compléter le dossier. "Je vous envoie le contrat. Vous me le renvoyez signé", dit son interlocutrice, avant de raccrocher.

Il faut un moment à Jean-François pour réaliser que Carré vient de décrocher un contrat de l'Agence spatiale canadienne. Son premier lié à l'Hexoskin, et pas n'importe lequel.

Ce coup de fil change tout pour la jeune entreprise. D'abord, Pierre-Alexandre et Jean-François reçoivent la confirmation que leur projet n'est pas qu'un rêve en l'air. L'Hexoskin répond à des besoins réels. Et des clients sont prêts à payer pour.

Le contrat stipule que l'Agence versera jusqu'à 750 000\$ à Carré Technologies en divers paiements à mesure que l'entreprise livrera sa technologie. Carré devra fournir des chandails intelligents, mais aussi un logiciel capable d'analyser les signes vitaux des astronautes et un autre pour simuler les conditions d'entraînement. Si elle livre comme prévu, elle peut désormais compter sur des revenus réguliers.

Surtout, l'Agence spatiale donne une crédibilité instantanée à la jeune équipe.

"C'est quelque chose qu'on utilise tant pour recruter des employés que dans la recherche de financement ou de nouveaux clients", dira plus tard Pierre-Alexandre.

Les deux amis, qui soupent souvent ensemble avec leurs conjointes et leurs enfants, débouchent une bonne bouteille ce soir-là. Mais les célébrations, de l'aveu même de Pierre-Alexandre, sont "austères". Car si les entrepreneurs sont heureux, ils ne cachent pas leur stress. "L'Agence s'attend à ce qu'on commence lundi prochain, explique Pierre-Alexandre. Le problème, c'est qu'on n'a pas encore les ressources pour ça!"

Le travail, le vrai, commence.

PRINTEMPS 2012

Les affaires décollent... mais la production ne suit pas

Carré Technologies émerge de l'hiver méconnaissable par rapport à ce qu'elle était à l'automne.

Dans le bâtiment de la rue De Gaspé, l'entreprise occupe maintenant trois locaux distincts. Le premier sent la colle et la soudure. De jeunes employés y manipulent des vêtements de sport installés sur des mannequins, pendant que d'autres bidouillent de l'électronique sur des tables couvertes de circuits imprimés et de téléphones intelligents.

Le deuxième local est silencieux. Une poignée de programmeurs, écouteurs vissés aux oreilles, y tapent du code informatique.

Le troisième est consacré à l'administration. La liste de paie de Carré Technologies compte maintenant neuf employés, dont une jeune designer de vêtements, deux programmeurs chevronnés et un technicien en informatique.

Un chef des finances à temps partiel et trois stagiaires universitaires complètent l'équipe, qui compte même... un robot. Un étudiant de l'École polytechnique a conçu un buste qui simule des battements cardiaques et d'autres signes vitaux, permettant de tester l'Hexoskin.

Est-ce la crédibilité amenée par l'Agence spatiale? Le développement des affaires, en tout cas, avance bien. Presque trop bien.

Stéphane Dubé et Stéfano Lanni, deux entraîneurs du Centre Performe Plus qui s'occupent de la préparation physique d'athlètes de haut niveau, acceptent de tester l'Hexoskin sur leurs poulains. Alexandre Burrows, des Canucks de Vancouver, Danny Bourgeois, de l'équipe canadienne de snowboard, et Alexandre Dupuis, joueur de football des Carabins de l'Université de Montréal, font partie des athlètes qui revêtent le chandail à l'entraînement.

Mais il n'y a pas que les sportifs qui s'intéressent à la technologie. L'entreprise en démarrage OM Signal s'est aussi installée dans le même bâtiment que Carré. Sa vidéo promotionnelle montre une femme pratiquant le yoga sur une musique zen. L'entreprise veut faire des vêtements permettant de se "reconnecter à soi-même". Et pour ça, elle compte sur les données biométriques de Carré.

Pour cette dernière, ces premiers utilisateurs sont davantage des partenaires que des clients. Les versions qu'ils acquièrent sont encore des prototypes qu'on verrait mal en vente chez Sports Experts, par exemple. Le logiciel d'analyse de données, notamment, n'est pas encore en mesure de gagner des prix de convivialité.

"Eux nous donnent des commentaires sur l'application, et nous, on l'adapte sur mesure à leurs besoins, dit Yvan Ouellet. C'est un échange."

Bientôt, les appels entrent de la part de clients potentiels que l'entreprise n'a souvent même pas sollicités. Neurosport, une entreprise québécoise qui fait le suivi d'athlètes victimes d'une commotion cérébrale, veut des chandails Hexoskin pour faciliter son travail. Des universitaires souhaitent les utiliser pour assurer le suivi médical de paysans de l'Inde vivant loin des centres médicaux. Une importante entreprise américaine en réclame pour mesurer la fatigue des camionneurs.

Cet intérêt fait évidemment la joie de Carré. Le hic, c'est qu'elle ne parvient pas à suivre.

"Notre problème, actuellement, c'est qu'on n'est pas encore en production", lance Jean-François Roy, préoccupé.

"Quand les clients appellent, on ne refuse pas. Mais on leur dit qu'on va livrer seulement dans plusieurs mois", dit Pierre-Alexandre.

Malgré le stress, le doyen de l'équipe, lui, semble s'amuser comme un gamin.

"Il y a quelques mois, on avait un concept sur papier, dit Yvan Ouellet. Là, on assemble les pièces et le bébé prend vie. Moi, j'ai déjà vécu ça, mais pas eux. Et c'est un moment complètement magique."

L'équipe répond aussi à un deuxième appel d'offres du gouvernement fédéral, mais sans succès. Même si l'obtention du contrat aurait mis une pression énorme sur l'entreprise, le refus passe de travers.

"On était vraiment confiant là-dessus. Et notre réaction a été: what the hell?" dit Yvan Ouellet, qui croit que la petite entreprise a dérangé quelques grands acteurs établis au cours du processus.

Carré Technologies compte aussi un autre bassin d'utilisateurs précoces: ses propres employés. Chacun possède un Hexoskin et est encouragé à le porter autant en dormant qu'en faisant du sport.

Pierre-Alexandre, Jean-François et Yvan en portent aussi un sous leur chemise lorsqu'ils rencontrent clients, investisseurs et employés potentiels. Sur leur iPhone, ils exhibent en direct leur propre électrocardiogramme sous le regard ébahi des interlocuteurs.

"Plus efficace qu'un Power Point", résume Pierre-Alexandre.

HIVER 2011-2012

Un hiver sur les chapeaux de roues

Grossir l'équipe. Pour Pierre-Alexandre et Jean-François, l'objectif devient rapidement une obsession. Ils cherchent un technicien en électronique, mais surtout, des programmeurs informatiques. Le problème, c'est que toute la ville se les arrache.

"C'est loin d'être évident de trouver les gens qui ont les compétences qu'on cherche, confie Pierre-Alexandre. Il faut que les candidats soient prêts à travailler dans une start-up, avec les risques que ça comporte. Ici, tout le monde doit prendre des initiatives. Un programmeur qui rêve de faire des effets spéciaux chez Ubisoft ne s'intéressera pas à notre projet, et je ne peux concurrencer Ubisoft sur le salaire. Personne ne va trouver son compte."

Pour Pierre-Alexandre et Jean-François, deux jeunes pères de famille, la journée type laisse peu de place à la détente. Leur premier "quart de travail" se déroule de 8h à 18h. Les entrepreneurs filent ensuite à la maison pour un souper en famille, suivi des bains et des histoires. À 21h, ils sont de retour au bureau, qu'ils ne quittent qu'à minuit.

"On travaille aussi la fin de semaine, même si on essaie de l'éviter. Il faut trouver un équilibre entre la famille et le travail", lance Pierre-Alexandre.

Pendant que le président tente de structurer son entreprise, Jean-François, lui, s'assure que le produit progresse.

Le textile des vêtements, l'électronique des capteurs, l'informatique des serveurs et des logiciels qui stockeront et analyseront les données: les défis sont incroyablement variés et arrivent de partout à la fois.

"Ça, on a cherché ça partout dans le monde, dit Jean-François en brandissant un lacet qui contient des fils conducteurs. On a demandé des soumissions en Angleterre, à Taiwan, au Danemark... Finalement, on l'a trouvé rue Chabanel. Ce n'est pas une blague."

"Il y a un danger réel de s'éparpiller, confie-t-il. Dans notre cas, on ne construit pas seulement une nouvelle entreprise, mais pratiquement une nouvelle industrie. On doit aligner des dizaines de manufacturiers qui ne sont pas du tout habitués à faire ce qu'on leur demande."

Le 16 janvier, Carré frappe un grand coup. Elle recrute Yvan Ouellet, un vieux routier de l'industrie qui a notamment été chef des ventes pour les Amériques chez Softimage et grand patron de l'entreprise Algolith. L'homme a aussi déjà lancé sa propre société en démarrage.

"J'étais dû pour autre chose et je cherchais de jeunes entrepreneurs en besoin de cheveux gris, explique Yvan Ouellet. On m'a présenté à Pierre-Alexandre et Jean-François et j'ai été vraiment impressionné. Les entrepreneurs ont souvent des égos trop gros pour rentrer dans les immeubles. Pas eux. Ils ont eu la maturité de reconnaître qu'ils n'avaient pas toutes les compétences requises pour réussir un lancement de produit."

"Un atout incroyable pour l'équipe, dit Pierre-Alexandre. Il apporte une expérience qu'on n'a pas. Il structure plein de choses."

Le 9 février, autre coup de théâtre. Carré Technologies signe un accord de licence avec Bodyhype, un fabricant de vêtements de sport de Saint-Hubert qui veut intégrer la technologie dans les uniformes qu'il vend aux joueurs de hockey, soccer et d'autres sports d'équipe.

"Pour nous, c'est une grosse marque de confiance", dit Jean-François Roy.

ÉTÉ 2012

Lancement retardé et congédiements

Carré Technologies rêve maintenant d'un lancement officiel. Une conférence de presse en présence de quelques clients satisfaits - des athlètes connus, par exemple - est dans les plans.

L'équipe vise le début de la saison de soccer... pour s'apercevoir qu'elle n'est pas prête. Le logiciel, encore lui, n'est pas aussi avancé qu'on l'espérait.

" Ça ne sert à rien de faire grimper les attentes pour n'être pas capable de livrer ", raisonne Pierre-Alexandre.

En juin, cette entreprise pour qui la recherche d'employés est une préoccupation quotidienne prend aussi une décision difficile : congédier deux travailleurs.

" Le bilan n'était pas ce qu'on aurait voulu, explique Pierre-Alexandre. L'environnement des start-up ne convient pas à tout le monde et on en est bien conscients."

Entre tout ça, une tâche gruge une grande partie du temps : la recherche de financement. Comme toute entreprise en démarrage qui doit développer son invention avant de la vendre, Carré a besoin de carburant pour avancer.

Le contrat de l'Agence spatiale assure certains revenus, mais ils sont insuffisants. L'entreprise tire le maximum des divers programmes gouvernementaux à sa disposition. Prêt de la Corporation de développement économique communautaire Rosemont-Petite-Patrie, crédits d'impôt à la recherche et au développement, Programme d'aide à la recherche industrielle, alouette : cette aide est essentielle, mais exige souvent que Carré débourse l'argent avant d'être remboursée. Le problème des flux de trésorerie, bien connu des petites sociétés en croissance, devient un stress quotidien.

En août, soulagement : un groupe d'anges financiers composé de proches et d'amis accepte d'injecter quelques centaines de milliers dans l'entreprise. Mais l'argent vient avec des obligations.

" Pour la première fois, on a des actionnaires externes, dit Pierre-Alexandre Fournier. Ça amène une autre organisation, une autre façon de communiquer... Ça enlève un certain stress, c'est sûr. Mais ça en crée aussi un nouveau. "

AUTOMNE 2012

Cap vers la commercialisation

Un an après notre première visite chez Carré Technologies, l'entreprise n'a rien à voir avec celle que nous avons découverte. Seize employés permanents et une vingtaine au total composent maintenant l'équipe.

Pour la deuxième fois en moins de 10 mois, Carré est à l'étroit dans ses locaux. Un déménagement dans un bâtiment voisin est prévu pour février.

Après avoir raté la saison de soccer, l'équipe a tenté de coordonner son lancement officiel avec le double coup d'envoi du football et du hockey. Mais encore une fois, elle a décidé d'attendre. Le produit n'était toujours pas prêt.

En septembre, la Ligue de hockey junior majeur du Québec (LHJMQ) a néanmoins annoncé un projet-pilote fondé sur des vêtements intégrant la technologie Hexoskin. Les joueurs des Phoenix de Sherbrooke et des Voltigeurs de Drummondville les porteront afin de suivre leur condition physique. La LHJMQ souhaite utiliser les données pour instaurer une procédure de réadaptation pour les joueurs blessés.

Carré Technologies a lancé en novembre une production de 1000 unités, de loin la plus importante de son histoire. L'objectif: bâtir un inventaire pour le fameux lancement officiel, maintenant prévu au début de l'an prochain.

"Cette fois, on sait que le produit va être beau et que le logiciel va être à la hauteur, dit Pierre-Alexandre. Et les unités ont toutes les certifications requises."

Après le développement technologique, l'entreprise se prépare à passer au volet commercial. Logiciels pour suivre les commandes, employés de soutien à la clientèle, force de marketing: elle doit se doter d'un tout nouvel arsenal d'outils.

Le plan est simple: Carré veut démontrer le potentiel commercial de l'Hexoskin, puis aller cogner à la porte des investisseurs. Cette fois, c'est quelques millions qu'on veut décrocher pour faire un vrai déploiement international.

"La chenille va devoir sortir de son cocon et devenir un papillon, dit Yvan Ouellet. On n'est plus un projet de recherche. On ne peut plus rester une petite entreprise en développement. Il faut qu'on adopte un mode commercial."

Mais comptez sur le chef des technologies, Jean-François Roy, pour s'assurer que le développement technologique demeure au coeur des activités de Carré.

"Le volet commercial démarre, mais on va rester une entreprise de recherche et de développement, promet-il. L'Hexoskin va évoluer et on va inventer de nouveaux produits."

Son bilan de l'année qui vient de passer?

"Ça va vite. Très vite", répond-il. Pas question, toutefois, de dire que les résultats surpassent les attentes.

"J'aurais aimé qu'on soit encore plus loin, lance Jean-François Roy. On a fait des erreurs, on a perdu du temps et de l'argent, on s'est trompés avec certaines embauches. Mais on apprend et je suis content. L'équipe actuelle est bonne. Et surtout, c'est dynamique. On a du fun, ici."

Encadré(s) :

11 OCTOBRE 2011

La Presse Affaires amorce son suivi de Carré Technologies. ZÉRO REVENU ZÉRO CLIENT 4 EMPLOYÉS

Encadré(s) :

14 OCTOBRE 2011

Carré décroche un contrat de l'Agence spatiale canadienne.

Encadré(s) :

750000\$

Valeur du contrat de l'Agence spatiale canadienne

Encadré(s) :

20 MARS 2012

« Dans une start-up, tout le monde participe à la construction de l'entreprise. Les employés arrivent ici et me demandent où est leur bureau. Je pointe une boîte et je leur dis : il est là-dedans. Monte-le! » Pierre-Alexandre Fournier

Encadré(s) :

JUILLET 2012

« On a raté la saison de soccer, mais c'est peut-être une bonne chose. Techniquement, on n'était pas tout à fait prêts. Tout arrive pour une raison. Là, on essaie d'attraper le hockey et le football. » Yvan Ouellet, chef des ventes chez Carré

Encadré(s) :

OCTOBRE 2012

« On est passés de 4 à 16 employés en un an, et ce n'est pas impossible qu'on soit 100 dans 12 mois. » Jean-François Roy, chef des technologies de Carré

Illustration(s) :

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

JEAN-FRANÇOIS ROY ET PIERRE-ALEXANDRE FOURNIER Fondateurs de Carré Technologies

L'Hexoskin, le chandail intelligent de Carré Technologies

L'entraîneur Stéphane Dubé analyse un exercice avec l'Hexoskin. Pierre-Alexandre Fournier, Yvan Ouellet et Jean-François Roy

© 2012 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20121215-LA-0070 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Imagine - Réseau des ingénieurs du Québec (hiver 2012-2013)
14 décembre 2012

L'eau de demain

Bruno Geoffroy

Risque de pénurie d'eau douce à l'horizon ! Intervenant : Yves Comeau et Benoit Barbeau, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/RevueImagine.PDF>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

Le Nouvelliste

Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

Actualités, vendredi, 14 décembre 2012, p. 5

La mairesse de Bécancour fulmine

"Il y a des limites à se contreficher des gens de Bécancour"

Louise Plante; Brigitte Trahan

Bécancour - "Il y a toujours bien des limites à se contreficher des gens de Bécancour, de la région et même du fédéral!"

Bécancour - La mairesse Gaétane Désilets fulminait, hier, contre Québec, alors qu'elle réagissait à la nouvelle voulant que la Commission canadienne de sûreté nucléaire ait demandé à Hydro-Québec de refaire ses devoirs en rapport avec la fermeture annoncée de Gentilly-2.

Bécancour - "Il vient de se passer un événement majeur. Pour nous, cette information démontre clairement l'improvisation du gouvernement du Québec et d'Hydro-Québec dans ce dossier. Comme nous l'avons toujours prétendu depuis le début, la fermeture de Gentilly-2 est une décision précipitée. Comme mairesse de Bécancour, je ne peux que souhaiter qu'enfin, le gouvernement du Québec et Hydro-Québec écoutent la commission et agissent suivant les règles reconnues en pareilles circonstances", a-t-elle déclaré lors d'un point de presse improvisé en fin d'après-midi, en compagnie des porte-parole du Comité d'action stratégique pour la sauvegarde de Gentilly-2, soit Jean-Denis Girard et Patrick Charlebois, les présidents des chambres de commerce du Centre-du-Québec et de Trois-Rivières.

"Ça a été bâclé rapidement", estime M. Girard. "C'est une décision que le gouvernement a prise sans connaître les tenants et les aboutissants", estime-t-il. "Dans un rapport daté de 2004, Hydro-Québec disait qu'il fallait quatre ans pour faire le déclassé de la centrale", rappelle-t-il.

La députée de Trois-Rivières, Danielle St-Amand, ajoute qu'on "avait bien raison de demander une commission parlementaire sur le sujet. On avait raison d'être inquiet et de dire que ça ne s'improvise pas."

La députée estime que le chiffre 6,3 milliards \$ qui circule chez les libéraux pour chiffrer le montant de la réfection (chiffre produit par Hydro-Québec dans un rapport d'octobre dernier) sont "gonflés" et que le rapport fait état "des pires scénarios".

Selon MM. Girard et Charlebois, le document de la CCSN a confirmé l'importance pour tous les membres du Comité d'action stratégique de poursuivre leur travail de concertation et de bien se préparer pour la Commission parlementaire qui se déroulera les 29 et 30 janvier à Québec.

Rappelons que le comité s'est réuni mercredi, à Trois-Rivières, pour faire le point sur la situation et coordonner les efforts de tous les organismes qui en font partie.

"Nous consacrons tous nos efforts pour bien monter et étoffer les mémoires qui seront présentés à Québec. La prochaine date importante pour nous est le 29 janvier prochain", a rappelé Patrick Charlebois pour qui, plus que jamais, la décision du Parti québécois n'est qu'idéo-logique.

Il a aussi annoncé qu'il veut profiter de la prochaine commission parlementaire pour amener tous les partis de l'opposition à faire connaître clairement leur position sur l'avenir de la centrale nucléaire, advenant que le gouvernement minoritaire Marois soit renversé et qu'il y ait des élections.



Le projet, qui a été approuvé par le conseil d'administration d'Hydro-Québec, prévoit la fermeture de la centrale de Gentilly-2, qui produit de l'électricité à partir de l'eau chaude géothermique. Le projet a été annoncé en octobre 2012, après que le gouvernement du Québec ait annoncé qu'il allait fermer la centrale de Gentilly-2. Le projet a été annoncé en octobre 2012, après que le gouvernement du Québec ait annoncé qu'il allait fermer la centrale de Gentilly-2.

La mairesse de Bécancour, Gaétane Désilets, a réagi avec colère à la nouvelle. Elle a déclaré que le gouvernement du Québec et Hydro-Québec n'avaient pas écouté la commission et qu'ils avaient pris une décision précipitée. Elle a déclaré que le gouvernement du Québec et Hydro-Québec n'avaient pas écouté la commission et qu'ils avaient pris une décision précipitée.

Le projet, qui a été approuvé par le conseil d'administration d'Hydro-Québec, prévoit la fermeture de la centrale de Gentilly-2, qui produit de l'électricité à partir de l'eau chaude géothermique. Le projet a été annoncé en octobre 2012, après que le gouvernement du Québec ait annoncé qu'il allait fermer la centrale de Gentilly-2.

La mairesse de Bécancour, Gaétane Désilets, a réagi avec colère à la nouvelle. Elle a déclaré que le gouvernement du Québec et Hydro-Québec n'avaient pas écouté la commission et qu'ils avaient pris une décision précipitée. Elle a déclaré que le gouvernement du Québec et Hydro-Québec n'avaient pas écouté la commission et qu'ils avaient pris une décision précipitée.

Le projet, qui a été approuvé par le conseil d'administration d'Hydro-Québec, prévoit la fermeture de la centrale de Gentilly-2, qui produit de l'électricité à partir de l'eau chaude géothermique. Le projet a été annoncé en octobre 2012, après que le gouvernement du Québec ait annoncé qu'il allait fermer la centrale de Gentilly-2.

La mairesse de Bécancour, Gaétane Désilets, a réagi avec colère à la nouvelle. Elle a déclaré que le gouvernement du Québec et Hydro-Québec n'avaient pas écouté la commission et qu'ils avaient pris une décision précipitée. Elle a déclaré que le gouvernement du Québec et Hydro-Québec n'avaient pas écouté la commission et qu'ils avaient pris une décision précipitée.

Le projet, qui a été approuvé par le conseil d'administration d'Hydro-Québec, prévoit la fermeture de la centrale de Gentilly-2, qui produit de l'électricité à partir de l'eau chaude géothermique. Le projet a été annoncé en octobre 2012, après que le gouvernement du Québec ait annoncé qu'il allait fermer la centrale de Gentilly-2.

"Nous travaillons pour garder cette centrale ouverte dans notre région, a renchéri Jean-Denis Girard. C'est un outil de développement économique et surtout 800 emplois hautement qualifiés que nous nous sommes engagés à sauver. Nous n'avons pas l'intention de lâcher le mor-ceau."

M. Girard a par ailleurs confirmé que le comité avait obtenu la permission d'inscrire deux autres témoins à ceux qu'il compte faire entendre devant la commission parlementaire soit le docteur Guy Marleau de Polytechnique et le professeur Claude Barbeau de l'Université Laval

D'autre part, l'organisme Nature-Québec a annoncé hier qu'il demandera à la commission Charbonneau de se pencher sur la gestion des contrats accordés à SNC-Lavalin par Hydro-Québec dans le cadre du projet de réfection de la centrale nucléaire, maintenant défunt.

© 2012 *Le Nouvelliste* ; *CEDROM-SNi inc.*

PUBLI-C news-20121214-NV-0007 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

MATv
13 décembre 2012

Émission : Mise À jour

Animatrice : Karima Brikh

Devrait-on rendre l'implantation de la ceinture de sécurité obligatoire dans les autocars ? Invité : Erick Abraham, ingénieur spécialiste en sécurité routière, École Polytechnique de Montréal <http://matv.ca/montreal/mes-emissions/mise-a-jour-montreal>

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/images/Capture.JPG>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)



est offerte sur



www.journalmetro.com.

Entrevue

En rafale

Quel est l'artiste montréalais que vous écoutez dans votre voiture ces temps-ci?

Marie-Pierre Arthur

Avec quelle personnalité vivante ou décédée aimeriez-vous prendre un verre et pourquoi?

Jean Charest. Pour qu'il m'explique ses motivations quant à la hausse des frais de scolarité et qu'il justifie sa gestion de crise pendant le printemps érable.

Quelle est votre devise personnelle?

C'est une maxime de Mark Twain : «Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait.»

info@journalmetro.com

Illustration(s) :

christine Chevarie

Geneviève Vanier

© 2012 *Métro (Montréal)* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20121213-MO-0062 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

CBOF (SRC-R1), Gatineau
11 décembre 2012

Émission : Bernier et Compagnie - Compressions aux Universités

Animateur : Carl Bernier

Le blogue d'Yves Boisvert parle des compressions qu'on demande aux Universités pour l'année en cours.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20121211.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

Tecnologie et vêtements font bon ménage

Yves Therrien

Qui a dit que vêtement et technologie ne font pas bon ménage? Certainement pas Paulette Kaci, directrice générale de vestechpro, le Centre collégial de transfert en technologie de l'habillement (CCTT).

Les projets en cours en sont la preuve, notamment la recherche pour un vêtement intelligent capable de donner en continu les signes vitaux d'une personne. Ou la conception d'un vêtement adapté pour les personnes incapables de se vêtir sans aide en raison d'une maladie ou d'un handicap, un vêtement qui aurait plus de style qu'une jaquette d'hôpital.

Et encore, il y a le grand projet de campagne de mensuration au Québec et au Canada, avec deux types de scanners corporels, pour avoir des données statistiques précises de la morphologie de la population, comme l'ont fait les Européens et les Asiatiques depuis le début des années 2000.

"Si nous voulons faire cette étude scientifique, précise Mme Kaci, c'est pour aider l'industrie du vêtement, mais elle servira aussi dans différents domaines, que ce soit la construction, l'industrie du meuble, même dans le secteur de la santé et d'autres encore, car les entreprises auront en main un outil pour développer des standards correspondant à la réalité de la population."

Selon Mme Kaci, la dernière étude du genre a été effectuée au Canada dans les années 1950 à partir de données statistiques provenant des États-Unis. Dans certains secteurs, il y a eu des miniétudes pour des clientèles cibles, mais rien d'envergure nationale avec une base scientifique irréprochable.

Fondé il y a un an et demi, le CCTT vestechpro s'est donné comme objectif d'accompagner les entreprises dans l'industrie du vêtement par la recherche, l'innovation, le développement technologique, la formation et les stratégies organisationnelles.

"Il y a moyen de faire face à la concurrence dans le secteur du vêtement avec de bonnes stratégies de développement et en utilisant les technologies, affirme Mme Kaci. Les entreprises qui ont délocalisé leurs opérations en Asie ne reviendront probablement pas, mais les autres qui sont demeurées ici peuvent se démarquer. Il s'agit tout de même du troisième secteur industriel en Amérique du Nord. Avec de nouveaux équipements, la formation du personnel et de l'innovation par la recherche, l'industrie peut tirer son épingle du jeu."

Par exemple, pour la campagne de mensuration, le centre vestechpro utilise deux types de scanner corporel : le TechMed 3D, mis au point à Lévis, pour les mensurations de la tête et des membres; et le TC2, produit aux États-Unis, pour l'ensemble du corps.

Le but de cette recherche sur la morphologie permettra entre autres de s'y retrouver dans les grandeurs de vêtements. "Il est courant d'essayer des vêtements dans différentes marques [pour du moyen par exemple] qui n'ont pas tout à fait la même grandeur", ajoute Mme Kaci.



EUREKA.CC
une solution de CEDRION S.N.

L'enquête devrait porter sur un échantillon de 8000 personnes. Et vestechpro devrait pouvoir travailler avec l'École Polytechnique et l'Institut de la statistique du Québec pour réaliser son enquête. Le Centre aura aussi besoin de l'appui des gens de l'industrie, car c'est à eux que les résultats serviront dans les ajustements de leurs produits.

Du côté des vêtements intelligents, la complexité de la recherche consiste à créer un vêtement avec des capteurs qui demeureront en contact avec la personne.

"Ce vêtement pourra servir à des équipes médicales qui suivront des sportifs, précise Mme Kaci. Cependant, la morphologie d'un joueur de football, celle d'un nageur, d'un cycliste ou d'un joueur de hockey n'est pas la même. Il faut donc développer différents prototypes avec l'entreprise Carré Technologies pour son projet."

Membre du réseau Trans-Tech, le centre vestechpro est affilié au Cégep Marie-Victorin qui a développé son expertise développée en design, gestion de la production du vêtement et commercialisation de la mode. Site Web : www.vestechpro.com

Illustration(s) :

PHOTO LA PRESSE,MARTIN CHAMBERLAND

Paulette Kaci, directrice générale de vestechpro, montre le fonctionnement du scanneur corporel qui servira pour l'enquête sur la morphologie des Québécois.

© 2012 *Le Soleil* ; **CEDROM-SNi inc.**

PUBLI-C news-20121212-LS-0054 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse (site web) - Le Soleil
Mercredi, 12 décembre 2012

Vêtement et technologie font bon ménage

Yves Therrien

Qui a dit que vêtement et technologie ne font pas bon ménage? Certainement pas Paulette Kaci, directrice générale de vestechpro, le Centre collégial de transfert en technologie de l'habillement (CCTT).

Québec - Les projets en cours en sont la preuve, notamment la recherche pour un vêtement intelligent capable de donner en continu les signes vitaux d'une personne. Ou la conception d'un vêtement adapté pour les personnes incapables de se vêtir sans aide en raison d'une maladie ou d'un handicap, un vêtement qui aurait plus de style qu'une jaquette d'hôpital.

Et encore, il y a le grand projet de campagne de mensuration au Québec et au Canada, avec deux types de scanners corporels, pour avoir des données statistiques précises de la morphologie de la population, comme l'ont fait les Européens et les Asiatiques depuis le début des années 2000.

«Si nous voulons faire cette étude scientifique, précise Mme Kaci, c'est pour aider l'industrie du vêtement, mais elle servira aussi dans différents domaines, que ce soit la construction, l'industrie du meuble, même dans le secteur de la santé et d'autres encore, car les entreprises auront en main un outil pour développer des standards correspondant à la réalité de la population.»

Selon Mme Kaci, la dernière étude du genre a été effectuée au Canada dans les années 1950 à partir de données statistiques provenant des États-Unis. Dans certains secteurs, il y a eu des miniétudes pour des clientèles cibles, mais rien d'envergure nationale avec une base scientifique irréprochable.

Faire face à la concurrence

Fondé il y a un an et demi, le CCTT vestechpro s'est donné comme objectif d'accompagner les entreprises dans l'industrie du vêtement par la recherche, l'innovation, le développement technologique, la formation et les stratégies organisationnelles.

«Il y a moyen de faire face à la concurrence dans le secteur du vêtement avec de bonnes stratégies de développement et en utilisant les technologies, affirme Mme Kaci. Les entreprises qui ont délocalisé leurs opérations en Asie ne reviendront probablement pas, mais les autres qui sont demeurées ici peuvent se démarquer. Il s'agit tout de même du troisième secteur industriel en Amérique du Nord. Avec de nouveaux équipements, la formation du personnel et de l'innovation par la recherche, l'industrie peut tirer son épingle du jeu.»

Par exemple, pour la campagne de mensuration, le centre vestechpro utilise deux types de scanner corporel : le TechMed 3D, mis au

point à Lévis, pour les mensurations de la tête et des membres; et le TC2, produit aux États-Unis, pour l'ensemble du corps.

Le but de cette recherche sur la morphologie permettra entre autres de s'y retrouver dans les grandeurs de vêtements. «Il est courant d'essayer des vêtements dans différentes marques [pour du moyen par exemple] qui n'ont pas tout à fait la même grandeur», ajoute Mme Kaci.

L'enquête devrait porter sur un échantillon de 8000 personnes. Et vestechpro devrait pouvoir travailler avec l'École Polytechnique et l'Institut de la statistique du Québec pour réaliser son enquête. Le Centre aura aussi besoin de l'appui des gens de l'industrie, car c'est à eux que les résultats serviront dans les ajustements de leurs produits.

Du côté des vêtements intelligents, la complexité de la recherche consiste à créer un vêtement avec des capteurs qui demeureront en contact avec la personne.

«Ce vêtement pourra servir à des équipes médicales qui suivront des sportifs, précise Mme Kaci. Cependant, la morphologie d'un joueur de football, celle d'un nageur, d'un cycliste ou d'un joueur de hockey n'est pas la même. Il faut donc développer différents prototypes avec l'entreprise Carré Technologies pour son projet.»

Membre du réseau Trans-Tech, le expertise développée en design, et commercialisation de la mode. Site
centre vestechpro est affilié au Cégep gestion de la production du vêtement Web : **www.vestechpro.com**
Marie-Victorin qui a développé son

© 2012 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20121212-CY-4602986 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Agence Science-Presse
Mardi, 11 décembre 2012

Les ingénieurs ont-ils une éthique?

Je vote pour la science

(Agence Science-Presse) Tandis qu'au Québec, la commission d'enquête sur la corruption fait passer un mauvais quart d'heure à certains maires et fonctionnaires municipaux, les ingénieurs sont eux aussi noircis. Où...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2012 Agence Science-Presse ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20121211-CAG-002 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Radio Centre-ville
11 décembre 2012

Émission : Je vote pour la science - Ethique

Entrevue de Bernard Lapierre, coordonnateur de l'unité éthique de Polytechnique, disponible sur le site de Radio-Centre-ville, mardi 11 h

<http://radiocentreville.com/grille/grille.html>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

Canal Argent, Montréal
11 décembre 2012

Émission EN AFFAIRES

Animateur : François Gagnon

Biothermica traite les émissions polluantes. Intervenant: Guy Drouin, diplômé de Polytechnique, et président de Biothermica.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20121210150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

CIBL-FM, Montréal
10 décembre 2012

Émission : Le midi libre - Femmes et génie

Animateur : Bouchra Ouatik

Polytechnique organise ce soir la soirée Femmes et génie au cours de laquelle des personnalités féminines viendront parler de leurs expériences. Intervenante: Nathalie Richard, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20121211030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



La Presse (blogues) - Le blogue de Yves Boisvert
Lundi, 10 décembre 2012

» Le DG de Polytechnique: Le gouvernement met les universités dans une situation intenable

Yves Boisvert

Christophe Guy, Directeur général de l'École polytechnique de Montréal (photo Poly)

Déjà, les universités ont dû retrancher de leur budget 2012-2013 l'augmentation annoncée des droits de scolarité.

Vu l'état des finances publiques, elles se font maintenant imposer des compressions de 124 millions en plein milieu de leur exercice financier.

En plus, le gouvernement réduit le budget des organismes qui subventionnent la recherche. Des compressions de 29,7% pour le Fonds Nature et technologie, entre autres.

Le DG de Polytechnique, M. Christophe Guy, a émis un communiqué aujourd'hui pour dénoncer cette situation. Les universités comprennent bien les

problèmes financiers du gouvernement, mais qui va assurer l'avenir du Québec, économique, scientifique et social, sinon les étudiants d'aujourd'hui?

Dans un contexte où, à cause du gel prolongé des droits de scolarité, les universités québécoises ont moins d'argent que celles du reste du Canada. À l'UdeM, on estime que c'est 25% de moins de budget à dépenser par étudiant que pour l'Université de Toronto ou de Colombie-Britannique.

Le gouvernement dit que les budgets recommenceront à augmenter l'an prochain, mais ce sera à partir des sommes déjà comprimées.

Pour Poly, à 4,5 mois de la fin de l'exercice financier, les compressions représentent 12% de coupes.

Le gouvernement met les universités dans une situation impossible, écrit-il. C'est un non-sens.

Il n'y a pas de doute, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche met les universités sur la défensive pour son fameux sommet de février.

Ah, mais on a acquis la paix sociale.

Même si c'est au prix de l'institutionnalisation subtile d'une relative médiocrité, le souci de M. Duchesne semble surtout de ne pas choquer les étudiants.

Ironiquement, l'ASSE se prépare pour une guerre cet hiver pour réclamer la gratuité.

Joyeux gâchis en perspective.

© 2012 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20121210-CYB-030 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

UdeMNouvelles
10 décembre 2012

Femmes et génie : vers la parité

Mathieu-Robert Sauvé

Annie Ross, prof. agrégée et dir. adj. en g.méc., Polytechnique mène des recherches sur la réduction du bruit et des vibrations. Elle répond aux questions de Forum sur la situation des femmes en génie

<http://www.nouvelles.umontreal.ca/campus/ecole-polytechnique/20121210-femmes-et-genie-vers-la-parite.html>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

LE DEVOIR

Le Devoir

Société, samedi, 8 décembre 2012, p. G6

Article

Électricité - Quand les réseaux deviennent "futés" À propos des smart grids et autres compteurs "intelligents"

Christian Rioux

Lausanne -- Des économies d'énergie ? Oui, c'est possible ! De simples chauffe-eau qui ne fonctionnent que la nuit font ainsi économiser à EDF 26 térawatts-heure sur une consommation de 500. Et le monde de l'électricité a des outils pour favoriser une consommation responsable.

À la fin des années 1950, Électricité de France (EDF) avait mis au point un système de commande à distance qui permettait de lancer les chauffe-eau électriques de plusieurs millions de clients durant la nuit et de les débrancher durant les heures de pointe. Lors de l'installation d'un nouvel appareil, EDF offrait alors à ses clients une réduction sur leur facture s'ils acceptaient que l'entreprise fasse plutôt fonctionner leur chauffe-eau la nuit. Un demi-siècle plus tard, ces contrats sont toujours en vigueur et permettent à EDF d'économiser 26 térawatts-heure sur une consommation de 500. Aujourd'hui, le même système sert, par exemple, à lancer les chauffe-eau au moment où il y a une pointe de production d'électricité éolienne.

" Nous ne le savions pas, mais nous venions d'inventer le premier réseau "intelligent" ", dit Yves Bamberger, conseiller scientifique auprès de la présidence d'EDF.

Aujourd'hui, la conception de tels réseaux - aussi appelés " smart grids " dans le jargon des ingénieurs - est devenue un des secteurs de la recherche les plus en pointe chez tous les producteurs d'électricité. À l'heure où chaque kWh économisé vaut de l'or, la création de réseaux capables d'équilibrer la consommation d'énergie et sa production est devenue cruciale.

" La conception de tels réseaux est rendue possible à cause de l'avalanche d'informations maintenant disponibles par l'ajout de milliards de capteurs, comme nos compteurs intelligents, explique Gilles Savard, directeur de la recherche à l'école Polytechnique de Montréal. L'idée du smart grid, c'est d'en arriver à une utilisation intelligente de ces données en vue d'une optimisation de l'équilibre entre l'offre et la demande. Bref, de faire en sorte que le réseau soit le plus efficace possible et essuie le moins de pertes possible. "

Faire plus avec moins

Pendant des décennies, le seul défi de la production électrique a consisté à produire toujours plus au meilleur prix possible. Le gaspillage d'électricité pendant les périodes creuses était alors un problème secondaire. Mais, avec les défis environnementaux, il n'en va plus ainsi.

" On estime que la demande d'électricité, et d'énergie en général, va doubler dans les prochaines années, dit M. Savard. Mais, en même temps, il nous faudra réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre. Augmenter, c'est facile, c'est ce qu'on faisait jusqu'à maintenant. Mais, pour économiser l'énergie, il faut bien connaître ses réseaux. L'intégration de l'informatique permettra de faire les mesures nécessaires afin d'optimiser les systèmes. "



Quand les réseaux deviennent « futés »
À propos des smart grids et autres compteurs « intelligents »

Des économies d'énergie ? Oui, c'est possible ! De simples chauffe-eau qui ne fonctionnent que la nuit font ainsi économiser à EDF 26 térawatts-heure sur une consommation de 500. Et le monde de l'électricité a des outils pour favoriser une consommation responsable.

Le milieu communautaire se fait propriétaire
« L'objectif, c'est de durablement soutenir ces lieux à la spéculation immobilière ».

Le monde de l'électricité a des outils pour favoriser une consommation responsable.

Les nombreuses applications qu'offrent les nouveaux instruments de mesure branchés en réseau commencent à peine à être explorées.

Un chercheur comme Stéphane Alarie de l'Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ) travaille par exemple sur la création d'un modèle informatique permettant de simuler la production d'électricité éolienne à partir des informations disponibles sur le réseau, ce qui permettra de coupler ces informations avec celles sur la demande.

Un chercheur comme Jean-François Boudreau, lui aussi à l'IREQ, met au point un modèle permettant, à partir des nombreuses informations recueillies sur leur utilisation, de calculer la durée de vie des équipements électriques. La jeune Française Luce Brotcorne, chargée de recherche au centre INRIA de Lille, s'inspire quant à elle des systèmes de contrôle de la demande développés par les compagnies d'aviation qui permettent d'adapter leurs prix en fonction de la demande. Il s'agirait d'adapter ces systèmes aux fluctuations complexes de la demande en énergie afin de mieux la contrôler. En ajustant leurs tarifs en fonction des heures de pointe ou des heures creuses, les producteurs d'électricité pourraient ainsi influencer la demande et parvenir à un meilleur équilibre.

Une mégachaire

Mais, avec la possibilité de recueillir de plus en plus de données, ne risque-t-on pas d'être noyés sous une masse d'informations pas toujours utiles ? Pour Régis Hourdouillie, directeur de Smart Grid Monde chez Ericsson, " l'idée, ce n'est pas de mettre des milliers de capteurs partout dans le réseau. C'est de recueillir les données qui comptent et de savoir où l'on va mettre le cerveau qui va digérer tout ça ".

C'est pourquoi la collaboration avec l'industrie est si importante, explique Gilles Savard. " Les compteurs intelligents d'Hydro-Québec produisent déjà une quantité énorme d'informations qu'on ne peut pas stocker, dit-il. Il faut donc savoir filtrer ces informations et être "intelligent" à la source. Et cela, c'est avec l'entreprise qu'on va apprendre à le faire. "

L'école Polytechnique de l'Université de Montréal vient d'ailleurs de créer une " mégachaire " de recherche afin de développer les outils méthodologiques et les algorithmes nécessaires pour exploiter ces nouveaux systèmes. La nouvelle chaire s'intéressera aux réseaux " intelligents " (smart grids), mais aussi aux réseaux de transport, à la cybersécurité et à la télémédecine. Elle pourra s'appuyer sur un réseau de plusieurs centaines de chercheurs et des groupes interuniversitaires comme le Groupe d'études et de recherche en analyse des décisions (GERAD), le Centre interuniversitaire de recherche sur les réseaux d'entreprise, la logistique et le transport (CIRELT).

Même si les défis concernant l'économie d'énergie sont moins grands au Québec qu'en Europe, en matière de smart grids, le Québec tire bien son épingle du jeu, dit Gilles Savard. " Il est vrai que, chez nous, la pression est moins forte qu'ailleurs, car notre électricité est "propre" pour l'essentiel, dit-il. Mais on doit se demander comment mieux équilibrer l'offre et la demande afin de mieux satisfaire les besoins des Québécois. Mais aussi de dégager des marges pour vendre de l'électricité sur les marchés internationaux. "

© 2012 Le Devoir ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20121208-LE-2012-12-08_365613 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

CISM (Ref.)
7 décembre 2012

Émission : Maman a raison - CISM

Nathalie Richard de Polytechnique était en studio de CISM pour présenter la conférence "Femmes et Génie : le leadership au féminin " qui a lieu le 10 décembre à Polytechnique.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/MamanaraisonCISM.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

CJMF (93,3), QUÉBEC
30 janvier 2013

Émission : QUÉBEC MAINTENANT - Gentilly-2

Journaliste : LOUIS LACROIX

M.ARSENAULT (FTQ), A ESTIMÉ QUE LA CENTRALE AURAIT PU RENDRE DE PRÉCIEUX SERVICES PENDANT ENCORE 25 ANS. DES CHERCHEURS DE POLYTECHNIQUE ONT AUSSI ÉTÉ APPELÉS À TÉMOIGNER. Int. : Guy Marleau

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130131030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

CHLN (CKOI), Trois-Rivières
30 janvier 2013

Émission : LA MAURICIE MAINTENANT - Gentilly-2

Journaliste : Louis Lacroix

DES EXPERTS CONTESTENT LES ESTIMATIONS DES COÛTS DE RÉFECTION DE GENTILLY 2 À LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE. Int.: GUY MARLEAU, ÉCOLE POLYTECHNIQUE

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130131030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

CKBN-FM, Bécancour
30 janvier 2013

Émission : NOUVELLES - Gentilly-2

Lecteur : ANNICK BOUSQUET

LA FERMETURE DE GENTILLY 2 S'EST POURSUIVIE AUJOURD'HUI. DES PROFESSEURS DE POLYTECHNIQUE SONT VENUS DÉPLOREDER LA PERTE D'EXPERTISE QUI SUIVRA LA FERMETURE ET CONTESTENT LES DONNÉES D'HYDRO-QUÉBEC.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130131030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

CHLN (CKOI), Trois-Rivières
31 janvier 2013

Émission : LA MAURICIE MAINTENANT - Gentilly-2

Lecteur : Jocelyn Ouellet

DES EXPERTS CONTESTENT LES ESTIMATIONS DES COÛTS DE RÉFECTION DE GENTILLY 2 À LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE. Intervenant(s): GREGORY KENNEDY, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130131030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



La Presse (site web) - Le Nouvelliste
Jeudi, 31 janvier 2013

Gentilly-2: les syndicats en mode solution

Marc Rochette

La ministre Martine Ouellet a conclu, mercredi, la commission parlementaire sur Gentilly-2 avec la volonté d'améliorer les plans de déclasserement et de diversification économique. Et si les syndicats sont maintenant en mode solution, des spécialistes demandent au gouvernement de revenir sur sa décision et de procéder à la réfection.

Québec - Pour Guy Marleau, de Polytechnique, et Dominic Larivière, de l'Université Laval, la centrale nucléaire a un impact négligeable sur la santé, mais positif aux plans économique et environnemental.

Mais la vaste nébuleuse de groupes environnementaux «Sortons le Québec du nucléaire» est venue plaider en faveur d'un démantèlement rapide du complexe Gentilly - sur une période de 20 ans plutôt que 50, comme le prévoit Hydro-Québec.

«Le chantier d'une génération», a déclaré le directeur général de Nature Québec, Christian Simard, évoquant les avantages, pour l'activité économique de la région, d'accélérer les processus de déclasserement et de démantèlement des installations nucléaires.

La ministre Ouellet a dit trouver la suggestion intéressante mais a ajouté un bémol: il faudra bien se débarrasser des déchets nucléaires et le Canada ne dispose toujours pas d'un site à cet effet.

Et pour les verts, la fin de Gentilly-2 veut dire plusieurs choses: fini le risque d'emballement et de fonte du réacteur, finies les émissions quotidiennes d'isotopes radioactifs dans l'environnement, et finie la production d'énergie coûteuse et inutile.

Plus tôt en matinée, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) - qui représente les employés d'Hydro-Québec - y est allée de sa proposition pour assurer la vitalité économique de la région: le développement d'un monorail électrique, d'abord entre Montréal et Québec, puis entre les diverses régions.

Une coopérative, Trens Québec, a été créée et sollicite des appuis aux municipalités pour demander un prêt au gouvernement. Ce projet d'envergure, selon le président de la centrale, Michel Arseneault, pourrait être réalisé dans le secteur Bécancour-Trois-Rivières, une localisation stratégique entre Montréal et Québec.

Mais le dernier mot en cette matière appartient à la Table de diversification économique, composée d'une dizaine de leaders régionaux, qui soumettra ses recommandations à la fin du mois de mars sur les orientations à donner au fonds de 200 millions \$.

Laissée sur les lignes de côté, la FTQ critique l'absence, autour de cette

table, des milieux syndicaux, sociaux et communautaires.

«Nous aurions espéré que le nouveau gouvernement, qui a tant décrié l'exclusion des groupes de la société civile sous le régime libéral de la dernière décennie, saisisse une occasion telle que la création de la Table de diversification économique pour mettre fin à cette pratique», ont soulevé les représentants de la FTQ dans leur mémoire.

Le leader syndical a dit craindre le «saupoudrage» du Fonds sur un territoire trop grand. «Il ne faut pas que les argents (sic) disponibles pour relancer l'emploi dans la région soient comme le Fonds LaPrade (créé par le gouvernement fédéral) que l'on a saupoudré un peu partout pour faire plaisir aux maires des différents villages et des différentes villes», a-t-il relaté.

Dans son mémoire présenté aux membres de la commission, la FTQ souligne de plus qu'elle «doute de la pertinence des projets visant des territoires plus éloignés, couvrant par exemple les villes de Drummondville et de Victoriaville».

À l'exception de la périphérie de Bécancour, la région du Centre-du-Québec connaît déjà une situation économique prospère et n'a pas besoin d'un soutien supplémentaire à la diversification, a-t-il argué. Pour la FTQ, l'effort de diversification devrait



EUREKA.CC

une solution de CEDROM SNI

être restreint aux environs de Trois-Rivières et de Bécancour.

Si le Syndicat professionnel des ingénieurs d'Hydro-Québec souhaite

étudier des options qui vont favoriser le maintien du plus grand nombre possible d'emplois dans la région, la Fédération des chambres de commerce

du Québec espère que les projets du fonds de 200 millions \$ «ne dureront pas le temps d'une subvention», a dit sa présidente-directrice générale, Françoise Bertrand.

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130131-CY-4616853 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Nouvelliste

Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

Actualités, jeudi, 31 janvier 2013, p. 5

Le rideau tombe sur la commission parlementaire sur gentilly-2

Les syndicats en mode solution

Des spécialistes demandent au gouvernement de revenir sur sa décision

Marc Rochette

La Presse Canadienne

Québec - La ministre Martine Ouellet a conclu, hier, la commission parlementaire sur Gentilly-2 avec la volonté d'améliorer les plans de déclassement et de diversification économique. Et si les syndicats sont maintenant en mode solution, des spécialistes demandent au gouvernement de revenir sur sa décision et de procéder à la réfection.

Québec - Pour Guy Marleau, de Polytechnique, et Dominic Larivière, de l'Université Laval, la centrale nucléaire a un impact négligeable sur la santé, mais positif aux plans économique et environnemental.

Mais la vaste nébuleuse de groupes environnementaux "Sortons le Québec du nucléaire" est venue plaider en faveur d'un démantèlement rapide du complexe Gentilly - sur une période de 20 ans plutôt que 50, comme le prévoit Hydro-Québec.

"Le chantier d'une génération", a déclaré le directeur général de Nature Québec, Christian Simard, évoquant les avantages, pour l'activité économique de la région, d'accélérer les processus de déclassement et de démantèlement des installations nucléaires.

La ministre Ouellet a dit trouver la suggestion intéressante mais a ajouté un bémol: il faudra bien se débarrasser des déchets nucléaires et le Canada ne dispose toujours pas d'un site à cet effet.

Et pour les verts, la fin de Gentilly-2 veut dire plusieurs choses: fini le risque d'emballlement et de fonte du réacteur, finies les émissions quotidiennes d'isotopes radioactifs dans l'environnement, et finie la production d'énergie coûteuse et inutile.

Plus tôt en matinée, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) - qui représente les employés d'Hydro-Québec - y est allée de sa proposition pour assurer la vitalité économique de la région: le développement d'un monorail électrique, d'abord entre Montréal et Québec, puis entre les diverses régions.

Une coopérative, Trens Québec, a été créée et sollicite des appuis aux municipalités pour demander un prêt au gouvernement. Ce projet d'envergure, selon le président de la centrale, Michel Arseneault, pourrait être réalisé dans le secteur Bécancour-Trois-Rivières, une localisation stratégique entre Montréal et Québec.

Mais le dernier mot en cette matière appartient à la Table de diversification économique, composée d'une dizaine de leaders régionaux, qui soumettra ses recommandations à la fin du mois de mars sur les orientations à donner au fonds de 200 millions \$.

Laissée sur les lignes de côté, la FTQ critique l'absence, autour de cette table, des milieux syndicaux, sociaux et communautaires.



"Nous aurions espéré que le nouveau gouvernement, qui a tant décrié l'exclusion des groupes de la société civile sous le régime libéral de la dernière décennie, saisisse une occasion telle que la création de la Table de diversification économique pour mettre fin à cette pratique", ont soulevé les représentants de la FTQ dans leur mémoire.

Le leader syndical a dit craindre le "saupoudrage" du Fonds sur un territoire trop grand. "Il ne faut pas que les argents (sic) disponibles pour relancer l'emploi dans la région soient comme le Fonds LaPrade (créé par le gouvernement fédéral) que l'on a saupoudré un peu partout pour faire plaisir aux maires des différents villages et des différentes villes", a-t-il relaté.

Dans son mémoire présenté aux membres de la commission, la FTQ souligne de plus qu'elle "doute de la pertinence des projets visant des territoires plus éloignés, couvrant par exemple les villes de Drummondville et de Victoriaville".

À l'exception de la périphérie de Bécancour, la région du Centre-du-Québec connaît déjà une situation économique prospère et n'a pas besoin d'un soutien supplémentaire à la diversification, a-t-il argué. Pour la FTQ, l'effort de diversification devrait être restreint aux environs de Trois-Rivières et de Bécancour.

Si le Syndicat professionnel des ingénieurs d'Hydro-Québec souhaite étudier des options qui vont favoriser le maintien du plus grand nombre possible d'emplois dans la région, la Fédération des chambres de commerce du Québec espère que les projets du fonds de 200 millions \$ "ne dureront pas le temps d'une subvention", a dit sa présidente-directrice générale, Françoise Bertrand.

Illustration(s) :

Photo: La Presse Canadienne

La FTQ et son président, Michel Arsenault, y sont allés de leur proposition pour assurer la vitalité économique de la région: le développement d'un monorail électrique, d'abord entre Montréal et Québec, puis entre les diverses régions.

© 2013 *Le Nouvelliste* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130131-NV-0010 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Hydro sous pression

Brigitte Breton

Une décision idéologique et politique que celle du gouvernement Marois de démanteler la centrale nucléaire Gentilly-2? Certainement. Comme l'était auparavant celle des libéraux de pencher en faveur de sa réfection. Hydro-Québec saura toujours trouver les arguments pour étayer la thèse de son principal actionnaire. Il faudrait bien un jour cesser de se raconter des histoires.

Les débats entourant le sort de Gentilly-2 illustrent une fois de plus la relation ambiguë qu'entretiennent les Québécois et les élus à l'égard d'Hydro. On veut que la société d'État soit performante, qu'elle suive les lois du marché et qu'elle soit gérée comme une grande entreprise privée. En même temps, on réclame qu'elle rapporte beaucoup, mais qu'elle fournisse à très bas prix l'électricité nécessaire à nos foyers et aux entreprises génératrices d'emplois. On tient également aux milliers d'emplois de qualité liés à ses activités. Pas étonnant que le parcours et les orientations d'Hydro soient parfois difficiles à suivre et que les compétences du pdg soient mises en doute.

Cette semaine, en commission parlementaire, le maire de Trois-Rivières, Yves Lévesque, et le député caquiste François Bonnardel ont soutenu que Thierry Vandal aurait été viré s'il avait été à la tête d'une entreprise privée. Des dépanneurs font de meilleures prévisions, a ironisé le premier, qui s'étonne qu'Hydro ait préconisé la réfection de Gentilly en 2008 et qu'elle opte pour le démantèlement quatre ans plus tard. Le second souligne que, dans le privé, la personne qui investit dans un projet qui ne voit pas le jour est remerciée de ses services.

Ces messieurs oublient que des projets privés, comme celui du port méthanier Rabaska, ont aussi été mis au rancart à cause de la baisse du prix du gaz naturel. Le député caquiste semble également avoir oublié que son chef François Legault avait bien l'intention de placer à la tête des sociétés d'État des gens qui pensent comme lui s'il devenait premier ministre.

Qu'importe le parti au pouvoir, Hydro est condamnée à répondre à des impératifs gouvernementaux. C'est un leurre de croire que chaque décision a une logique économique et financière implacable. Un gouvernement accordera plus de valeur aux énergies vertes. Un autre jugera un projet au nombre et à la qualité des emplois qui s'y rattachent. Pour un autre, le dynamisme économique des régions sera le facteur décisif.

Dans le cas de Gentilly, plusieurs adhéreront à l'argument du pdg Vandal voulant que l'évolution du marché de l'énergie a chamboulé les plans d'Hydro. Le gaz de schiste est en effet apparu sur les radars de façon significative à partir de 2008.

L'explosion des coûts reliés à la réfection de la centrale évoquée par le président (1,9 milliard \$ en 2008 contre 4,3 milliards \$ en octobre 2012) en laisse toutefois plusieurs sceptiques, dont des professeurs de Polytechnique. Gregory Kennedy constate que le rapport d'Hydro d'octobre dernier a été rédigé à la hâte, alors qu'une volumineuse documentation avait accompagné l'analyse en faveur de la réfection. Son confrère Guy Marleau voit donc dans la décision de Québec un choix certes légitime, mais politique.



Un choix qui aurait pu être autre si les libéraux avaient conservé le pouvoir. Mais ils ont perdu. Les orientations péquistes peuvent déplaire à certains, elles ont le mérite d'être connues depuis longtemps, alors que le gouvernement Charest a préféré ignorer les signaux d'alarme transmis par Hydro depuis 2010.

Ressasser le passé ne sert à rien aux employés de Gentilly et aux gens de Trois-Rivières et de Bécancour. Au-delà des idéologies, toutes les énergies doivent dorénavant être centrées sur la diversification de l'économie de la région.

© 2013 *Le Soleil* ; *CEDROM-SNi inc.*

PUBLI-C news-20130131-LS-0037 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse (site web) - Le Soleil

Jeudi, 31 janvier 2013

Gentilly-2: Hydro-Québec sous pression

Brigitte Breton

Une décision idéologique et politique que celle du gouvernement Marois de démanteler la centrale nucléaire Gentilly-2? Certainement. Comme l'était auparavant celle des libéraux de pencher en faveur de sa réfection. Hydro-Québec saura toujours trouver les arguments pour étayer la thèse de son principal actionnaire. Il faudrait bien un jour cesser de se raconter des histoires.

Québec - Les débats entourant le sort de Gentilly-2 illustrent une fois de plus la relation ambiguë qu'entretiennent les Québécois et les élus à l'égard d'Hydro. On veut que la société d'État soit performante, qu'elle suive les lois du marché et qu'elle soit gérée comme une grande entreprise privée. En même temps, on réclame qu'elle rapporte beaucoup, mais qu'elle fournisse à très bas prix l'électricité nécessaire à nos foyers et aux entreprises génératrices d'emplois. On tient également aux milliers d'emplois de qualité liés à ses activités. Pas étonnant que le parcours et les orientations d'Hydro soient parfois difficiles à suivre et que les compétences du pdg soient mises en doute.

Cette semaine, en commission parlementaire, le maire de Trois-Rivières, Yves Lévesque, et le député caquiste François Bonnardel ont soutenu que Thierry Vandal aurait été viré s'il avait été à la tête d'une

entreprise privée. Des dépanneurs font de meilleures prévisions, a ironisé le premier, qui s'étonne qu'Hydro ait préconisé la réfection de Gentilly en 2008 et qu'elle opte pour le démantèlement quatre ans plus tard. Le second souligne que, dans le privé, la personne qui investit dans un projet qui ne voit pas le jour est remerciée de ses services.

Ces messieurs oublient que des projets privés, comme celui du port méthanier Rabaska, ont aussi été mis au rancart à cause de la baisse du prix du gaz naturel. Le député caquiste semble également avoir oublié que son chef François Legault avait bien l'intention de placer à la tête des sociétés d'État des gens qui pensent comme lui s'il devenait premier ministre.

Qu'importe le parti au pouvoir, Hydro est condamnée à répondre à des impératifs gouvernementaux. C'est un leurre de croire que chaque décision a une logique économique et financière implacable. Un gouvernement accordera plus de valeur aux énergies vertes. Un autre jugera un projet au nombre et à la qualité des emplois qui s'y rattachent. Pour un autre, le dynamisme économique des régions sera le facteur décisif.

Dans le cas de Gentilly, plusieurs adhéreront à l'argument du pdg

Vandal voulant que l'évolution du marché de l'énergie a chamboulé les plans d'Hydro. Le gaz de schiste est en effet apparu sur les radars de façon significative à partir de 2008.

L'explosion des coûts reliés à la réfection de la centrale évoquée par le président (1,9 milliard \$ en 2008 contre 4,3 milliards \$ en octobre 2012) en laisse toutefois plusieurs sceptiques, dont des professeurs de Polytechnique. Gregory Kennedy constate que le rapport d'Hydro d'octobre dernier a été rédigé à la hâte, alors qu'une volumineuse documentation avait accompagné l'analyse en faveur de la réfection. Son confrère Guy Marleau voit donc dans la décision de Québec un choix certes légitime, mais politique.

Un choix qui aurait pu être autre si les libéraux avaient conservé le pouvoir. Mais ils ont perdu. Les orientations péquistes peuvent déplaire à certains, elles ont le mérite d'être connues depuis longtemps, alors que le gouvernement Charest a préféré ignorer les signaux d'alarme transmis par Hydro depuis 2010.

Ressasser le passé ne sert à rien aux employés de Gentilly et aux gens de Trois-Rivières et de Bécancour. Au-delà des idéologies, toutes les énergies doivent dorénavant être centrées sur la diversification de l'économie de la région.



EUREKA.CC

une solution de CEDROM SNI

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130131-CY-4616770 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

les affaires

Les Affaires, no. No: 4

De bonne source, samedi, 2 février 2013, p. 39

HomeAdvisor recrute Sébastien Provencher

PIERRE THÉROUX

Avec la volonté de s'implanter au pays, l'américaine HomeAdvisor a recruté Sébastien Provencher pour occuper le poste de vice-président, innovation et produits, de sa filiale HomeAdvisor Canada. M. Provencher aura aussi comme mission de lancer de nouveaux produits qui seront offerts aux États-Unis et ailleurs dans le monde par l'entreprise. Celle-ci, au moyen de sites Web et d'applications mobiles, met en relation des entrepreneurs et des résidents ayant des projets de rénovation et d'entretien domiciliaires.

«C'est un défi très intéressant et [cela s'inscrit dans] une belle continuité professionnelle», a commenté M. Provencher, en soulignant que le portail québécois de HomeAdvisor sera en ligne dans les prochains mois. M. Provencher se joint à HomeAdvisor après avoir oeuvré pendant huit ans (de 1999 à 2007) au développement de la stratégie en ligne de Bell ActiMedia et du Groupe Pages Jaunes. Il avait ensuite cofondé l'entreprise Needium, dont il a été vice-président, gestion de produits et développement des affaires jusqu'à son récent départ. Il est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'Université Laval.

EVE PARÉ À LA TÊTE DE L'ASSOCIATION DES HÔTELS

Eve Paré prend la direction de l'Association des hôtels du Grand Montréal. La nouvelle pdg succède à **William Brown** qui prendra sa retraite en mars après 12 ans à la tête de ce regroupement de 77 établissements hôteliers situés dans la grande région métropolitaine. Mme Paré était depuis 2007 directrice de la commercialisation et de l'économie à la Fédération des producteurs de porcs du Québec. La titulaire d'une maîtrise en sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal avait auparavant été directrice adjointe, politiques et relations gouvernementales, des Producteurs laitiers du Canada.

DEUX NOUVEAUX AVOCATS CHEZ BLAKES

Les avocats **François Dupuis** et **Ryan Hillier**, qui pratiquaient chez McCarthy Tétrault, se joignent au cabinet montréalais de Blake, Cassels & Graydon (Blakes). M. Dupuis exerce dans le domaine du financement par emprunt et du droit transactionnel, tandis que M. Hillier, diplômé de l'Université de Montréal, se spécialise en litiges commerciaux.

L'ÉQUIPE DU FONDS FTQ GRANDIT

L'équipe d'investissement en nouvelle économie du Fonds de solidarité FTQ compte deux recrues. **Charles Sylvestre** prend en charge le secteur des technologies de l'information, des télécommunications et de l'environnement, alors que **Didier Leconte** s'occupera des sciences de la vie. M. Sylvestre avait cofondé la firme spécialisée en achat et vente d'entreprises Adix Conseil, après avoir oeuvré comme gestionnaire et conseiller juridique chez Novacap. M. Leconte a notamment dirigé MSBi Valorisation, la société de valorisation de l'Université de Sherbrooke et des universités McGill et Bishop's.

DE ROGERS À VIDÉOTRON

39 | NUMÉRO DU 20 FÉVRIER 2013

de bonne source

PIERRE THÉROUX
th@affaires.ca

EVE PARÉ À LA TÊTE DE L'ASSOCIATION DES HÔTELS
Eve Paré prend la direction de l'Association des hôtels du Grand Montréal. La nouvelle pdg succède à William Brown qui prendra sa retraite en mars après 12 ans à la tête de ce regroupement de 77 établissements hôteliers situés dans la grande région métropolitaine. Mme Paré était depuis 2007 directrice de la commercialisation et de l'économie à la Fédération des producteurs de porcs du Québec. La titulaire d'une maîtrise en sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal avait auparavant été directrice adjointe, politiques et relations gouvernementales, des Producteurs laitiers du Canada.

DEUX NOUVEAUX AVOCATS CHEZ BLAKES
Les avocats François Dupuis et Ryan Hillier, qui pratiquaient chez McCarthy Tétrault, se joignent au cabinet montréalais de Blake, Cassels & Graydon (Blakes). M. Dupuis exerce dans le domaine du financement par emprunt et du droit transactionnel, tandis que M. Hillier, diplômé de l'Université de Montréal, se spécialise en litiges commerciaux.

L'ÉQUIPE DU FONDS FTQ GRANDIT
L'équipe d'investissement en nouvelle économie du Fonds de solidarité FTQ compte deux recrues. Charles Sylvestre prend en charge le secteur des technologies de l'information, des télécommunications et de l'environnement, alors que Didier Leconte s'occupera des sciences de la vie. M. Sylvestre avait cofondé la firme spécialisée en achat et vente d'entreprises Adix Conseil, après avoir oeuvré comme gestionnaire et conseiller juridique chez Novacap. M. Leconte a notamment dirigé MSBi Valorisation, la société de valorisation de l'Université de Sherbrooke et des universités McGill et Bishop's.

DE ROGERS À VIDÉOTRON

LA NOUVEAU DANS L'INDUSTRIE | **DEBONNESOURCES** | **CTC**

Après avoir été à l'emploi de Rogers Communication pendant 10 ans comme vice-présidente, marketing et communications, **Sylvie Charette** mettra désormais son expertise au service du secteur des télécommunications de Vidéotron à titre de vice-présidente, marque et médias interactifs. Mme Charette a aussi été vice-présidente régionale chez Telus et travaillé pendant une dizaine d'années chez Bell Mobilité, où elle a occupé plusieurs postes de gestion, dont celui de directrice, communications consommateur. Vidéotron a aussi promu **Alain Charlebois** vice-président, ressources humaines et service excellence, en remplacement de **Normand Vachon** qui prend sa retraite.

CHANGEMENTS À LA DIRECTION DE VARITRON

Patrice Lavoie, qui était directeur, unité d'affaires, a été promu vice-président, service clients, du Groupe varitronyechnologies où il oeuvre depuis plus de six ans. L'entreprise, spécialisée dans l'assemblage de produits électroniques, a du même coup recruté **Francis Mercier** à titre de directeur des opérations. L'ingénieur a passé les 13 dernières années chez Alstom Transport. Varitron accueille aussi **Mario Leblanc**, président de Vector7, qui se joint à son conseil d'administration.

D'UN CLD À L'AUTRE

Olivier Goyet change de Centre local de développement. M. Goyet, qui était directeur général du CLD Joliette depuis 2006, occupe maintenant la même fonction au CLD de la MRC de L'Assomption. Il succède à **Perry Niro** qui avait été nommé en septembre dernier et était resté en poste moins d'un mois. Titulaire d'un baccalauréat en science de la gestion et de l'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières, M. Goyet préside l'organisme Lanaudière Économique.

DE PFIZER À LA SUN LIFE

Jean-Michel Lavoie quitte son poste de chef de marque, division de la commercialisation de la société pharmaceutique Pfizer pour se joindre à la Financière Sun Life, à titre de directeur des produits et garanties de remboursement des frais de médicaments. Diplômé en pharmacie de l'Université de Montréal, M. Lavoie est aussi titulaire d'un MBA de l'Université McGill.

DEUX NOUVEAUX ASSOCIÉS

Olivier Tardif et **Joseph Takhmizdjian** ont été promus associés au bureau montréalais du cabinet juridique Borden Ladner Gervais. Olivier Tardif est membre du groupe des services financiers, et ses domaines de pratique incluent le financement des sociétés, l'insolvabilité et la restructuration, de même que le droit bancaire en général. Membre du groupe Droit fiscal, M. Takhmizdjian exerce dans les domaines de l'impôt des corporations et des particuliers, la fiscalité internationale, l'impôt sur les fiducies et la planification successorale.

ERRATUM

Contrairement à ce que nous avons écrit la semaine dernière, Louis Fradette, de CO2 Solutions, est toujours professeur à temps partiel en génie chimique à l'École Polytechnique de Montréal.

Ça bouge dans votre industrie ? Écrivez-nous à debonnesource@tc.tc

debonnesource@tc.tc

© 2013 Les Affaires ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130202-ZL-0037 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

SRC Mauricie-Centre-du-Québec (site web)

Mardi, 29 janvier 2013

Gentilly-2 : dernière journée d'audiences à l'Assemblée nationale

Le syndicat professionnel des ingénieurs d'Hydro-Québec et la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) seront les derniers intervenants à prendre la parole devant la commission parlementaire sur le déclassement de la centrale nucléaire Gentilly-2, qui a lieu à l'Assemblée nationale à Québec.

Mercredi matin, le professeur en génie physique à Polytechnique Guy Marleau a proposé au gouvernement de privatiser les installations de la centrale nucléaire Gentilly-2. Il croit qu'il serait plus facile pour une entreprise privée d'investir, rénover et exploiter des installations comme celles de la centrale de Bécancour.

Son intervention a été suivie par celle de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec (CRÉCQ), qui demande à avoir son mot à dire sur le fonds de diversification de 200 millions de dollars.

La commission parlementaire a entendu en fin d'avant-midi les différents syndicats d'Hydro-Québec, affiliés à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).

La FTQ a adressé au gouvernement une dizaine de revendications, dont celle de surseoir à la suppression de 2 000 postes chez Hydro-Québec annoncée lors du dernier budget, afin de permettre aux 700 personnes frappées par la fermeture de Gentilly-2 de se reposer.

Les libéraux savaient, affirme le PDG d'Hydro-Québec

Le président-directeur général d'Hydro-Québec soutient que le gouvernement libéral de Jean Charest avait été mis au courant de l'augmentation des coûts de la centrale nucléaire Gentilly-2 bien avant les élections du 4 septembre dernier, qui ont porté le Parti québécois au pouvoir.

Thierry Vandal, qui comparaissait mardi en commission parlementaire à Québec, a confirmé que depuis 2010, Hydro-Québec envoyait des signaux au gouvernement au sujet de la rentabilité de la centrale.

« On savait, bien sûr, avant le 4 septembre 2012, que ce projet n'était pas un projet qui pouvait être justifié financièrement par Hydro-Québec. On a communiqué l'information, mais la perspective d'Hydro-Québec n'est pas nécessairement la perspective du gouvernement du Québec. » -- Le Parti québécois et la Coalition avenir Québec ont vivement réagi aux propos de Thierry Vandal. La ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, a accusé l'ex-gouvernement libéral « d'aveuglement volontaire ».

Les libéraux répondent qu'ils n'avaient pas tous les rapports en main à l'époque, notamment celui sur la réfection de la centrale de Point Lepreau, au Nouveau-Brunswick, et qu'ils avaient donc demandé à Hydro-Québec de garder la porte ouverte à la réfection de Gentilly-2.

Demande de sursis

Mardi, les villes de Bécancour et de Trois-Rivières ont participé aux audiences de la commission. Elles s'opposent toujours à la décision de Québec de fermer la centrale Gentilly-2.

Dans son mémoire, la Ville de Bécancour a demandé un sursis de trois ans pour prolonger l'exploitation du réacteur de la centrale jusqu'en 2016.

La Société du Parc industriel et portuaire de Bécancour ainsi que les chambres de commerce et d'industrie du Coeur-du-Québec et de Trois-Rivières ont également participé aux audiences de la commission sur le déclassement de la centrale, mardi.

Centrale Gentilly-2 (archives) Une commission attendue

La commission parlementaire est chargée d'étudier les répercussions du déclassement de la centrale Gentilly-2 sur Bécancour ainsi que le plan de diversification économique pour le Centre-du-Québec et la Mauricie.

Après les deux jours d'audiences, la commission parlementaire, dont le mandat a été confié à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles, devra revenir devant l'Assemblée nationale au plus tard le 21 février.

Coûts de la réfection La réfection coûterait 4,3 milliards de dollars, selon un rapport d'évaluation d'Hydro-Québec rendu public en octobre. Le déclassement avoisinerait quant à lui les 2 milliards de dollars. Selon le PDG d'Hydro-Québec, la fermeture



EUREKA.CC

une solution de CEDROM SNI

totale est prévue pour 2062, soit dans 50 ans, en raison de la structure même de la centrale.

L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique

(AQLPA), Équiterre, la Fondation David Suzuki, Greenpeace et Nature Québec se mobilisent quant à eux pour réclamer un démantèlement plus rapide de la centrale nucléaire. Ils

proposent d'échelonner les opérations sur 20 ans, soit deux fois plus rapidement que prévu.

© 2013 SRC Mauricie-Centre-du-Québec (site web) ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130129-CRU-007 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

SRC Mauricie-Centre-du-Québec (site web)

Mardi, 29 janvier 2013

Gentilly-2 : un expert suggère à Québec de privatiser la centrale

Le professeur en génie physique à Polytechnique Guy Marleau a proposé au gouvernement de privatiser les installations de la centrale nucléaire Gentilly-2, à Bécancour.

Guy Marleau est intervenu mercredi matin lors de la commission parlementaire à Québec. Il considère que Québec fait fausse route en fermant Gentilly-2.

Le professeur titulaire au département de génie physique à Polytechnique, à Montréal, a affirmé que l'Institut de génie nucléaire prévoit une baisse des inscriptions à la suite de la fermeture de la seule centrale nucléaire du Québec.

Son intervention a été suivie par celle de la Conférence régionale des élus (CRÉ) du Centre-du-Québec. La députée libérale de Trois-Rivières, Danielle Saint-Amand, lui a reproché de ne pas avoir pris position sur la fermeture de Gentilly-2.

La commission parlementaire entendra en fin d'avant-midi les différents syndicats d'Hydro-Québec. Le groupe Sortons le Québec du nucléaire et la Commission canadienne de sûreté nucléaire font partie des intervenants qui prendront la parole en après-midi.

Les libéraux savaient, affirme le PDG d'Hydro-Québec

Le président-directeur général d'Hydro-Québec soutient que le gouvernement libéral de Jean Charest avait été mis au courant de l'augmentation des coûts de la centrale nucléaire Gentilly-2 bien

avant les élections du 4 septembre dernier, qui ont porté le Parti québécois au pouvoir.

Thierry Vandal, qui comparaissait mardi en commission parlementaire à Québec, a confirmé que depuis 2010, Hydro-Québec envoyait des signaux au gouvernement au sujet de la rentabilité de la centrale.

« On savait, bien sûr, avant le 4 septembre 2012, que ce projet n'était pas un projet qui pouvait être justifié financièrement par Hydro-Québec. On a communiqué l'information, mais la perspective d'Hydro-Québec n'est pas nécessairement la perspective du gouvernement du Québec. » -- Thierry Vandal, PDG d'Hydro-Québec Le Parti québécois et la Coalition avenir Québec ont vivement réagi aux propos de Thierry Vandal. La ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, a accusé l'ex-gouvernement libéral « d'aveuglement volontaire ».

Les libéraux répondent qu'ils n'avaient pas tous les rapports en main à l'époque, notamment celui sur la réfection de la centrale de Point Lepreau, au Nouveau-Brunswick, et qu'ils avaient donc demandé à Hydro-Québec de garder la porte ouverte à la réfection de Gentilly-2.

Demande de sursis

Mardi, les Villes de Bécancour et de Trois-Rivières ont participé aux audiences de la commission. Elles s'opposent toujours à la décision de Québec de fermer la centrale Gentilly-2.

Dans son mémoire, la Ville de Bécancour a demandé un sursis de trois ans pour prolonger l'exploitation du réacteur de la centrale jusqu'en 2016. La Municipalité souhaite encore que Québec annule complètement sa décision de fermer Gentilly-2, mais elle qualifie sa proposition de compromis.

La Ville a exposé dans son mémoire les conséquences de la fermeture de la centrale nucléaire sur les plans économique, social et environnemental pour Bécancour et ses environs.

La Société du Parc industriel et portuaire de Bécancour ainsi que les chambres de commerce et d'industrie du Coeur-du-Québec et de Trois-Rivières ont également participé aux audiences de la commission sur le déclassement de la centrale, mardi.

Une commission attendue

La commission parlementaire est chargée d'étudier les répercussions du déclassement de la centrale Gentilly-2 sur Bécancour ainsi que le plan de diversification économique pour le Centre-du-Québec et la Mauricie.

Les députés doivent aussi entendre des représentants des syndicats des employés et du groupe Sortons le Québec du nucléaire. Après les deux jours d'audiences, la commission parlementaire, dont le mandat a été confié à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles, devra revenir devant l'Assemblée nationale au plus tard le 21 février.

Comme il l'avait promis lors de la campagne électorale, le nouveau gouvernement du Parti québécois a annoncé la fermeture de la centrale nucléaire au terme de sa première séance du Conseil des ministres, en octobre dernier.

Les réactions à l'annonce officielle ont été nombreuses en Mauricie et au Centre-du-Québec, où plusieurs intervenants ont répété que le fonds de diversification de 200 millions de dollars proposé par Pauline Marois ne serait pas suffisant pour remplacer les 800 emplois perdus.

En ouvrant la porte à la tenue d'une commission parlementaire un mois

plus tard, la ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, a tout de même maintenu la décision de son gouvernement de fermer la centrale, faisant valoir que le projet de réfection n'était pas rentable.

La réfection coûterait 4,3 milliards de dollars, selon un rapport d'évaluation d'Hydro-Québec rendu public en octobre. Le déclassement avoisinerait quant à lui les 2 milliards de dollars.

Selon le PDG d'Hydro-Québec, la fermeture totale est prévue pour 2062, soit dans 50 ans, en raison de la structure même de la centrale.

Des travaux de préparation à la dormance seront réalisés sur une

période de 18 mois jusqu'au milieu de 2014. Ils s'agira notamment de décharger le combustible du réacteur et de traiter l'eau lourde. Cette étape sera suivie d'une période de dormance de 40 ans. La centrale sera ensuite démantelée et le site, remis en état.

L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), Équiterre, la Fondation David Suzuki, Greenpeace et Nature Québec se mobilisent quant à eux pour réclamer un démantèlement plus rapide de la centrale nucléaire. Ils proposent d'échelonner les opérations sur 20 ans, soit deux fois plus rapidement que prévu.

© 2013 SRC Mauricie-Centre-du-Québec (site web) ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130129-CRU-006 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

CHMP (98,5 FM), Montréal
29 janvier 2013

Émission : Montréal maintenant - Effondrement à l'Épiphanie

Animateur : Paul Houde

LA CSST PARTICIPE À L'OPÉRATION DE SECOURS DE DEUX TRAVAILLEURS ENSEVELIS AU FOND D'UNE CARRIÈRE. UN EXPERT DE POLYTECHNIQUE SOUTIENT QUE L'ARGILE GORGÉ D'EAU POURRAIT ÊTRE LA CAUSE DE CET AFFAISSEMENT

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

TVA, Montréal (Ref.)
30 janvier 2013

Émission : SALUT, BONJOUR ! - Gentilly-2

Journaliste : Émilie Vallée

LA COMMISSION PARLEMENTAIRE SE POURSUIT SUR LA FERMETURE DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE BÉCANCOUR. AUJOURD'HUI, ON VA ENTENDRE UN PROFESSEUR DE POLYTECHNIQUE, ...

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

RDI, MONTRÉAL
30 janvier 2013

Émission : RDI EN DIRECT - Gentilly-2

Journaliste : Pascal Poinlane

DES EXPERTS EN GÉNIE PHYSIQUE ESTIMENT QU'HYDRO-QUÉBEC A SURÉVALUÉS LES COÛTS DE RÉFECTION DE LA CENTRALE GENTILLY-2. Int.: Grégory Kennedy - Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Émission : Nouvelles (Ref.)
30 janvier 2013

Émission : NOUVELLES - Gentilly-2

Lecteur : Claude Boucher

DANS LE CADRE DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE, DES PROFESSEURS DE POLYTECHNIQUE DÉPLORENT LA PERTE D'EXPERTISE QUI SUCCÈDERA À LA FERMETURE DE LA CENTRALE GENTILLY II.
Int.: Guy Marleau, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

SRC-R1, Montréal
30 janvier 2013

Émission : LE TÉLÉJOURNAL - Gentilly-2

Journaliste : Pascal Poinlane

LA FERMETURE DE GENTILLY-2 - SELON DES EXPERTS EN GÉNIE PHYSIQUE, DONT UN REPRÉSENTANT DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE, HYDRO-QUÉBEC A SURÉVALUÉ LES COÛTS DE LA RÉFECTION DE LA CENTRALE. Int.: Greg Kennedy

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

CHEM (TVA), Trois-rivières
30 janvier 2013

Émission : LE TVA MAURICIE ÉDITION MIDI - Gentilly-2

Journaliste : Ghislain Morissette

UN ENSEIGNANT DE L'UNIVERSITÉ LAVAL ET UN PROFESSEUR DE POLYTECHNIQUE S'INQUIÈTENT DE LA DÉCISION D'HYDRO-QUÉBEC POUR LA RENTABILITÉ ET LA FUITE DES CERVEAUX. Int.: Grégory Kennedy

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

CHEY-FM, Trois-Rivières
30 janvier 2013

Émission : INFOS ROUGE -0 Gentilly-2

Lecteur : François Morin

UN EXPERT DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL ESTIME QU'HYDRO-QUÉBEC A SUBI DE LA PRESSION DANS LE DOSSIER DE RÉFECTION DE LA CENTRALE GENTILLY II. Int. : GRÉGORY KENNEDY, POLYTECHNIQUE

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

RDI, MONTRÉAL
30 janvier 2013

Émission : LE CLUB DES EX - Gentilly-2

Journaliste : L.Grulla, J.-P. Charbonneau, B. Bouchard

CE MATIN, UN EXPERT EN GÉNIE PHYSIQUE EST VENU TÉMOIGNER. C'EST UN PROBLÈME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, PRÉCISE M. BOUCHARD. Int. : Grégory Kennedy, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

CHMP-FM, Montréal (Ref.)
30 janvier 2013

Émission : COGEGO NOUVELLES - Gentilly-2

Journaliste : Louis Lacroix

DEUX EXPERTS DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE ONT CONTREDIT LES CHIFFRES D'HYDRO-QUÉBEC ET PLAIDÉ POUR LE MAINTIEN DE GENTILLY 2. Int.: Guy Marleau, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

Bulletin des diplômés de l'Université de Montréal
28 janvier 2013

La Banque Nationale fait un don de 10 M\$ à Campus Montréal

Le plus important don jamais consenti par la Banque Nationale ira à Campus Montréal et permettra la mise sur pied d'un centre d'entrepreneuriat sans pareil au pays.

<http://www.diplomes.umontreal.ca/bulletin-diplomes-nouvelles/2012/janv13.html>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Bulletin des diplômés de l'Université de Montréal
2 janvier 2013

Les diplômés se retrouvent à Paris

Plus de 120 diplômés de l'Université de Montréal, de HEC Montréal et de Polytechnique Montréal se sont retrouvés le 24 janvier à la résidence du Délégué général du Québec à Paris, Michel Robitaille.

<http://Le%20plus%20important%20don%20jamais%20consenti%20par%20la%20Banque%20Nationale%20ira%20à%20Campus%20Montréal%20et%20permettra%20la%20mise%20sur%20pied%20d'un%20centre%20d'entrepreneuriat%20sans%20pareil%20au%20pays,%20destiné%20aux%20étudiants%20de%20l'Université%20de%20Montréal,%20de%20HEC%20Montréal%20et%20de%20Polytechnique%20Montréal.>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

TVA, Montréal
29 janvier 2013

Émission : LE TVA NOUVELLES

Lecteur : Pierre Bruneau

EFFONDREMENT DE SOL DANS UNE CARRIÈRE À L'ÉPIPHANIE CE MATIN: DES TRAVAILLEURS SONT ENCORE COINCÉS. MONSIEUR LAFLEUR EXPLIQUE DE QUEL TYPE D'EFFONDREMENT IL S'AGIT. Int: Jean Lafleur, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130129150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

CHMP (98,5 FM), Montréal
29 janvier 2013

Émission : Montréal maintenant - Effondrement à l'Épiphanie

Animateur : Paul Houde

UN ACCIDENT MORTEL EST DÉJÀ SURVENU DANS LA CARRIÈRE DE L'ÉPIPHANIE OÙ UN EFFONDREMENT A EU LIEU AUJOURD'HUI. LA NATURE DU SOL DE LA CARRIÈRE SEMBLE EN CAUSE. Int.: Jean Lafleur, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130030501-2.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

CBF (SRC-R1), Montréal
29 janvier 2013

Émission : DÉSAUTELS - Effondrement à l'Epiphanie

Animateur : Jacques Beauchamp

UN ÉBOULEMENT EST SURVENU DANS UNE CARRIÈRE. QUELQUES CAUSES SONT POSSIBLES, INDIQUE MICHEL-ANDRÉ BOUCHARD (UdeM et Polytechnique). C'EST CLAIREMENT UN ACCIDENT INDUSTRIEL ET NON NATUREL, CROIT-IL.

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130030501-2.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

SRC-R1, Montréal
29 janvier 2013

Émission : DÉSAUTELS - Financement des Universités

Animateur : Jacques Beauchamp

LA COALITION AVENIR QUÉBEC A DÉVOILÉ SES PROPOSITIONS EN MATIÈRE DE FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS. UNE DES PROPOSITIONS EST DE CLASSER LES UNIVERSITÉS. LA MISSION DES UNIVERSITÉS N'EST PAS LA MÊME

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130030501-2.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Télé-Québec, Montréal
29 janvier 2013

Émission : LE CODE CHASTENAY

Journaliste : BIN ANH VU VAN et MARIE-PIER ELIE, en direct

CERTAINS SCIENTIFIQUES METTENT LEUR VIE EN DANGER PUR LEURS RECHERCHES. Mention : Éric Laurendeau, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130130030501-2.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Le Nouvelliste

Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

Actualités, mercredi, 30 janvier 2013, p. 5

La griffe à Beaudoin

La région encore plus frustrée

Jean-Marc Beaudoin

C'est moins les coûts explosifs attribués à la remise à niveau de la centrale nucléaire Gentilly-2 que les "profonds changements intervenus dans les marchés de l'énergie en Amérique du Nord", en raison de la surabondance de l'offre en gaz de schiste, qui ont finalement convaincu Hydro-Québec de recommander son déclassement.

C'est ce qu'a expliqué hier en commission parlementaire à Québec le président directeur général d'Hydro-Québec, Thierry Vandal. Avec un coût de revient de 8,3 cents, alors que la société d'État n'obtient maintenant que 4 cents pour le kWh vendu aux États-Unis, l'électricité qui aurait été produite par Gentilly-2 ne devenait plus rentable. Même en figurant un coût de reconstruction moindre, qui aurait pu faire descendre le prix de revient à 7,2 cents le kWh, Gentilly-2 n'était plus dans la course.

Ce qui est étonnant, c'est que du même souffle, Thierry Vandal juge qu'il n'y a pas de problème avec toutes les autres sources d'énergie même si dans le cas de l'éolienne, par exemple, Hydro-Québec paie en moyenne de 13 à 14 cents le kWh qu'elle achète. Que ce soit pour les nouveaux grands barrages, comme celui de la Romaine, ou pour les minicentrales ou les différentes formes d'énergie alternative, la société d'État paie toujours plus cher le kWh que le prix de revient qu'elle aurait obtenu, même dans le scénario de reconstruction le plus exagéré, de la centrale de Gentilly-2.

Il n'y a donc rien à faire. À la moitié et même si c'était au tiers du prix des autres énergies, les kWh de Gentilly seront toujours déclarés non rentables. On pourrait en perdre son latin à moins.

Le président d'Hydro-Québec, même poussé dans ses retranchements par les représentants des partis de l'opposition, a systématiquement refusé d'admettre qu'en vertu de sa base de calcul qui l'a amené à recommander la fermeture de la centrale, il devrait faire la même recommandation au gouvernement pour toutes les autres sources d'énergie.

Si les représentants du gouvernement, ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet et de l'Environnement, Yves-François Blanchet en tête se sont satisfaits de cette analyse, les députés de l'opposition, mais surtout la majorité des intervenants régionaux qui assistaient aux "consultations particulières" sur Gentilly-2 en étaient plutôt éberlués.

Le président d'Hydro-Québec a expliqué que sa société n'avait pas vu venir la chute des prix de l'énergie en Amérique du Nord. C'est pourquoi, après avoir convaincu le gouvernement libéral, qui avait reçu l'appui du Parti québécois, de donner en 2008 un second souffle à la centrale, on avait commencé à mettre la pédale douce sur le projet dès l'été 2010.

C'est une erreur majeure de prévision qui a fait bondir le maire de Trois-Rivières, Yves Lévesque, qui est apparu explosif au moment de la présentation du mémoire de Trois-Rivières. Dans une succession d'élans oratoires, un Yves Lévesque pompé avouait ne pas en revenir qu'on puisse faire aussi facilement et sans conséquences pour les décideurs, des erreurs de plusieurs milliards \$ en quelques années seulement. Pour ouvrir un dépanneur, on fait de meilleures évaluations de marché, a-t-il ironisé. Il faut dire qu'en plus, encore en 2011, Hydro-Québec l'avait convaincu, avec plein



EUREKA.CC
une solution de CEDROM SNI

de documents démontrant la nécessaire reconstruction de la centrale, de présenter un mémoire d'appui à la Commission canadienne de sûreté nucléaire. Et on lui dit maintenant que la centrale, ça n'a pas de sens.

Malgré toutes les explications fournies par le président Vandal, la cohésion de la société d'État a été loin d'être toujours évidente. Même si on lui a tendu la perche, le maire Lévesque n'est quand même pas allé cette fois jusqu'à demander sa démission. Mais on peut dire qu'il a tourné autour du pot et qu'il a dû se mordre la langue quelques fois pour ne pas y arriver. On s'attendait d'ailleurs à un échange musclé entre lui et le ministre Blanchet, responsable de la région.

Ce dernier était parvenu, quelques minutes avant la présentation du maire, à se faire admettre comme participant à la Commission. On s'attendait donc qu'il lui donne la charge. Mais cela ne s'est pas produit et les deux hommes ont été aperçus un peu plus tard, se tenant par le cou en se chuchotant des messages. C'était leur premier tête-à-tête qui a été cependant très court.

De la même façon, on aurait pu penser que le député de Saint-Maurice, Luc Trudel croise le fer avec le maire Lévesque. Mais il s'est trouvé qu'à la même heure, se tenait une autre Commission publique à laquelle il devait assister... ce qui était vrai.

Si les intervenants régionaux, représentants des villes de Trois-Rivières et des chambres de commerce et d'industrie des deux rives, pensaient infléchir le gouvernement dans sa décision décrite par un peu tout le monde comme "précipitée et idéologique", on peut sans se tromper affirmer qu'ils n'y sont pas arrivés. Il est vrai que dès l'ouverture des travaux, la ministre Ouellet a tenu à préciser que cette décision "était ferme" et qu'on n'allait pas changer d'idée au gouvernement. Tout le monde était prévenu que même si on avait consenti sous les pressions la tenue de cette commission, on y viendrait prêcher dans le désert. D'un autre côté, si la partie gouvernementale espérait, avec la présence des hauts dirigeants d'Hydro-Québec, convaincre la région du bon sens économique de fermer Gentilly-2, on peut là aussi dire que c'est un échec total. Il n'y a eu aucun rapprochement.

Même le fonds de diversification annoncé par le gouvernement pour tenter de compenser les emplois et les pertes économiques que va causer la fermeture de la centrale a continué d'être jugé comme hautement insuffisant. Il est en plus apparu comme un véritable cafouillis, puisque personne ne comprend au juste comment il va fonctionner. Si tout est toujours clair à cet égard pour le gouvernement, c'est la pénombre pour tous les autres. À tel point que le bureau de la ministre Élane Zakaïb a senti le besoin d'émettre en milieu de soirée un communiqué plus explicatif. Au point que, par sans doute un coup de baguette magique, le fonds devrait maintenant générer des investissements globaux de 3,5 milliards \$... deux milliards \$ de plus que ce qu'on affirmait quelques heures plus tôt. Une erreur de frappe, sans doute, mais qui montre l'état d'énervement dans lequel on se trouve.

Le président d'Hydro-Québec a dit qu'il pourrait accepter d'éventuellement rencontrer les intervenants régionaux... si c'est dans un cadre gouvernemental, ou si le gouvernement le lui demande. On peut maintenant se demander à quoi cette rencontre pourrait bien servir. La frustration était palpable en fin de journée.

Horaire de la Commission G-2

Mercredi 30 janvier

- 9h30: Guy Marleau, professeur titulaire au département de génie physique à Polytechnique et Dominic Larivière, directeur, laboratoire de Radioécologie Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval

- 10h30: CRÉCQ

- 11h30: Syndicat des employé-es de métiers d'Hydro-Québec, Syndicat des employé-es de techniques professionnelles et de bureau d'Hydro-Québec, Syndicat des technologues d'Hydro-Québec et Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec

- 12h30: Suspension

- 14h: Comité d'actions stratégiques
- 15h: Sortons le Québec du nucléaire
- 16h: Jeune Chambre de commerce de la Mauricie
- 17h: Syndicat professionnel des ingénieurs d'Hydro-Québec
- 17h40: Commission canadienne de sûreté nucléaire
- 18h40: Remarques finales
- 18h52: Ajournement

Illustration(s) :

Photo : Le Soleil

Avant la reprise des débats, les maires Yves Lévesque et Gaétane Désilets discutaient ferme avec le ministre Yves-François Blanchet.

© 2013 *Le Nouvelliste* ; *CEDROM-SNi inc.*

PUBLI-C news-20130130-NV-0007 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Journal de Montréal

Final

Nouvelles, mercredi, 30 janvier 2013, p. 5

Des effondrements fréquents

ANNE-LAURE JEANSON

Les effondrements de terrain sont fréquents dans la région de Lanaudière, comme dans toutes les basses terres du Saint-Laurent situées le long du fleuve.

En mai 2010, un glissement de terrain spectaculaire avait enseveli une maison de Saint-Jude, en Montérégie, décimant les quatre personnes qui étaient à l'intérieur. L'argile sensible avait été désignée coupable.

"Chaque année, il y a des terrains qui sont emportés. Le plus souvent, il s'agit de causes naturelles, provoquées par l'érosion le long des cours d'eau, déclare le professeur en génie civil de l'École Polytechnique de Montréal, Jean Lafleur. On n'en parle pas parce qu'il n'y a pas de blessés."

Un socle rocheux

Dans Lanaudière, un dépôt argileux d'environ six mètres d'épaisseur recouvre un socle de roche, principalement du calcaire. Matériau que le groupe Maskimo exploitait dans sa carrière, située dans la paroisse de L'Épiphanie.

"Il faut rester vigilant quand on a de l'argile sensible dans une zone", d'affirmer Jean Lafleur. Une étude géotechnique est requise avant toute excavation pour connaître la nature des sols et les précautions à prendre, "car les risques sont prévisibles", poursuit-il.

Argile sensible

L'argile sensible est bien connue au Québec. On la retrouve le long de la vallée du Saint-Laurent, dans le fjord du Saguenay et au Lac-Saint-Jean, ainsi que dans la région d'Ottawa.

Ce matériau a la propriété de passer rapidement de l'état solide à l'état liquide. On parle de matière "thixotrope".

"Elle (cette matière) peut se liquifier entièrement et de façon spontanée", explique le professeur de géologie de l'Université de Montréal, Michel A. Bouchard.

Les origines naturelles d'un glissement de terrain sont nombreuses. "Cela peut se produire aussitôt qu'il y a une instabilité qui

créé un mouvement dans le sol", affirme-t-il. Ce peut-être une vibration, une désalinisation rapide, une pression ou encore une surcharge de poids.

Origine à déterminer

En se fondant sur son analyse des images diffusées à la télévision hier, M. Bouchard pense que cet effondrement de terrain est attribuable à un mouvement dont l'origine reste à déterminer.

"On voit sur les images des formes fluidales dessinées par la terre", dit-il. Ce mouvement s'amplifie rapidement, provoquant une coulée d'une grande densité. "Avec la gravité, cela emporte tout sur son passage".

Le plus important glissement de terrain au Canada a eu lieu en 1908 à Notre-Dame-de-la-Salette, tuant 33 personnes.

Les argiles sensibles se retrouvent surtout dans les pays nordiques, aux endroits où il y a eu des glaciations, comme en Russie, au Canada, en Norvège et en Suède.



EUREKA.CC

une solution de CEDROM SNI

© 2013 *Le Journal de Montréal* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130130-OP-130130278041781 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Journal de Montréal

Final

Nouvelles, mercredi, 30 janvier 2013, p. 5

Le glissement de terrain aurait été produit par l'activité des ouvriers sur place Avec la collaboration de
Kassandra Martel et d'Anne Caroline Desplanques

" Un accident industriel "

ANNE-LAURE JEANSON ANNE-LAURE.JEANSON@QUEBECORMEDIA.COM

Les causes de l'affaissement de terrain qui s'est produit hier dans la carrière de la compagnie compal'accident Maskimo relèvent de l'accident industriel, selon plusieurs experts.

"Ce sont les opérations d'excavation qui sont à l'origine de la rupture", a déclaré le géologue du ministère de la Sécurité publique, appelé sur les lieux, Denis Robitaille.

Au moment du glissement de terrain, les travailleurs décapaient le roc pour agrandir la carrière. Il semble qu'ils aient atteint une couche d'argile qui s'est liquéfiée, formant un torrent d'argile, a expliqué M. Robitaille en conférence de presse.

"Le climat n'a aucune influence et cela n'a rien à voir avec la roche qui y est exploitée", ren-rechérît chérît le professeur en génie civil de l'École Polytechnique, Poly-Jean Lafleur, contacté par le Journal.

"Ce n'est pas un phénomène naturel", assure-t-il. Le fait qu'il y ait des glissements de terrain dans la région est donc très indirectement relié à ce qui s'est produit hier, selon lui.

Un amas de terre " assez inhabituel "

En conférence de presse, M. Robitaille a pointé "une surcharge" aux abords de la carrière, un élément qui n'a pas échappé au géologue Michel A. Bouchard de l'Université de Montréal. "Sur les images, on voit une accumulation de matériaux en périphérie de la carrière, d'au moins 10 mètres de haut", indique-t-il.

C'est à cet endroit que les deux camions de chargement et la pelle mécanique se trouvaient avant d'être emportés vers le fond de la fosse par la coulée de boue.

Selon Paul Lefebvre, du ministère de la Sécurité publique, "l'équipe était en train d'enlever le mort-terrain [amas de terre déplacée]. Ils creusaient pour avoir accès au roc."

"Accumuler du sable ou du gravier est une pratique courante, mais accumuler de l'argile, c'est assez inhabituel", dit M. Bouchard.

La provenance des matériaux entreposés à proximité de la carrière reste à déterminer.

Le groupe Maskimo construction produit et vend des granulats (fragments de roche) et des enrobés bitumineux. Il se pourrait que l'amas de terre soit composé d'un mélange de matériaux servant à fabriquer ces produits.

Soutenir les employés

Toutefois selon Yuane Desfossées, responsable des ressources humaines chez Maskimo, l'heure n'est pas à trouver les causes de l'effondrement, mais plutôt à venir en aide aux employés et aux familles.

"Nous avons mis en place toutes les mesures pour soutenir les employés de Maskimo et du sous-traitant. Nous offrons et offrirons tout le soutien dont auront besoin des familles", a-telle soutenu dans un court point de presse.

La CSST au Québec ne répertorie aucun accident mortel similaire à celui qui s'est produit hier à L'Épiphanie.

© 2013 *Le Journal de Montréal* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130130-OP-130130278041766 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Montréal
Actualité, mercredi, 30 janvier 2013

«?Un accident industriel?»

Anne-Laure Jeanson

Les causes de l'affaissement de terrain qui s'est produit hier dans la carrière de la compagnie Maskimo relèvent de l'accident industriel, selon plusieurs experts. «Ce sont les opérations d'excavation qui sont...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 *Le Journal de Montréal* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130130-OPW-012 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Québec
Actualité, mercredi, 30 janvier 2013

«?Un accident industriel?»

Anne-Laure Jeanson

Les causes de l'affaissement de terrain qui s'est produit hier dans la carrière de la compagnie Maskimo relèvent de l'accident industriel, selon plusieurs experts. «Ce sont les opérations d'excavation qui sont...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 *Le Journal de Québec* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130130-ORW-016 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

24 heures Montréal

Actualités, mardi, 29 janvier 2013 - 23:58:21 +0000

Québec octroie 2,5M \$ au MEDTEQ pour de la recherche médicale

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a annoncé mardi matin un financement de 2,5 millions \$ au Consortium de recherche et d'innovation en technologies médicales du Québec (MEDTEQ). Créé en...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 24 heures Montréal ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI- WEB-20130129-VQM-13595039011273566013 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

TVA Nouvelles
National, mardi, 29 janvier 2013 - 22:50:44 +0000

Québec octroie 2,5 millions \$ à la recherche médicale

Ewan Sauves

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a annoncé mardi matin un financement de 2,5 millions \$ au Consortium de recherche et d'innovation en technologies médicales du Québec (MEDTEQ). Créé en...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 TVA Nouvelles ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130129-CLC-13594998441293532913 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

TVA Nouvelles
Nouvelles, mardi, 29 janvier 2013 - 22:53:36 +0000

Nouvelles technologies • Québec octroie 2,5 millions \$ à la recherche médicale

Ewan Sauves

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a annoncé mardi matin un financement de 2,5 millions \$ au Consortium de recherche et d'innovation en technologies médicales du Québec (MEDTEQ). Créé en...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 TVA Nouvelles ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130129-CLC-13595000161293532256 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Canoe - Infos Québec Canada
Education, mardi, 29 janvier 2013 - 22:32:16 +0000

Québec octroie 2,5 millions \$

Agence Qmi

MONTREAL - Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a annoncé mardi matin un financement de 2,5 millions \$ au Consortium de recherche et d'innovation en technologies médicales du Québec...

Voir l'article

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 Canoe - Infos Québec Canada ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130129-CJM-13594987361334050606 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Québec
Actualité, mardi, 29 janvier 2013

Québec octroie 2,5M \$ au MEDTEQ

Ewan Sauves / Agence QMI

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a annoncé mardi matin un financement de 2,5 millions \$ au Consortium de recherche et d'innovation en technologies médicales du Québec (MEDTEQ). Créé en...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 *Le Journal de Québec* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130129-ORW-083 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Montréal
Actualité, mardi, 29 janvier 2013

Québec octroie 2,5M \$ au MEDTEQ

Ewan Sauves / Agence QMI

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a annoncé mardi matin un financement de 2,5 millions \$ au Consortium de recherche et d'innovation en technologies médicales du Québec (MEDTEQ). Créé en...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 *Le Journal de Montréal* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130129-OPW-089 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

RDI, MONTRÉAL
25 janvier 2013

Émission : Le Téléjournal de RDI

Journaliste : Oumelkheir Djenaidi

MICHEL LALONDE A CITÉ DOUZE FIRMES DE GÉNIE QUI AURAIENT PARTICIPÉ À UN SYSTÈME DE COLLUSION. Int.: Bernard Lapierre, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130128150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



La Presse (site web) - Le Nouvelliste
Mardi, 29 janvier 2013

Gentilly-2: le jour des comptes est arrivé

Marc Rochette

Obtenue à l'arraché par l'opposition, la fameuse commission parlementaire sur le déclassement de Gentilly-2 et le plan de diversification économique prend son envol ce matin à Québec avec la présentation d'Hydro-Québec.

Trois-Rivières - Et c'est avec le couteau entre les dents que les intervenants de la Mauricie et du Centre-du-Québec débarquent au Salon rouge de l'Assemblée nationale pour exprimer leur désaccord avec la fermeture, leur déception du fonds de 200 millions et leurs idées pour la suite des choses.

Réclamée par le milieu, cette consultation particulière avait fait l'objet d'une partie de bras de fer entre le gouvernement et les partis d'opposition. Une tractation entre les chambres de commerce et les ministres concernés avait finalement permis de dénouer l'impasse, d'où la tenue de ces deux jours de travaux devant la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles.

Aujourd'hui, tout l'avant-midi sera consacré à la société d'État qui viendra justifier sa décision de fermer la centrale nucléaire après en avoir pourtant planifié la réfection. En après-midi, les villes de Bécancour et Trois-Rivières vont se succéder avant de laisser la place à la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour et

aux deux chambres de commerce riveraines.

Demain, les auditions publiques vont débiter avec la participation de Guy Marleau, professeur titulaire au département de génie physique à Polytechnique et Dominic Larivière, directeur, laboratoire de Radioécologie Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval. La matinée se terminera avec les mémoires de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec (CRÉCQ) et de plusieurs syndicats d'Hydro-Québec.

Comité d'actions stratégiques, Sortons le Québec du nucléaire, Jeune Chambre de commerce de la Mauricie, Syndicat professionnel des ingénieurs d'Hydro-Québec et Commission canadienne de sûreté nucléaire: voilà la liste des participants pour l'après-midi du 30 janvier.

Selon ce qu'avait déjà annoncé la ministre Martine Ouellet, un rapport devra être fait pour le 21 février prochain.

Même si la décision gouvernementale semble définitive, la Ville de Bécancour osera réclamer un sursis de trois ans avant de mettre fin à la centrale nucléaire et ses 800 emplois.

«Nous demandons au gouvernement du Québec de prolonger la vie de la centrale jusqu'en 2016 afin de donner

le temps nécessaire aux experts, aux employés, aux syndicats, aux élus ainsi qu'à la population de faire le point sur ce dossier majeur et déterminant pour l'avenir de Bécancour et de la région», lancera comme message la mairesse Gaétane Désilets.

«Nous avons besoin de temps. Et c'est le temps qu'ils nous respectent et qu'ils nous écoutent», a-t-elle d'ailleurs fait savoir, hier, en point de presse.

Sa requête repose sur l'avis de spécialistes voulant que Gentilly-2 pourrait encore être exploitée pendant cinq ans sans réfection.

«Il n'y a aucune raison valable de ne pas pouvoir l'exploiter pendant cinq ans sans faire la réfection. Quatorze centrales vont le faire. La question technique n'est pas là», avait soutenu en octobre 2012 un ancien chef de service technique à Gentilly-2 pendant dix ans, Paul Lafrenière, lors d'une rencontre d'information publique.

Par ailleurs, la mairesse rappellera qu'en 2003, la masse salariale des employés de la centrale habitant dans la région immédiate de Bécancour représentait environ 73 millions de dollars, soit près de 87 millions en dollars d'aujourd'hui.

«Il faut aussi compter sur des revenus de 13 millions de dollars par année



EUREKA.CC

une solution de CEDROM SNI

pour les fournisseurs de premier et deuxième niveaux de la centrale, situés à Bécancour», peut-on lire dans le mémoire rendu publique hier matin.

Selon la Ville, il est «illusoire» de croire que l'aide financière de 200 millions de dollars basée sur des prêts compensera adéquatement la région.

L'insuffisance de cette enveloppe fait consensus parmi les acteurs régionaux. La Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières va jusqu'à évoquer le milliard de dollars comme compensation justifiée.

À l'instar de la Chambre de commerce et d'industrie du Coeur-du-Québec, plusieurs s'interrogent sur les coûts de réfection avancés par Hydro-Québec. Et les centaines de millions investis inutilement dans les travaux préparatoires ont même amené le maire de Trois-Rivières, Yves Lévesque, à réclamer la démission du président-directeur général, Thierry Vandal.

Si le premier magistrat entend exiger une réévaluation complète du dossier et faire stopper toute activité de démantèlement, les groupes environnementalistes, au contraire, veulent que Québec accélère le processus.

Faits saillants des mémoires:

Ville de Trois-Rivières

- Réévaluation complète du dossier

- Faire stopper le démantèlement

Ville de Bécancour

- Prolonger la centrale jusqu'en 2016

Chambre de Trois-Rivières

- Un fonds d'un milliard de dollars

- Un fonds qui survit aux gouvernements

Chambre de Bécancour

- Surseoir au démantèlement

- Réfection recommandée

Jeune Chambre de commerce

- Un siège au comité du Fonds

- 20 % du Fonds pour jeunes promoteurs

Groupes environnementalistes

- Accélérer le démantèlement

- Faire démanteler Gentilly-1

Mardi 29 janvier

- 9h: Remarques préliminaires

- 9h15: Hydro-Québec

- 12h45: Suspension

- 14h: Ville de Bécancour

- 15h: Ville de Trois-Rivières

- 16h: Société du Parc industriel et portuaire de Bécancour

- 17h: Chambre de commerce et d'industrie du Coeur-du-Québec

- 18h: Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières

- 19h: Ajournement

Mercredi 30 janvier

- 9h30: Guy Marleau, professeur titulaire au département de génie physique à Polytechnique et Dominic Larivière, directeur, laboratoire de Radioécologie Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval

- 10h30: CRÉCQ

- 11h30: Syndicat des employé-es de métiers d'Hydro-Québec, Syndicat des employé-es de techniques professionnelles et de bureau d'Hydro-Québec, Syndicat des technologues d'Hydro-Québec et Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec

- 12h30: Suspension

- 14h: Comité d'actions stratégiques

- 15h: Sortons le Québec du nucléaire

- 16h: Jeune Chambre de commerce de la Mauricie

- 17h: Syndicat professionnel des ingénieurs d'Hydro-Québec

- 17h40: Commission canadienne de sûreté nucléaire

- 18h40: Remarques finales

- 18h52: Ajournement

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130129-CY-4616035 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Yahoo! Finance Canada

Investing - Provider - Filing Services, mardi, 29 janvier 2013 - 09:02:05 +0000

GeoMegA acquiert tous les droits du procede de separation physique de Terres Rares d'Equapolar Consultants ...

Montreal, le 21 janvier 2013 - Ressources Geomega Inc. /FSC/ - GeoMegA Resources Inc. (GMA - TSX Venture)(" GeoMegA " ou la " Societe ") annonce la conclusion d'une entente...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 Yahoo! Finance Canada ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130129-IYAD-13594501251332495431 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Yahoo! Finance Canada

Investing - Provider - Filing Services, mardi, 29 janvier 2013 - 09:02:04 +0000

GeoMegA Acquires All Rights to REE Physical Separation Process from Equapolar Consultants Ltd

Montreal, January 21, 2013 /FSC/ - GeoMegA Resources Inc. (GMA - TSX Venture)("GeoMegA" or the "Company") announces that it has entered into a technology assignment agreement (the "Agreement") with Equapolar...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 Yahoo! Finance Canada ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI- WEB-20130129-IYAD-13594501241332495431 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse Affaires (site web) - La Presse
Lundi, 28 janvier 2013

Électricien: une formation branchée

Le métier d'électricien est encadré par plusieurs lois et règlements. Seuls les maîtres-électriciens, membres de la Corporation des maîtres-électriciens du Québec, ont le droit d'installer, de rénover, de remplacer ou de réparer un système électrique en tout ou en partie.

Montréal - Le métier d'électricien est encadré par plusieurs lois et règlements. Seuls les maîtres-électriciens, membres de la Corporation des maîtres-électriciens du Québec, ont le droit d'installer, de rénover, de remplacer ou de réparer un système électrique en tout ou en partie. On ne s'improvise donc pas électricien du jour au lendemain. Pour le devenir, il faut d'abord suivre une formation professionnelle en électricité ou en électromécanique de systèmes automatisés.

Ce cours de 1800 heures permet aux étudiants d'apprendre à installer, entretenir, vérifier et réparer l'équipement de production, de transmission et de distribution d'électricité. Les diplômés maîtrisent également tout le matériel électrique et les commandes électriques et électroniques connexes.

Pour travailler dans la construction, le diplômé doit ensuite être embauché par une entreprise qui lui garantit un minimum de 150 heures de travail. Il obtient alors un certificat de compétence-apprenti, qui lui permet de travailler sous la supervision d'un compagnon - un électricien

expérimenté - durant toute sa période d'apprentissage.

L'apprenti devra faire quatre périodes d'apprentissage de 2000 heures chacune, soit 8000 heures au total. Il pourra ensuite être admis à l'examen de qualification de la Commission de la construction du Québec. S'il le réussit, il deviendra à son tour compagnon, et pourra finalement travailler seul.

Les ingénieurs électriciens doivent quant à eux avoir fait un baccalauréat en génie électrique ou électronique ou dans une discipline connexe du génie. Une maîtrise ou un doctorat peuvent aussi parfois être exigés. Pour exercer la profession et porter le titre d'ingénieur, il faut également être membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

Établissements d'enseignement offrant le programme Électricité:

- > Aviron Québec Collège technique
- > Centre d'électrotechnologie Pearson (Lachine)*
- > Centre d'études professionnelles (Saint-Jérôme)
- > Centre de formation générale et professionnelle A. W. Gagné (Sept-Îles)
- > Centre de formation professionnelle et générale Manicouagan
- > Centre intégré de mécanique industrielle de la Chaudière (Saint-Georges)

- > Centre intégré de mécanique, de métallurgie et d'électricité (LaSalle)
- > Centre régional intégré de formation (Granby)
- > Centre Polymétier (Rouyn-Noranda)
- > CFP pour autochtones dans les métiers de la construction (CFPAMC)*
- > CFP Bonaventure-Paspébiac (Bonaventure)
- > CF Le Chantier (Laval)
- > CFP Gabriel-Rousseau (Saint-Romuald)
- > CFP de Jonquière
- > CFP des Moulins (Terrebonne)
- > CFP de l'Outaouais (Gatineau)
- > CFP Paul-Rousseau (Drummondville)
- > CFP Pavillon-de-l'Avenir (Rivière-du-Loup)
- > CFP Pierre-Dupuy (Longueuil)
- > CFP Qualitech (Cap-de-la-Madeleine)
- > CFP 24-Juin (Sherbrooke)
- > École des métiers de la construction de Montréal
- > École des métiers et occupations de l'industrie de la construction de Québec
- > École professionnelle de Saint-Hyacinthe



EUREKA.CC
une solution de CEDROM SNI

- | | | |
|---|--|---|
| > École professionnelle de métiers (Saint-Jean-sur-Richelieu) | > École de technologie supérieure (Montréal) | > Université du Québec à Rimouski |
| > Institut technique Aviron de Montréal inc. | > Polytechnique Montréal | > Université du Québec à Trois-Rivières |
| * École offrant le programme en anglais seulement. | > Université Concordia (Montréal) | > Université de Sherbrooke |
| Établissements d'enseignement offrant le programme Génie électrique: | > Université McGill (Montréal) | |
| | > Université Laval (Québec) | |
| | > Université du Québec à Chicoutimi | |

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130128-LZ-4615794 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Nouvelliste

Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

Actualités, mardi, 29 janvier 2013, p. 3

Début de la commission parlementaire sur gentilly-2

Le jour des comptes est arrivé

Les intervenants de la région débarquent à Québec avec le couteau entre les dents

Marc Rochette

Trois-Rivières - Obtenue à l'arraché par l'opposition, la fameuse commission parlementaire sur le déclassement de Gentilly-2 et le plan de diversification économique prend son envol ce matin à Québec avec la présentation d'Hydro-Québec. Et c'est avec le couteau entre les dents que les intervenants de la région débarquent au Salon rouge de l'Assemblée nationale pour exprimer leur désaccord avec la fermeture, leur déception du fonds de 200 millions et leurs idées pour la suite des choses.

Trois-Rivières - Réclamée par le milieu, cette consultation particulière avait fait l'objet d'une partie de bras de fer entre le gouvernement et les partis d'opposition. Une tractation entre les chambres de commerce et les ministres concernés avait finalement permis de dénouer l'impasse, d'où la tenue de ces deux jours de travaux devant la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles.

Aujourd'hui, tout l'avant-midi sera consacré à la société d'État qui viendra justifier sa décision de fermer la centrale nucléaire après en avoir pourtant planifié la réfection. En après-midi, les villes de Bécancour et Trois-Rivières vont se succéder avant de laisser la place à la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour et aux deux chambres de commerce riveraines.

Demain, les auditions publiques vont débiter avec la participation de Guy Marleau, professeur titulaire au département de génie physique à Polytechnique et Dominic Larivière, directeur, laboratoire de Radioécologie Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval. La matinée se terminera avec les mémoires de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec (CRÉCQ) et de plusieurs syndicats d'Hydro-Québec.

Comité d'actions stratégiques, Sortons le Québec du nucléaire, Jeune Chambre de commerce de la Mauricie, Syndicat professionnel des ingénieurs d'Hydro-Québec et Commission canadienne de sûreté nucléaire: voilà la liste des participants pour l'après-midi du 30 janvier.

Selon ce qu'avait déjà annoncé la ministre Martine Ouellet, un rapport devra être fait pour le 21 février prochain.

Même si la décision gouvernementale semble définitive, la Ville de Bécancour osera réclamer un sursis de trois ans avant de mettre fin à la centrale nucléaire et ses 800 emplois.

"Nous demandons au gouvernement du Québec de prolonger la vie de la centrale jusqu'en 2016 afin de donner le temps nécessaire aux experts, aux employés, aux syndicats, aux élus ainsi qu'à la population de faire le point sur ce dossier majeur et déterminant pour l'avenir de Bécancour et de la région", lancera comme message la mairesse Gaétane Désilets.

"Nous avons besoin de temps. Et c'est le temps qu'ils nous respectent et qu'ils nous écoutent", a-t-elle d'ailleurs fait savoir, hier, en point de presse.



Sa requête repose sur l'avis de spécialistes voulant que Gentilly-2 pourrait encore être exploitée pendant cinq ans sans réfection.

"Il n'y a aucune raison valable de ne pas pouvoir l'exploiter pendant cinq ans sans faire la réfection. Quatorze centrales vont le faire. La question technique n'est pas là", avait soutenu en octobre 2012 un ancien chef de service technique à Gentilly-2 pendant dix ans, Paul Lafrenière, lors d'une rencontre d'information publique.

Par ailleurs, la mairesse rappellera qu'en 2003, la masse salariale des employés de la centrale habitant dans la région immédiate de Bécancour représentait environ 73 millions de dollars, soit près de 87 millions en dollars d'aujourd'hui.

"Il faut aussi compter sur des revenus de 13 millions de dollars par année pour les fournisseurs de premier et deuxième niveaux de la centrale, situés à Bécancour", peut-on lire dans le mémoire rendu publique hier matin.

Selon la Ville, il est "illusoire" de croire que l'aide financière de 200 millions de dollars basée sur des prêts compensera adéquatement la région.

L'insuffisance de cette enveloppe fait consensus parmi les acteurs régionaux. La Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières va jusqu'à évoquer le milliard de dollars comme compensation justifiée.

À l'instar de la Chambre de commerce et d'industrie du Coeur-du-Québec, plusieurs s'interrogent sur les coûts de réfection avancés par Hydro-Québec. Et les centaines de millions investis inutilement dans les travaux préparatoires ont même amené le maire de Trois-Rivières, Yves Lévesque, à réclamer la démission du président-directeur général, Thierry Vandal.

Si le premier magistrat entend exiger une réévaluation complète du dossier et faire stopper toute activité de démantèlement, les groupes environnementalistes, au contraire, veulent que Québec accélère le processus.

Encadré(s) :

Faits saillants des mémoires

Ville de Trois-Rivières

- Réévaluation complète du dossier
- Faire stopper le démantèlement

Ville de Bécancour

- Prolonger la centrale jusqu'en 2016

Chambre de Trois-Rivières

- Un fonds d'un milliard de dollars
- Un fonds qui survit aux gouvernements

Chambre de Bécancour

- Surseoir au démantèlement
- Réfection recommandée

Jeune Chambre de commerce

- Un siège au comité du Fonds
- 20 % du Fonds pour jeunes promoteurs

Groupes environnementalistes

- Accélérer le démantèlement
- Faire démanteler Gentilly-1

Encadré(s) :

Horaire des auditions

Mardi 29 janvier

- 9h: Remarques préliminaires
- 9h15: Hydro-Québec
- 12h45: Suspension
- 14h: Ville de Bécancour
- 15h: Ville de Trois-Rivières
- 16h: Société du Parc industriel et portuaire de Bécancour
- 17h: Chambre de commerce et d'industrie du Coeur-du-Québec
- 18h: Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières
- 19h: Ajournement

Mercredi 30 janvier

- 9h30: Guy Marleau, professeur titulaire au département de génie physique à Polytechnique et Dominic Larivière, directeur, laboratoire de Radioécologie Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval
- 10h30: CRÉCQ
- 11h30: Syndicat des employé-es de métiers d'Hydro-Québec, Syndicat des employé-es de techniques professionnelles et de bureau d'Hydro-Québec, Syndicat des technologues d'Hydro-Québec et Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec
- 12h30: Suspension
- 14h: Comité d'actions stratégiques
- 15h: Sortons le Québec du nucléaire
- 16h: Jeune Chambre de commerce de la Mauricie
- 17h: Syndicat professionnel des ingénieurs d'Hydro-Québec
- 17h40: Commission canadienne de sûreté nucléaire
- 18h40: Remarques finales
- 18h52: Ajournement

Illustration(s) :

Photo : Archives Le Nouvelliste

Les intervenants de la région débarquent aujourd'hui au Salon rouge de l'Assemblée nationale pour exprimer leur désaccord avec la fermeture de la centrale, leur déception du fonds de 200 millions et leurs idées pour la suite des choses.

Photo: François Gervais

© 2013 *Le Nouvelliste* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130129-NV-0003 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Station : CJBC (SRC-R1), TORONTO
24 janvier 2013

Émission : Y'A PAS DEUX MATINS PAREILS

Animateur : Yves-Gérard Méhou-LOKO

LA MUNICIPALITÉ DE NORTH YORK FAIT APPEL À DES BATTERIES POUR ALIMENTER UNE PARTIE DE SON RÉSEAU ÉLECTRIQUE LORS DE SITUATIONS D'URGENCE. Int.: Frédéric Sirois, Polytechnique

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130125150502.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

Station : RDI, MONTRÉAL
25 janvier 2013

Émission : LE TÉLÉJOURNAL - Commission Charbonneau

Journaliste: OUMELKHEIR DJENAI

LA RÉPUTATION DES INGÉNIEURS EST MALMENÉE PAR LES RÉVÉLATIONS ENTENDUES. DES COURS D'ÉTHIQUE POUR LES FUTURS INGÉNIEURS NE SONT OBLIGATOIRES QUE DEPUIS 2000 À POLYTECHNIQUE. Int.: Bernard Lapierre

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130128030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Génie dans l'espace CQI - QEC Engineering in space 2013

29e Compétition québécoise d'ingénierie De la matière grise à revendre

Joël Martel

CHICOUTIMI - Il y aura de la matière grise à revendre, aujourd'hui, sur la Zone portuaire de Chicoutimi. À partir de 13 h, les finalistes de la 29e Compétition québécoise d'ingénierie (CQI) dévoileront leurs réalisations au grand public.

CHICOUTIMI - Rencontré alors que la compétition battait son plein, hier, à l'UQAC, le président de cette édition du CQI, Jocelyn Tremblay, a invité toute la population à assister à cette journée où ils pourront découvrir qui seront les innovateurs de demain. "Les gens n'ont pas besoin d'avoir des notions en ingénierie afin d'apprécier cet événement, assure M. Tremblay. Et puis, nous nous sommes organisés pour qu'il n'y ait pas de temps mort entre 13 h et 17 h. Ça sera en quelque sorte un spectacle où l'ingénierie sera la vedette principale."

Joutes oratoires

La CQI comporte de nombreux volets. Parmi ceux-ci, les débats oratoires risquent fort bien de plaire aux spectateurs. Comme le précise M. Tremblay, les bons orateurs sont très recherchés dans le domaine de l'ingénierie. Au-delà de leurs connaissances techniques, c'est davantage sous l'angle argumentatif que ceux-ci doivent briller afin de gagner des points auprès du jury. "Dans notre domaine, c'est très important notamment pour les présidents ou les chefs d'entreprise d'être capables de défendre leurs idées. Dans le contexte de la CQI, le jeu est concentré sur cet aspect. Une fois de plus, tout le monde est en mesure d'apprécier ce volet compétitif, car c'est dans l'articulation des idées qu'on y trouve notre compte. Et des bons débatteurs, vous en verrez!" En guise de bonus, les organisateurs ciblent aussi les orateurs au potentiel humoristique et ceux-ci sont invités à argumenter à propos de sujets plus légers qui décrocheront de nombreux sourires aux spectateurs.

Des épreuves spectaculaires

En ce qui concerne les gens qui aiment en avoir plein la vue, ils trouveront certainement leur bonheur lors des finales des volets Conception Senior et Conception Junior. La première catégorie bénéficie de douze heures afin de concevoir un prototype qui saura répondre à une problématique qui leur est présentée le jour de la compétition. En ce qui a trait à la seconde catégorie, les participants ont quatre à six heures pour répondre à une problématique un peu moins complexe. "Dans ces deux volets, on recrée d'une certaine façon les conditions réelles avec lesquelles nous devons composer professionnellement, de préciser M. Tremblay. Nous n'avons pas toujours un an pour réfléchir à une problématique. Et il faut mettre toutes ses connaissances et ses idées les plus folles en pratique. Par exemple, on donnera aux équipes quelques bâtons de popsicles, des bâtons à brochettes et des pâtes alimentaires afin de fabriquer un pont. Et puis, à notre grande surprise, on constatera ensuite que les pâtes alimentaires ont été utilisées pour concevoir des roues."

Il sera aussi possible de prendre connaissance des productions des participants au volet Design innovateurs. Parmi celles-ci, on retrouvera notamment une caméra acoustique 3D conçue par des étudiants de l'école Polytechnique. Non



seulement il est fascinant de découvrir le procédé derrière ce prototype, mais les concepteurs se feront un plaisir de vulgariser simplement les bases scientifiques de leur projet.

Jmartel@lequotidien.com

Encadré(s) :

« On recrée d'une certaine façon les conditions réelles avec lesquelles nous devons composer professionnellement. Nous n'avons pas toujours un an pour réfléchir à une problématique. Et il faut mettre toutes ses connaissances et ses idées les plus folles en pratique. Par exemple, on donnera aux équipes quelques bâtons de popsicles, des bâtons à brochettes et des pâtes alimentaires afin de fabriquer un pont. Et puis, à notre grande surprise, on constatera ensuite que les pâtes alimentaires ont été utilisées pour concevoir des roues. » - Jocelyn Tremblay

Illustration(s) :

(Photo Rocket Lavoie)

Jocelyn Tremblay, président de cette 29e édition, assure que la Compétition québécoise d'ingénierie est un événement spectaculaire.

© 2013 *Le Quotidien* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130126-QT-0038 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Montréal
Actualité, samedi, 26 janvier 2013

Compétition de construction d'éoliennes

Agence QMI

Invités par Polytechnique Montréal, 35 équipes d'étudiants du collégial venues des quatre coins du Québec ont présenté chacune leur prototype d'alternateur d'éolienne dans le cadre du concours «Déplace de l'air...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 *Le Journal de Montréal ; CEDROM-SNi inc.*

PUBLI-C WEB-20130126-OPW-029 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Québec
Actualité, samedi, 26 janvier 2013

Compétition de construction d'éoliennes

Agence QMI

Invités par Polytechnique Montréal, 35 équipes d'étudiants du collégial venues des quatre coins du Québec ont présenté chacune leur prototype d'alternateur d'éolienne dans le cadre du concours «Déplace de l'air...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 *Le Journal de Québec* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130126-ORW-025 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

TVA Nouvelles
Régions, dimanche, 27 janvier 2013 - 00:12:10 +0000

Des étudiants du collégial participent à une compétition

Agence Qmi

Invités par Polytechnique Montréal, 35 équipes d'étudiants du collégial venues des quatre coins du Québec ont présenté chacune leur prototype d'alternateur d'éolienne dans le cadre du concours «Déplace de l'air...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 TVA Nouvelles ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130127-CLC-13592455301293533330 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

TVA Nouvelles
Nouvelles, dimanche, 27 janvier 2013 - 00:16:30 +0000

Construction d'éoliennes · Des étudiants du collégial participent à une compétition

Agence Qmi

Invités par Polytechnique Montréal, 35 équipes d'étudiants du collégial venues des quatre coins du Québec ont présenté chacune leur prototype d'alternateur d'éolienne dans le cadre du concours «Déplace de l'air...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 TVA Nouvelles ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130127-CLC-13592457901293532256 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

24 heures Montréal
Final
Nouvelles, lundi, 28 janvier 2013, p. 10

1905

CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

ÉPHÉMÉRIDE Une grande soirée Polytechnique de Montréal. Plus de mondaine souligne l'ouverture du 1500 personnes y assistent. C'était à nouveau bâtiment de l'École Montréal en 1905.

© 2013 24 heures Montréal ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130128-QVHM-130128277778972 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

LE DEVOIR

Le Devoir

Société, lundi, 28 janvier 2013, p. B6

Chronique

Firmes d'ingénierie - Une crise éthique devenue crime

Jean-Claude Leclerc

Le Québec manque de mots pour qualifier le tsunami qui a propulsé le fleuron du génie montréalais au sommet du crime organisé. L'Ordre des ingénieurs, qui avait souhaité une commission d'enquête, ne s'attendait pas à une révélation si dévastatrice. Tout un mur d'éthique s'est effondré. Pas plus que le syndic et ses " enquêtes ", aucune firme liée au scandale ne saurait plus, en congédiant quelques individus, rétablir sa réputation. On doit plutôt se demander comment on fera justice aux citoyens dont les taxes ont été pillées et les élections trafiquées.

Les firmes en cause n'ont pas seulement enfreint la loi sur le financement des partis, elles ont aussi violé le droit du citoyen d'élire des représentants de son choix. Comme les mafias de la construction, elles ont volé des fonds publics et ajouté au fardeau des contribuables de Montréal. Elles ont corrompu des fonctionnaires et sapé les pouvoirs du conseil, du comité exécutif et d'autres instances de contrôle à l'Hôtel de Ville. On ne parle plus d'éthique, mais de crime.

Ce sont là des activités de collusion, de corruption et d'escroquerie, aux formes moins musclées, certes, que les pratiques des Hells, mais non moins néfastes aux droits des citoyens, à la sécurité du public et au fonctionnement des institutions. Témoignant à la commission Charbonneau, le " porte-parole " des firmes, Michel Lalonde, aura fait passer pour des " investissements " ce dont aucun professeur de Polytechnique ne voudrait être la victime. Ce vocabulaire trahit une triste morale dont le génie n'a cependant pas le monopole.

On savait que les multinationales n'ont guère de scrupules dans le traitement de leurs affaires " à l'étranger ", bien qu'il leur soit arrivé de frauder le fisc chez elles, voire de graisser la patte d'un chef de parti. On a appris, depuis, qu'une firme québécoise, SNC-Lavalin, faisait aussi partie des entreprises occidentales décrochant des contrats faramineux à coup de " commissions " aux profiteurs en place. Mais les gens d'ici pensaient que ces entreprises, fierté du pays, n'allaient pas les frauder eux aussi. Erreur et désillusion.

Un Ordre qui ne sied pas aux grandes firmes

Comme les corporations du genre, l'Ordre des ingénieurs du Québec assurait à fondation la " protection du public " en cas d'incompétence, de malhonnêteté, d'erreur grave ou de négligence, car un membre détient en exclusivité le nom d'ingénieur et la prestation de ce service. On y veille à la formation, on y fait des visites de vérification, tout en sanctionnant, le cas échéant, les fautes d'éthique. Ce système n'a pas été conçu pour prévenir les " méfaits d'entreprise ".

Or, dans plusieurs professions, les praticiens indépendants sont devenus minoritaires ou presque. De grands bureaux ont surgi dont l'esprit de service aux gens ou à la société le cède désormais au " développement des affaires ". Cette nouvelle pratique n'est pas nécessairement moins valable que la pratique traditionnelle, mais elle est rarement soumise à une forte déontologie. On y travaille de plus en plus pour l'argent, voire pour les forces d'argent.



Telle paraît être la maladie culturelle et morale qui gruge le monde de l'ingénierie. Polytechnique enseigne sans doute encore la résistance des matériaux, par exemple, un savoir fort utile pour empêcher les ponts de tomber. Mais on n'y apprend pas encore, faut-il comprendre, la résistance des consciences, un savoir essentiel à la prévention des vices cachés tels que les conflits d'intérêts. Ou encore, dans de grandes villes, la promotion d'ouvrages superfétatoires.

Devant la montée des scandales, le monde de l'ingénierie a tapissé les médias d'images et de propos rassurants. Ce genre d'artifice peut faire oublier une incartade individuelle. Il ne saurait faire disparaître une turpitude collective. Cette fois, il ne s'agit pas de l'ingénieur ruiné par un divorce ou par le casino et qui aurait refait ses finances en majorant le coût de ses services. Ni même d'une firme menacée de faillite qui fraude le fisc en abusant de fausses factures ! C'est le gratin montréalais du génie qui a pillé Montréal.

L'Ordre des ingénieurs paraît s'inquiéter beaucoup de ses membres injustement ternis par un scandale dont ils ne sont pas responsables, mais beaucoup moins des firmes honnêtes, des fonctionnaires loyaux et surtout des contribuables victimes de la collusion. Cette organisation professionnelle ferait oeuvre plus utile en demandant aux ingénieurs comment ils envisagent l'avenir, en tenant compte non seulement des redressements qui s'imposent, mais aussi des dommages à réparer. Car la commission Charbonneau ne pourra trouver réponse à tout.

Expertise " piratée "

Ainsi, certains conseillers municipaux dont la victoire a été financée frauduleusement ne devraient pas attendre le rapport de cette Commission pour réfléchir à leur avenir. Par contre, on ne peut trancher aussi simplement le cas des firmes fautives dont la plupart des ingénieurs ne faisaient sans doute pas partie du système de collusion. Le public se méfiera, avec raison, d'une entreprise qui changera de nom ou de propriétaire. Mais ce n'est pas avec des ingénieurs déchus ou emprisonnés qu'une ville se donnera de solides infrastructures.

D'aucuns voudront rapatrier dans la fonction publique nombre de ces professionnels dont l'expertise a été " piratée ", notamment au ministère des Transports, par des firmes privées. Mais la fonction publique n'a guère besoin d'autres bureaucrates qui, à défaut de bâtir des infrastructures, brassent des projets de dépenses et des changements d'organigramme. En revanche, des firmes de génie sans but lucratif ne seraient-elles pas bienvenues, le temps pour les ingénieurs atteints de cupidité compulsive de subir une quarantaine quant aux contrats publics ?

*** Jean-Claude Leclerc enseigne le journalisme à l'Université de Montréal.

© 2013 *Le Devoir* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130128-LE-2013-01-28_369407 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Gentilly : des écologistes proposent de faire table rase... en 20 ans!

Jean-François Cliche

Tant qu'à démanteler la centrale nucléaire Gentilly-2, autant en profiter pour faire pareil avec sa voisine Gentilly-1, qui est en dormance depuis 35 ans, et pour rappeler au fédéral de payer sa part des travaux, ont proposé hier les principaux groupes écologistes du Québec. La coalition veut aussi que le démantèlement de Gentilly-2 se fasse sur 20 ans au lieu des 50 prévus - mais cela ne se fera pas sans coûts ni risques additionnels, avertit toutefois un expert.

"C'est le défi d'une génération", a lancé le directeur de Nature Québec, Christian Simard, lors d'une conférence de presse, qui fait valoir qu'il est plus équitable que les gens qui ont profité de l'électricité produite par Gentilly-2 défraient eux-mêmes la restauration du site, plutôt que de reporter le chantier à plus tard.

Rappelons qu'au lendemain de son élection, l'automne dernier, le gouvernement Marois a décidé de fermer la seule centrale nucléaire toujours en activité au Québec. Gentilly-2 a conséquemment cessé de produire de l'électricité en décembre dernier. À l'heure actuelle, Hydro-Québec prévoit laisser la centrale en "dormance" - c'est-à-dire attendre que la radioactivité s'atténue d'elle-même - jusqu'en 2050 avant de commencer à la démanteler, ce qui devrait prendre une dizaine d'années.

Présent au point de presse, le mathématicien et activiste antinucléaire Gordon Edwards a en outre rappelé que l'occasion serait belle de se débarrasser, en même temps, de la centrale Gentilly-1, qui a produit très peu d'électricité avant d'être arrêtée, en 1977. Et cette partie-là de la facture devrait revenir au fédéral, dit-il. "Il y a trois installations nucléaires sur le site de Gentilly, et deux d'entre elles [Gentilly-1 et une usine d'eau lourde] appartiennent au fédéral, dit M. Edwards. Et ils ont un programme de 7 milliards \$ pour la restauration de sites nucléaires, mais presque tout cet argent est destiné à l'Ontario."

Un exercice

Ainsi, propose la coalition écologiste, on pourrait "s'exercer" sur Gentilly-1, où la radioactivité est moindre à cause de ses 35 ans de dormance, puis s'attaquer à Gentilly-2 dans 10 ans. En comptant une autre décennie pour démanteler cette dernière, le déclasserement ne prendrait donc plus 50 ans, mais plutôt 20, ce que la coalition présente comme une "solution médiane" entre le scénario d'Hydro-Québec et les déclasserements rapides préconisés par la France (10 ans). Cependant, a dû admettre M. Simard, le Canada n'a toujours pas de lieu d'entreposage permanent pour les déchets nucléaires, et n'en aura pas plus dans 10 ans, selon toute vraisemblance.

Même avec le plan des verts, donc, le combustible usé et les parties radioactives des deux centrales devraient donc être conservés sur le site de Gentilly pour une période indéterminée.

En outre, a fait remarquer au Soleil le chercheur en génie nucléaire de l'École polytechnique de Montréal Guy Marleau, s'il est tout à fait possible de raccourcir le processus de 50 à 20 ans, cela s'accompagnera d'inconvénients. Après tout, la réfection de la centrale aurait consisté à en sortir le cœur, qui est sa partie la plus radioactive, en l'espace de 2 ans.



Mais il demeure, poursuit-il, que les travailleurs du nucléaire ont des limites d'exposition aux radiations, ce qui signifie que plus la centrale est radioactive, plus grand doit être le bassin de travailleurs, ce qui rend les opérations plus complexes et plus coûteuses. Si l'on avait rénové Gentilly-2, la perspective de reprendre la production d'électricité aurait justifié les coûts supplémentaires. Or dans le cas d'un démantèlement, dit-il, il n'y a "absolument aucune utilité" à accélérer la cadence.

Illustration(s) :

PHOTO LE SOLEIL, PASCAL RATTHÉ

De gauche à droite : Philippe Bourke, dg du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec, Christian Simard, directeur de Nature Québec et Sidney Ribaux, coordonnateur général d'Équiterre

© 2013 *Le Soleil* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130125-LS-0044 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Brossard Éclair (QC)

final

Nouvelles, mercredi, 23 janvier 2013, p. 12

Efforts et concentration : un même objectif

Renaud et Justin sont tous les deux étudiants à la

Polytechnique et suivent le même parcours académique depuis 4 ans. Pour Renaud, les études se font simplement et ses résultats scolaires sont exemplaires. Pour Justin, les heures d'études et de travaux s'accumulent et ses succès sont pourtant mitigés. Deux portraits distincts!

Marie-Claude Pageau

cds.redaction@quebecormedia.com

Renaud a sa technique bien à lui. «Je m'efforce d'abord de bien comprendre pendant mes cours, quand le professeur explique la matière. Je m'amuse un peu de voir mes confrères de classe qui se tapent des notes et des notes et qui gobent tout et réécrivent tout. Je fais mes lectures, je m'assure d'assimiler la matière exposée, je pose des questions au

besoin et le tour est joué», explique l'étudiant de deuxième année en génie civil. Même s'il met des efforts dans ses études et ses travaux, il se trouve privilégié de pouvoir réussir sans travailler d'arrache-pied.

Pour Justin, l'histoire est tout à fait à l'opposé. «J'étudie tous les soirs, je relis mes notes et à chaque examen, je m'effondre. Je suis tellement stressé, j'ai l'impression de ne plus rien maîtriser et de ne pas connaître la matière. Je n'arrive pas à réussir, mais c'est vraiment difficile pour moi. Je sais que le stress et la concentration pendant les cours sont mes principaux ennemis. Ce n'est pas une question d'efforts », mentionne Justin.

La concentration Dans une salle de cours, des milliers de

pensées traversent l'esprit des étudiants. Pour ne pas se perdre dans le dédale des idées qui se dispersent,

il faut apprendre à rassembler sa conscience sur une pensée unique. Se concentrer et penser à une chose à la fois. Être totalement là : mentalement et physiquement. S'assurer que la pensée soit en cohérence avec l'action présente. Plus facile à dire qu'à faire!

Imaginez que vous êtes en salle de classe et que vous vous efforcez d'écouter pour préparer l'examen du lendemain. Soudain, vous pensez à quelque chose d'autre que vous avez à faire : consulter votre compte bancaire sur Internet, par exemple. Si vous ne faites pas attention, vous resterez accroché à cette tâche à faire. Pour éviter de perdre votre focus, notez cette tâche à faire dans quelques minutes ou quelques heures et établissez clairement le moment où vous comptez le faire. Vous vous libérerez ainsi d'y penser et vous serez plus concentré.

© 2013 Brossard Éclair (QC) ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130123-QBRO-130124277384223 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

les affaires

Les Affaires, no. No: 3

De bonne source, samedi, 26 janvier 2013, p. 39

Un professeur-chercheur chez CO2 Solutions

Pierre Thérout

CO2 Solutions, spécialisée dans la capture du gaz carbonique, a recruté le professeur-chercheur Louis Fradette pour occuper le poste de vice-président principal, ingénierie de procédés, et chef des technologies. M. Fradette, qui était professeur en génie chimique à l'École Polytechnique de Montréal, se dit enthousiaste à l'idée de participer au développement et à l'application de la technologie développée par l'entreprise de Québec. Cette innovation «a le potentiel de faire une percée importante», dit M. Fradette, qui sera entre autres responsable de l'application de la technologie dans un projet lié aux sables bitumineux.

M. Fradette n'arrive pas en terrain inconnu. Ses activités de R-D ont concerné la capture du carbone ainsi que les industries pétrochimiques, pétrolières et gazières. Il a aussi été ingénieur de procédés chez Pétro-Canada. Il est titulaire d'une maîtrise en génie chimique de l'Université Laval, d'un doctorat en génie des procédés de l'Institut national polytechnique de Lorraine en France et d'un doctorat en génie chimique de l'École Polytechnique de Montréal.

D'OPSENS À AMEX

Pierre Carrier, après avoir cédé son siège de président d'Opsens à Louis Laflamme en début d'année, se retrouve maintenant chef des opérations de la société d'exploration minière Amex. M. Carrier, qui a conservé son rôle de président du conseil d'administration d'Opsens, est titulaire d'un baccalauréat en géologie de l'Université du Québec à Montréal. Amex, détenteur de propriétés aurifères au Québec et au Mexique, a aussi nommé André Gagné au sein de son conseil d'administration. M. Gagné est président et chef de la direction de Ressources Robex.

NOUVEAU RÔLE POUR JOSÉE ST-ONGE

Josée St-Onge est la nouvelle leader du groupe conseils de PricewaterhouseCoopers pour le Québec. Entrée chez PwC en 2005, Mme St-Onge est devenue associée du bureau de Montréal en 2006. Elle dirige la pratique de gouvernance, risque, développement durable et conformité réglementaire. Elle possède un baccalauréat en administration des affaires avec spécialisation en comptabilité de HEC Montréal.

ALAIN TREMBLAY AU COMITÉ TECHNIQUE DE GOLDEN HOPE

Professeur et directeur au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère à l'Université du Québec à Montréal, Alain Tremblay se joint au comité consultatif technique mis sur pied récemment par la société d'exploration minière Golden Hope, qui profitera de son expertise des structures géologiques de la ceinture appalachienne. Titulaire d'un doctorat en sciences de l'Université Laval et d'une maîtrise de l'UQAM, M. Tremblay compte plus de 25 ans d'expérience en cartographie et réalisation d'études dans différents environnements géologiques au Canada.

MAXIME DUPONT-DEMERS À LA SUN LIFE

Maxime Dupont-Demers se joint à la Financière Sun Life à titre de directeur, communications d'entreprise. Il était jusqu'à tout récemment conseiller senior, contenus stratégiques, à Loto-Québec. Il avait auparavant piloté des dossiers



de communication interne à Gaz Métro. Il a obtenu un baccalauréat en relations publiques à l'UQAM et une maîtrise en philosophie et éthique appliquée à l'Université de Sherbrooke.

PROMOTION POUR BENOIT BRILLON

Benoit Brillon est le nouveau chef des placements et chef des finances de la firme Gestion de portefeuille Landry, à laquelle il s'est joint en novembre dernier à titre de gestionnaire de portefeuille. M. Brillon avait fondé en 2007 la société de gestion de portefeuille Sélexia avec deux autres associés de Natcan au sein de laquelle il avait amorcé sa carrière en 1997 comme économiste et spécialiste de la répartition des actifs. En 2004, il avait été promu vice-président, actions canadiennes, et associé de cette filiale de gestion de portefeuille de la Banque Nationale.

NOUVEAUX ASSOCIÉS CHEZ STIKEMAN ELLIOTT

Trois avocats du bureau montréalais du cabinet Stikeman Elliott ont été promus associés. **Jonathan Auerbauch** exerce comme agent de brevets et de marques de commerce ; **Matthew Liben** est membre du groupe du droit de l'assurance, de la faillite et de la restructuration ; et **Frédéric Paré** pratique le litige et le droit commercial.

JEAN DESGAGNÉ AU GROUPE TMX

Jean Desgagné sera le nouveau président et chef de la direction de la Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée, une division du Groupe TMX qui détient en dépôt plus de 4 billions de dollars. Il entrera en poste le 19 février et prendra la relève de Ian Gilhooley, qui a pris sa retraite. M. Desgagné se joindra aussi au comité de direction du Groupe TMX et sera membre de la direction du Groupe TMX Limitée. Le comptable agréé et diplômé de l'Université d'Ottawa était jusqu'à récemment premier vice-président aux services de risque commercial au Groupe Banque TD.

JULIE ROCHELEAU MONTE EN GRADE

Entrée au Centre d'écologie urbaine de Montréal il y a un an à titre de directrice des opérations et des ressources humaines, Julie Rocheleau a été promue directrice générale de cet organisme voué au développement de quartiers verts et d'îlots de fraîcheur. Elle remplace **Luc Rabouin**, nommé directeur de la société d'autopartage parisienne Mobizen en décembre. Titulaire d'un diplôme de 2e cycle de l'ÉNAP, Mme Rocheleau a été chargée de projet de développement à l'Union des consommateurs.

Ça bouge dans votre industrie ? Écrivez-nous à debonnesource@tc.tc

debonnesource@tc.tc

© 2013 Les Affaires ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130126-ZL-0057 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Thayer school of Engineering at Dartmouth (Ref.)
18 janvier 2013

Quantifying intraoperative fluorescence

Jacqueline Hewett

Frédéric Leblond (et al.) ont publié dans Nature "Quantitative, spectrally-resolved intraoperative fluorescence imaging."

<http://engineering.dartmouth.edu/news/quantifying-intraoperative-fluorescence/>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



Édition Beauce, no. Vol: 25 No: 4

Actualités, mercredi, 23 janvier 2013, p. 3

Compteurs intelligents ou simples compteurs numériques? Changement de technologie chez Hydro-Québec

Éric Gagnon Poulin

La semaine dernière, Gilles Veilleux, un citoyen de Saint-Martin, a réalisé que des employés d'Hydro-Québec étaient sur le point de remplacer son compteur électromécanique. Bien informé sur les luttes citoyennes au Québec concernant les compteurs intelligents, M. Veilleux a refusé cette installation, craignant pour sa santé.

«Ils sont arrivés ici lundi matin avec leur camion. Ils m'ont dit qu'ils venaient poser un compteur et je leur ai dit que je n'étais pas d'accord». M. Veilleux en a déduit qu'il s'agissait de l'arrivée des nouveaux compteurs intelligents tant critiqués ces derniers mois. Rappelons qu'en octobre 2012, Hydro-Québec a eu le feu vert de la Régie de l'énergie pour aller de l'avant avec la première phase du projet d'installation, mais elle ne concerne pas la Beauce pour le moment.

Les types de compteurs

Gilles Veilleux n'a pas rêvé, on voulait vraiment installer un nouveau compteur chez lui, mais il ne s'agissait pas d'un compteur que l'on dit «intelligent», selon l'information qu'Édition Beauce a recueillie auprès d'Hydro-Québec. «Il n'est pas question de compteurs intelligents, mais bien de compteurs électroniques (ou numériques) de deuxième génération, non-communicants, qui requièrent un releveur», explique Danielle Chabot, porte-parole d'Hydro-Québec. Ces derniers émettent aussi des radiofréquences, à moindre intensité, permettant de faire une lecture à courte de distance.

D'autres citoyens de la municipalité ont aussi eu cette même réaction, dont le frère de M. Veilleux, chez qui l'on a installé un nouveau compteur numérique pendant son absence. «Il n'était pas content de se faire imposer ça», dit-il, en pensant lui aussi qu'il s'agissait d'un compteur intelligent. Cela dit, il ne s'agirait que d'une procédure d'entretien du réseau. «Nous remplaçons entre 80 000 et 100 000 compteurs annuellement pour satisfaire aux exigences et nous assurer de la précision de lecture», ajoute la porte-parole. Soulignons que certains groupes, comme la Coalition québécoise de lutte contre la pollution électromagnétique (CQLPE), sont aussi contre ces compteurs numériques non-communicants, mais leur implantation n'a pas été autant critiquée.

Bref, la première phase du projet concerne plutôt Montréal, où l'on y installera 1,7 million de compteurs d'ici 2014. Le tout commencera en février 2013 et chaque citoyen en sera informé par le biais d'une lettre. Les consommateurs auront toujours la possibilité d'opter pour un compteur numérique non-communicant, moyennant un montant de 137 \$ et des frais mensuels de relève de 17 \$.

Les radiofréquences, un danger?

La particularité des compteurs intelligents est qu'ils émettent un signal de lecture de la consommation d'électricité par radiofréquences, ne nécessitant plus de releveurs. Selon la CQLPE, l'intensité de pointe de ces compteurs aurait été mesurée, dans les grands centres, à près de 20 000 microwatts par mètre carré, à un mètre de distance lorsqu'ils se trouvent à l'intérieur d'une maison, ce qui les oblige à émettre avec plus de puissance. Cette exposition peut finir par



EUREKA.CC
une solution de CEDROM SNI

déclencher des symptômes d'électrosensibilité, particulièrement chez les personnes ayant déjà été exposées à des niveaux élevés de pollution chimique et électromagnétique.

En revanche, le magazine Protégez-vous a publié une étude de l'école Polytechnique sur le sujet, remettant en question l'intensité des ondes émises. «Toutes les mesures relevées sont très en deçà des normes canadiennes et internationales. La moyenne des mesures ambiantes maximales prises dans les maisons serait 10 000 fois plus faible que la norme canadienne», indiquait Thomas Gervais, enseignant à Polytechnique, dans un article du journal Métro, le 28 novembre 2012. Dans ce même article de Mathias Marchal, intitulé «Pas si intense, l'exposition aux ondes électromagnétiques», on notait que le four micro-ondes est le plus important émetteur d'ondes à la maison, plus que les moniteurs pour bébés, les routeurs sans-fil, les téléphones sans-fil, les cellulaires et les compteurs intelligents.

Par contre, l'étude de la Polytechnique a été vertement critiquée par Marc Robert, porte-parole d'Estrie refuse, car elle ne tiendrait pas compte des effets thermiques des champs électromagnétiques (CEM). Il soupçonne d'ailleurs la Brigade électro-urbaine de l'école Polytechnique d'avoir volontairement ignoré ce facteur, car «elle est financée par un magnat de l'informatique très impliqué dans l'industrie du sans-fil», rapporte-t-il.

redaction.beauce@tc.tc

Illustration(s) :

Photo Éric Gagnon Poulin, ÉditionBeauce.com

Gilles Veilleux devant son compteur électromécanique.

Photo Éric Gagnon Poulin, ÉditionBeauce.com

À droite : Un nouveau compteur numérique installé à Saint-Martin.

© 2013 Édition Beauce ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130123-EDI-0002 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Courrier Sud (Nicolet), no. Vol: 49 No: 8
 Actualités, mercredi, 23 janvier 2013, p. 5

Place à la Commission parlementaire sur Gentilly-2

Martin Sylvestre

Les impacts reliés au déclassement de Gentilly-2 et du plan de diversification économique pour le Centre-du-Québec et la Mauricie seront de nouveau au coeur de l'actualité, les 29 et 30 janvier, puisque c'est à ce moment que se tiendra la Commission parlementaire promise par le gouvernement Marois.

C'est à la Salle du Conseil législatif de l'Assemblée nationale qu'auront lieu les consultations particulières et auditions publiques.

De nombreux représentants régionaux y seront présents. Notamment, les chambres de commerce du Coeur-du-Québec et de Trois-Rivières qui y déposeront des mémoires.

Les villes de Bécancour et Trois-Rivières ont également obtenu le statut d'intervenant.

Parmi les autres intervenants, nous y retrouverons Hydro-Québec, la Société du Parc industriel et portuaire de Bécancour, la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec, le Comité d'actions stratégiques, Sortons le Québec du nucléaire, la Jeune Chambre de commerce de la Mauricie, le Syndicat professionnel des ingénieurs d'Hydro-Québec, la Commission canadienne de sûreté nucléaire, messieurs Guy Marleau et Dominic Larivière, respectivement professeur titulaire au département de génie physique à la Polytechnique ainsi que directeur du laboratoire de Radioécologie à la Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval.

Les syndicats des employé-e-s de métiers d'Hydro-Québec, des employé-e-s de techniques professionnelles et de bureau d'Hydro-Québec, des technologues d'Hydro-Québec de même que celui des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec sont aussi au rang des intervenants.

Pour sa part, le député de Nicolet-Bécancour, Donald Martel, sera accompagné de François Bonnardel, porte-parole de la Coalition Avenir Québec (CAQ) en matière de Ressources naturelles. Il souhaite trouver, lors de la Commission parlementaire, les réponses à ses nombreuses questions.

«J'aimerais savoir comment Hydro-Québec a pu dépenser un milliard de dollars en recherche ainsi qu'en acquisition d'équipements pour en arriver à la conclusion, quelques années plus tard, que la réfection serait trop chère. J'aimerais savoir comment se fait-il que l'estimation de la réfection de Gentilly-2 arrive à 4,3 milliards et que celle de Point Lepreau était à 2,3 milliards, tout en sachant que c'était une catastrophe de gestion à ce prix. J'aimerais également savoir comment nous pouvons nous assurer que les travaux seront sécuritaires étant donné qu'il n'y a jamais eu de réacteur CANDU de déclassé. Finalement, je veux savoir ce qui va se passer à l'intérieur de l'usine dans la prochaine année, dans cinq ans, dans 10 ans, et ce, jusqu'à ce qu'on traite les déchets», énumère le député.

Illustration(s) :

La centrale nucléaire Gentilly-2. Photo, Le Courrier Sud



EUREKA.CC
 une solution de CEDROM SNI

© 2013 Courrier Sud (Nicolet) ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130123-OZ-0004 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Jeunespremiers.com
16 janvier 2013

La Banque Nationale s'associe à Campus Montréal et fait le plus gros don de son histoire

Campus Montréal était très fier d'annoncer que la Banque Nationale du Canada faisait un don incroyable, du jamais vu, soit un don de 15 millions de dollars, répartis sur 12 ans.

<http://jeunespremiers.com/la-banque-nationale-sassocie-a-campus-montreal-et-fait-le-plus-gros-don-de-son-histoire/>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



Journal de Rosemont - Petite-Patrie, no. Vol: 64 No: 4
 Actualités, mardi, 22 janvier 2013, p. 3

«Moins de bruit!», dit l'arrondissement Réglementation plus sévère et baisse des décibels acceptables

Philippe Beauchemin

Après une première modification à son Règlement sur le bruit à la fin de 2011, l'embauche d'un inspecteur sur le bruit au mois d'août 2012 et l'achat d'un sonomètre un mois plus tard, voilà que la réglementation est à nouveau revue et corrigée en partenariat avec des scientifiques de la Polytechnique de Montréal.

Le nouveau règlement, effectif et adopté lors de la séance du conseil d'arrondissement du lundi 14 janvier, dresse de nouveaux seuils de bruit autorisés. Ainsi, les seuils de décibels autorisés passent de 60 à 55 le jour et le soir, alors que, pour la nuit, il passe de 50 à 45. L'inspecteur, sonomètre à la main et grâce à l'application développée par des scientifiques de l'école Polytechnique de Montréal, a maintenant le droit de visiter les emplacements problématiques après que le bureau Accès Montréal (BAM) ait reçu une plainte pour bruit excessif.

«Les plaintes de bruit sont récurrentes et nombreuses dans notre arrondissement. Il devenait une nécessité pour nous d'avoir un inspecteur et une réglementation qui nous donnent le pouvoir d'agir légalement et d'être en mesure d'obliger un propriétaire à prendre des mesures pour réduire le niveau de bruit», explique le maire de l'arrondissement, François W. Croteau.

Le nouvel appareil et le développement de l'application simplifiant le calcul du niveau de bruit normalisé auront coûté 26 615 \$ à l'arrondissement. Il s'agit d'une dépense nécessaire, estime l'administration locale, alors que le nombre de plaintes de bruit excessif est en constante progression depuis trois ans (102 plaintes en 2010; 120 en 2011; 136 en 2012). C'est principalement ceux en provenance de systèmes de ventilation et de climatisation qui font l'objet de plaintes, de même que ceux en provenance de chantiers résidentiels de construction ou de rénovation.

Hausse des amendes

Le nouveau règlement est accompagné d'un changement au niveau des amendes possibles pour les contrevenants.

Pour une première infraction, une personne physique s'expose à une amende pouvant s'élever à 1000 \$ et 2000 \$ en cas de récidives; pour une personne morale (compagnie, organisme, école, etc.), ce montant peut atteindre 2000 \$ pour une première infraction et 4000 \$ pour des récidives.

« Il faut se souvenir que, longtemps, il n'y a eu qu'un seul inspecteur de bruit pour toute la Ville de Montréal. Il y a deux ans, le poste a été aboli. Rapidement, on s'est rendu compte qu'on avait de nombreuses plaintes et qu'il nous fallait y répondre par un outillage et une réglementation adéquate, mais aussi en haussant les amendes possibles», explique M. Croteau.

Les modifications au règlement sur le bruit dans les lieux habités font suite aux recommandations proposées en ce sens par l'école polytechnique, et ce, après que ses experts aient effectué une revue de la réglementation sur le bruit dans quelques villes nord-américaines (Toronto, Vancouver, New York) et dans la ville européenne de Bruxelles, de même qu'auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de l'Organisation mondiale de la santé. La nouvelle réglementation de l'arrondissement se compare avec celles des autres milieux.



EUREKA.CC
 une solution de CEDROM SNI

philippe.beauchemin@tc.tc

Encadré(s) :

Bruits interdits

Travaux de construction soir (après 19 h), nuit et week-end

Livraison la nuit

Illustration(s) :

Le nouveau sonomètre de l'arrondissement qui permet de mesurer le bruit qui pourrait être excessif. (Photo: Isabelle Bergeron)

© 2013 *Journal de Rosemont - Petite-Patrie ; CEDROM-SNi inc.*

PUBLI-C news-20130122-JF-0006 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Yahoo! Finance Québec
Marketwire, lundi, 21 janvier 2013 - 12:48:01 +0000

>RONA annonce des changements au sein du conseil d'administration

BOUCHERVILLE, QUÉBEC--(Marketwire - 21 jan. 2013) - RONA inc. (RON.TO)(RON-PA.TO), le plus important détaillant et distributeur de produits de quincaillerie, de rénovation et de jardinage au Canada, a annoncé aujourd'hui...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 Yahoo! Finance Québec ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130121-IYAF-13587724811332770478 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Métro (Montréal)

Actualité, lundi, 21 janvier 2013, p. 8

La vie en vert

Montréal, plaque tournante de l'éolien

Steven Guilbeault

Environnement. Montréal est devenue au cours des dernières années la plaque tournante de l'éolien pour l'est du continent. Voici comment.

Alors que se prépare une bataille importante touchant l'arrivée imminente des sables bitumineux au Québec, j'aimerais vous proposer de regarder comment, sans tambour ni trompette, Montréal est devenue au cours des dernières années la plaque tournante de l'éolien pour l'est du continent. Je ne sais pas pour vous, mais quand il s'agit de développement économique, de création d'emplois et de réduction de GES, l'éolien est une filière beaucoup plus attrayante à long terme que ne l'est le pétrole.

Quelques chiffres sur l'éolien au Québec :

- Environ 4 000 emplois sont liés au secteur de l'éolien au Québec, dont une portion importante se trouve dans la région de Montréal.
- Quelque 150 entreprises québécoises sont actives dans l'éolien, dont plusieurs ont leur siège social ici. De plus, Montréal a été choisie par plusieurs entreprises étrangères pour y établir leur siège social canadien.
- Une expertise sur l'énergie éolienne s'est développée dans les universités et institutions montréalaises, comme l'École de technologie supérieure et l'École polytechnique, mais l'ensemble de la province n'est pas en reste, puisque des programmes ont également été créés ailleurs. Pour n'en nommer qu'un, soulignons le programme en entretien d'éoliennes du Cégep Beauce-Appalaches, un maillon incontournable de l'industrie.

Alors que le gouvernement du Québec prépare sa prochaine stratégie énergétique, il devra également prendre une décision sur un nouvel appel d'offres de 700 MW d'éolien. Il s'agit de projets qui avaient été annoncés sous le gouvernement précédent mais qui, pour une raison ou une autre, ne se sont pas réalisés.

En allant de l'avant avec cet appel d'offres, Québec attirerait des investissements privés de plus de 1,5 G\$, dans un secteur de pointe. Rappelons qu'il s'agit d'énergie renouvelable. En période de ralentissement économique, il me semble que ça se prend bien!

Pourquoi produire plus d'électricité alors qu'on parle des surplus d'Hydro-Québec? Peut-être que, justement, nous pourrions utiliser ces surplus pour accélérer le passage vers les transports électriques au Québec, rendant caducs, du même coup, les projets d'acheminer ici le pétrole sale des sables bitumineux... À suivre!

Steven Guilbeault

Écologiste

Encadré(s) :



EUREKA.CC
une solution de CEDROM SNI

Plan énergétique

1,5 G\$

En allant de l'avant avec l'appel d'offres de 700 MW d'éolien, Québec attirerait des investissements privés de plus de 1,5 G\$, dans un secteur de pointe.

Illustration(s) :

ARCHIVES MÉTRO

L'éolien est une filière beaucoup plus attrayante à long terme que ne l'est le pétrole.

© 2013 *Métro (Montréal)* ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130121-MO-0014 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Agence Science-Pressé
Samedi, 19 janvier 2013

Un sonomètre, un indispensable du quartier Rosemont... fait à la Poly !

ASPQuébec

En se dotant d'une nouvelle réglementation sur le bruit, l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie veut proposer une meilleure qualité de vie à ses résidents et ainsi garder ses familles. Pour l'aider à faire...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 Agence Science-Pressé ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130119-CAG-019 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

mais cela ne signifie pas que nous sommes devant des cas de " mauvaise gestion " en regard des pratiques reconnues de saine administration.

Le gouvernement du Québec le reconnaît lui-même dans son cahier thématique sur la gouvernance et le financement des universités.

Il est opportun de revoir les mesures de reddition de comptes auxquelles les universités sont soumises dans le but de les rendre plus stratégiques, de les simplifier et d'en faciliter la compréhension et la diffusion. Il faut néanmoins résister à la tentation bureaucratique d'ajouter des contraintes réglementaires ou de superposer de nouveaux organismes aux mécanismes existants qui viendraient diluer le rôle, les fonctions et les responsabilités du conseil d'administration.

Défendre le bien de la société et se démarquer sur la scène internationale

Nous partageons le souci des Québécois et du gouvernement quant au respect d'une gestion rigoureuse et transparente des universités. Nous attachons par ailleurs une grande importance aux faits, et croyons aux meilleures pratiques de gouvernance et de gestion. Maintenir un établissement dans une situation déficitaire chronique et structurelle, faute de financement, ne saurait constituer une solution viable. Il est impératif d'en venir à un consensus durable.

Pour que le dialogue sur l'avenir de l'enseignement supérieur soit productif, il doit permettre des échanges ouverts et respectueux qui doteront le Québec et sa jeunesse d'universités bien gérées, adéquatement financées, accessibles et de calibre mondial.

Laval Boulianne

Président du Conseil d'administration, Université du Québec à Chicoutimi

Mary-Ann Bell

Présidente du Conseil d'administration, Institut national de la recherche scientifique

Stuart Cobbett

Président du Conseil des gouverneurs, Université McGill

John R. Porter

Président du Conseil d'administration, Université Laval

Robert A. Gordon

Président du Conseil des gouverneurs, Université Bishop's

Norman Hébert Jr.

Président du Conseil d'administration, Université Concordia

Louise Sicuro

Vice-présidente du Conseil d'administration, Université du Québec à Montréal

Françoise Roy

Présidente du Conseil d'administration, Université du Québec à Rimouski

Lisette Blouin-Monfils

Présidente du Conseil d'administration, Université du Québec en Outaouais

Vincent Tanguay

Président du Conseil d'administration, TÉLUQ

Louise Roy

Chancelière et présidente du Conseil d'administration, Université de Montréal

Francine Martel-Vaillancourt

Présidente du Conseil d'administration, École nationale d'administration publique

Michèle Thibodeau-DeGuire

Présidente du Conseil d'administration, École Polytechnique de Montréal

Lynda Durand

Présidente du Conseil d'administration, Université Sherbrooke

Hélène Desmarais

Présidente du Conseil d'administration de la corporation, HEC Montréal

Denis Pinet

Président du Conseil d'administration, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Michèle Laroche

Présidente du Conseil d'administration, Université du Québec à Trois-Rivières

Dominique Nadeau

Président du Conseil d'administration, École de technologie supérieure

Illustration(s) :

Avec un budget de fonctionnement inférieur à la moyenne des universités canadiennes, les universités québécoises arrivent néanmoins à bien livrer la marchandise... Sans une gestion rigoureuse, atteindre de tels résultats est impossible.

© 2013 *La Tribune (Sherbrooke, Qc) ; CEDROM-SNi inc.*

PUBLI-C news-20130119-TB-0033 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Steve Poulin, gestionnaire immobilier

Collaboration spéciale

"La majorité de nos clients sont les ministères et organismes, donc des clients liés à la fonction publique ou au domaine de la santé", explique-t-il. Un gestionnaire immobilier peut assurer la gestion de ses propres immeubles, mais peut aussi travailler pour un propriétaire. Ici, à la SIQ, on gère des propriétés qui appartiennent au gouvernement et aussi des espaces locatifs".

L'équipe de travail d'une vingtaine d'employés qu'il dirige est composée d'un ingénieur, d'un architecte, d'évaluateurs agréés, de techniciens et de personnel administratif.

De la construction à la gestion

Après avoir été formé à Polytechnique Montréal, Steve travaille pour différents entrepreneurs en construction. Il se tourne ensuite vers le secteur du génie-conseil.

Fort de son expérience et de ses connaissances acquises tant en construction qu'en conception dans le secteur privé, il travaille pour le gouvernement dans un premier temps à titre de consultant. Il est ensuite embauché à la SIQ comme spécialiste technique à l'interne. Mûr pour assumer un premier rôle cadre, il obtient un poste de chef de service des opérations pour devenir successivement gestionnaire immobilier.

L'influence et le pouvoir décisionnel qu'un gestionnaire peut avoir sur différents aspects telles les caractéristiques, les fonctions et la qualité d'un bâtiment ont grandement interpellé Steve. À 42 ans, il apprécie les avantages et défis inhérents à la gestion immobilière.

"Il faut être capable de développer une vision à court, moyen et long terme et s'assurer d'une bonne planification. Mais il faut aussi savoir bien gérer les imprévus au quotidien. C'est un aspect de mon travail que j'aime beaucoup", témoigne-t-il.

Profil du gestionnaire



Plusieurs parcours peuvent mener à la profession de gestionnaire immobilier. Pour quiconque désire accéder au métier, il n'est pas nécessaire de suivre une formation particulière, mais plutôt d'avoir, règle générale, une combinaison d'expérience et de formation rattachées aux fonctions de la profession. S'il faut bien comprendre le fonctionnement d'un bâtiment, le travail d'un gestionnaire immobilier implique aussi un volet administratif qui comprend notamment la gestion des ressources humaines et la comptabilité.

À SAVOIR

Gestionnaire immobilier

SALAIRE ANNUEL MOYEN: 53 000\$

PERSONNES EN EMPLOI (2011): 6000

PERSPECTIVES D'EMPLOI (2012-2016): Acceptables

TAUX DE CHÔMAGE (2011): Modéré

Source: Emploi-Québec

Illustration(s) :



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Steve Poulin, gestionnaire immobilier pour la Société immobilière du Québec.

© 2013 La Presse inc ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130119-LA-0168 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

SRC-TV, Montréal
20 janvier 2013

Émission : Découverte

Animateur : Charles Tisseyre

PASSION SCIENCE-DES EXPÉRIENCES FAITES SANS CONTRAINTES, PERMETTENT SOUVENT DE TROUVER LES BONNES RÉPONSES À D'ÉPINEUX PROBLÈMES SCIENTIFIQUES.Int.:MICHEL MEUNIER, ING.EN NANOTECHNOLOGIE DES MATÉRIAUX

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130121030501.pdf>

Ce document a été ajouté par : *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Globeandmail.com
Jeudi, 17 janvier 2013

New centre looks to stem exodus of Quebec entrepreneurs

JENNIFER LEWINGTON

Taking aim at Quebec's historically weak entrepreneurial culture, the National Bank has teamed up with three Montreal post-secondary institutions to encourage more start-ups and family businesses in the province. In an...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2013 Globeandmail ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20130117-CGM-134 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

lesaffaires.com

LesAffaires.com

La Banque Nationale du Canada vient de faire le plus important don de son histoire: une somme de 10 M\$ qui sera versée à l'Université de Montréal, à Polytechnique et à HEC Montréal pour la création d'un centre d'entrepreneuriat.

Par ce don, la Banque veut soutenir l'entrepreneuriat, de l'idée au projet; la reprise d'entreprises existantes; ainsi que le développement et la continuité des entreprises familiales.

Ce don «est une suite logique de l'engagement de la Banque à l'égard de la jeunesse, de l'éducation et de l'entrepreneuriat», a déclaré le président de l'institution, Louis Vachon, en annonçant le don au siège social montréalais de la Nationale.

Il s'agit aussi «d'une étape marquante dans la progression de la culture

philanthropique au Québec», a ajouté M. Vachon, mentionnant que le montant du don était «exceptionnel» au Québec.

Le Centre d'entrepreneuriat Banque Nationale - le nom est provisoire - servira aux étudiants qui voudraient créer ou reprendre une entreprise, a indiqué Michel Patry, le directeur de HEC. Il servira aussi d'observatoire de bonnes pratiques en entrepreneuriat, aux transferts de connaissances et au réseautage.

HEC possède déjà une expertise en entrepreneuriat. Elle compte 14 professeurs, deux chaires, en plus d'administrer le Centre international de transfert des familles en affaires. De plus, elle offre quatre programmes de formation menant à des diplômes en entrepreneuriat et trois

programmes de formation pour des dirigeants de PME.

L'Université de Montréal, HEC et Polytechnique se sont récemment regroupées sous le nom de Campus Montréal pour effectuer la plus ambitieuse campagne de financement dans le monde universitaire francophones. Campus Montréal compte amasser 500M\$ lors de cette campagne de plusieurs années lancée fin novembre dernier.

Le regroupement des trois écoles fait d'elle le plus grand pôle universitaire au Québec et la deuxième université au Canada en terme de nombre d'étudiants.

© 2013 LesAffaires ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C NEWS-20130117-ZW-021 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

[Retour à la table des matières](#)



Le Journal de Magog (QC)

final

Nouvelles, mercredi, 16 janvier 2013, p. 14

Pollution électromagnétique, Protégez-Vous protège qui?

À la suite de la diffusion par Protégez-Vous d'une étude effectuée par l'École polytechnique de Montréal sur l'exposition des Québécois aux champs électromagnétiques (CEM), le regroupement ESTRIE REFUSE estime que Protégez-Vous fait malheureusement la courroie de transmission d'organismes qui alimentent le déni concernant la nocivité des CEM.

L'étude de Polytechnique a révélé des niveaux de CEM bien en deçà des limites décrites dans le code de sécurité 6 de Santé Canada. Datant de 1999, celui-ci ne prend en compte que l'effet thermique des CEM. (...).

Les CEM ont bel et bien des effets biologiques, notamment répertoriés dans le rapport BioInitiative (m. à.j. 2012). (...) divers problèmes physiques, insomnie, maux de tête, acouphène, nausée ou tachycardie (...)

reconnu par le Conseil des ministres nordiques des pays scandinaves.

Depuis peu nous sommes passés à une exposition reçue du téléphone sans fil domestique, du cellulaire, du Wi-Fi (...). Or, l'Angleterre vient de constater que les tumeurs des lobes frontal et temporal du cerveau en relation avec le cellulaire ont augmenté de 50 % entre 1999 et 2009.

L'installation de compteurs à radiofréquences ajoute à tout cela et est une atteinte au libre choix des individus (...) Une douzaine de municipalités au Québec ont voté des résolutions s'opposant à l'installation de ces compteurs. En Colombie-Britannique, pas moins de 59 municipalités s'y opposent.

Par ailleurs, il est faux, comme il est dit dans Protégez-Vous, de mettre les normes européennes dans le même

panier que les normes nord-américaines. Quelque douze pays européens ont adopté des normes largement inférieures à celles en Amérique du nord, ce qui est d'ailleurs recommandé par le Parlement Européen (...).

On peut s'interroger sur le professionnalisme de Protégez-Vous (...). Pourquoi n'avoir pas précisé que la Brigade électro-urbaine de Polytechnique est financée par une industrie impliquée dans le sans fil, tel que mentionné l'été dernier dans le magazine La Maison du 21e siècle? (...)

Marc Robert, porte-parole d'ESTRIE REFUSE

Une initiative Des Amis de la Terre de l'Estrrie.

estrierefuse.wordpress.com.

© 2013 Le Journal de Magog (QC) ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news:20130116-QJOB-130117276466908 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Les Actualités (Asbestos, QC)

final

Nouvelles, mercredi, 16 janvier 2013, p. F0

Épargnez les frais d'adhésion, 819-879-2792

Sécurité routière : à la recherche de solutions dans la MRC d'Arthabaska

(ET) La MRC d'Arthabaska a été sélectionnée pour la mise en oeuvre d'un nouveau projet pilote. L'objectif est d'établir un diagnostic ainsi qu'un plan d'action en matière de sécurité routière sur le réseau municipal. Le Ministère des Transports du Québec a confié le mandat à une équipe de chercheurs de l'École polytechnique de Montréal et de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS-UCS).

Les 23 municipalités de la MRC seront mises à contribution, notamment à cause de la combinaison entre les zones rurales et urbaines. Le projet permettra de retirer d'importants bénéfices dont l'amélioration du bilan routier sur le réseau municipal dans la MRC, le

partage des connaissances et de l'expertise, la réalisation d'un diagnostic de sécurité routière sur le réseau municipal de la MRC et la mise en évidence de pistes de solution. Bien entendu, les outils développés dans la MRC d'Arthabaska pourront par la suite être utilisés dans d'autres régions du Québec.

«La sécurité routière et la qualité de vie des citoyens demeurent au coeur des actions du Comité de sécurité publique et de la Planification stratégique de la MRC d'Arthabaska. La MRC est donc heureuse de collaborer à ce projet qui devrait en plus permettre d'élaborer des outils et méthodes pour les municipalités de la MRC et de l'ensemble du Québec qui souhaitent intervenir en sécurité

routière», a soutenu le directeur général de la MRC d'Arthabaska, M. Frédéric Michaud.

Ce projet illustre également l'importance d'évaluer la situation de la sécurité routière sur le réseau municipal au plan du bilan routier. «Effectuer le diagnostic de sécurité routière sur le réseau municipal de la MRC, c'est aussi travailler à l'amélioration du bilan routier à l'échelle des municipalités pour l'ensemble du Québec», de conclure le capitaine Luc Marineau, directeur du poste de la Sûreté du Québec de la MRC d'Arthabaska.

d'une valeur de 50\$

© 2013 Les Actualités (Asbestos, QC) ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130116-QACT-130117276466590 - Date d'émission : 2013-01-31

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

lesnews.ca
16 janvier 2013

Toute une première à l'École Polytechnique de Montréal

Gilles Lajoie

Polytechnique y est allée d'une première, sans tambour ni trompette. L'institution, a nommé, pour la première fois de son histoire, une femme, Michèle Thibodeau-Deguire, à la tête de son CA.

<http://lesnews.ca/technologie/35434-toute-une-premiere-a-lecole-polytechnique-de-montreal/>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

ARGENT, MONTRÉAL
17 janvier 2013

Émission : On s'investit

Animateur : François Gagnon

UN DON DE LA BANQUE NATIONALE À L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE ET AU HEC MONTRÉAL

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/POLYTECHNIQUE20130117150501.pdf>

Ce document a été ajouté par : ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)